



DEBATS

LES FAITES EN QUESTION, LES IDÉES EN RÉPONSE !

BILLET

La Coupe du monde
vaut des milliards,
le football peut-il
encore rester impartial ?

LA POLITIQUE N'EST PAS LE PROBLÈME DU MAROC, ELLE FAIT PARTIE DE LA SOLUTION

BARAKA AUX JEUNES ISTIQLALIENS :
"LA POLITIQUE FAIT PARTIE DE LA SOLUTION"

CHRONIQUEURS

Le Maroc et les
métamorphoses
de la légitimité

EXPERTS

Le Maroc face aux défis
de 2035 : consolider une
réussite, préparer une
nouvelle ambition.

ROOM

War game : et si Poutine
franchissait le seuil
nucléaire ?

Merci à nos

50

Chroniqueurs
et **Experts invités**

Pour vos analyses, vos regards éclairés
et vos mots qui nourrissent le débat public.
Vos contributions font vivre une information libre,
rigoureuse et utile.



LODJ.MA
L'actualité en continu



LODJ.INFO
L'info autrement



I-DABATS
Le bimensuel qui éclaire

Contre tous les constats,
LES MAROCAINS LISENT, ANALYSENT ET ÉCRIVENT !



LES JEUNES
s'informent,
questionnent,
proposent.



LES SÉNIORS
lisent, partagent
leur expérience
et éclairent le présent.



ENSEMBLE,
ils construisent
un Maroc qui pense
et qui avance.

*“ Grâce à vous, L'ODJ Média reste une maison
de débats, d'idées et d'analyses.*

Merci du fond du cœur !

@lodjmaroc



Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

ÉDITO D'OUVERTURE

06

08

**CHRONIQUEURS
INVITÉS**

24

**EXPERTS
INVITÉS**

43

**QUARTIER
LIBRE**

58

BILLET

66

ROOM

IDÉBATS

By Lodj



Imprimerie Arrissala



JUILL | 2026

PRÉSIDENT ARRISSALA SA : HASSAN SENTISSI EL IDRISSE
CEO DE L'ODJ MÉDIA : ADNANE BENCHAKROUN
DIRECTEUR DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN
ÉQUIPE DE RÉDACTION : BASMA BERRADA - SALMA LABTAR
NISRINE JAOUADI - AICHA BOUSKINE - MAMOUNE ACHARKI
CHRONIQUES VIDÉO - AVATAR : SOUKAINA BENSALD - CHAYMAE ABDALLAOUI
SOCIAL MEDIA TEAM : NADA DAHANE - OUMNIA LABRITI
INSÉRSION ARTICLES & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI & IMAD BENBOURHIM
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
WEBDESIGNER / COUVERTURE / ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



LES PILIERS DE LA CHARTE ÉDITORIALE DE L'ODJ MÉDIA

Appel à nos lectrices et à nos lecteurs et merci pour votre vigilance et votre collaboration d'avance

Chères lectrices, chers lecteurs,

Voici comment nous essayons, chaque jour, de faire vivre concrètement la charte éditoriale de L'ODJ Média.

Pour chaque article, chronique, éditorial, interview, podcast ou script vidéo que nous publions, nous veillons à ce que le contenu soit solidement documenté, rigoureux sur les faits et fidèle aux constantes nationales marocaines.

Nous cherchons également à aller au-delà de l'information brute. Notre ambition est d'apporter de l'analyse, du contexte et des clés de compréhension. Nous voulons ouvrir des perspectives, poser les bonnes questions et nourrir un débat responsable, sans céder à la polémique gratuite.

Lorsque des solutions existent, nous choisissons de les mettre en lumière. Nous accordons une place particulière à l'innovation, à l'initiative, à la créativité, à l'entrepreneuriat et à toutes les démarches capables de faire avancer la société.

Nous restons attachés aux règles déontologiques du journalisme, au respect des personnes, au pluralisme des opinions et à la liberté d'expression exercée avec responsabilité.



Cela signifie aussi que nous refusons les approches nihilistes, sensationnalistes ou inutilement anxiogènes. Informer ne consiste pas à nier les difficultés, mais à les présenter avec justesse, recul et honnêteté.

Notre ligne éditoriale se veut libre, exigeante et constructive. Nous pouvons critiquer une politique publique, une décision, une institution ou un acteur. Mais cette critique doit toujours être argumentée, documentée, équilibrée et orientée vers l'intérêt général.

C'est cette exigence que nous essayons d'appliquer au quotidien, avec nos convictions, notre regard, mais aussi avec la volonté constante de respecter l'intelligence de nos lectrices et de nos lecteurs.

Toute publication doit respecter et s'inscrire dans les constantes nationales :

Toute publication doit respecter et s'inscrire dans les constantes nationales : Monarchie, Unité de la Nation, Islam tolérant et Démocratie libérale et sociale

La Positive Attitude : L'ODJ Média privilégie un journalisme qui éclaire davantage qu'il n'alimente les peurs.

Valeurs à promouvoir : Espoir , Bien-être, Tolérance, Diversité, Solidarité, Durabilité, Égalité de genre, Égalité des chances, Droits sociaux et économiques, Droit à une seconde chance, Équité et Transparence

L'objectif n'est pas de masquer les difficultés mais de les analyser avec lucidité tout en recherchant les solutions, les initiatives et les perspectives d'avenir.

Pour la Nouvelle Génération : Chaque contenu doit encourager : Ouverture d'esprit, Liberté d'expression, Responsabilité, Civisme, Esprit d'initiative, Innovation, Créativité, Création et Entrepreneuriat

L'information doit donner envie d'agir, de comprendre et de construire.

Les engagements permanents, nous respectons toujours : l'éthique de la presse ; le pluralisme ; les lois en vigueur ; la vie privée ; le refus des insultes et de la diffamation.

Ce que L'ODJ Média refuse. Nos contenus ne seront jamais : sectaires ; nihilistes ; racistes ; populistes ou misogynes.

Appel à nos lectrices et à nos lecteurs

Si, à la lecture de l'un de nos articles, chroniques, éditoriaux, interviews, podcasts ou contenus vidéo, vous constatez un éventuel écart par rapport à notre charte éditoriale, nous vous invitons à nous le signaler.

L'erreur est humaine, y compris dans l'exercice journalistique. Nous examinerons chaque remarque avec sérieux, transparence et bonne foi.

Si un manquement est avéré, nous prendrons sans délai les mesures nécessaires : correction, mise à jour, précision, droit de réponse ou retrait du contenu concerné, selon la nature et la gravité de l'erreur.

Votre vigilance nous aide à progresser, à renforcer la qualité de notre travail et à rester fidèles aux principes que nous défendons.

La confiance de nos lectrices et de nos lecteurs se mérite chaque jour. Elle repose aussi sur notre capacité à reconnaître nos erreurs, à les corriger et à en tirer les enseignements.



Rédigé par Adnane Benchakroun

Adnane Benchakroun CEO de L'ODJ Média
Mail : adnane.benchakroun@gmail.com
Mobile whatsapp : 0660102113

Merci d'avance pour votre collaboration

BARAKA AUX JEUNES ISTIQLALIENS : "LA POLITIQUE FAIT PARTIE DE LA SOLUTION"

Devant le nouveau groupe de jeunes ayant rejoint l'Istiqlal Youth Academy, Nizar Baraka a prononcé un discours qui dépasse largement le cadre d'une simple rencontre partisane. Le secrétaire général du Parti de l'Istiqlal a voulu parler à une génération souvent décrite comme distante de la politique, mais qui demeure, dans les faits, l'une des clés majeures de la transformation du pays. Son message a été direct, mais jamais simpliste : la politique n'est pas le problème du Maroc ; elle fait partie de la solution.

Le Parti de l'Istiqlal confirme sa volonté de faire de la jeunesse une force de transformation nationale

Devant le nouveau groupe de jeunes ayant rejoint l'Istiqlal Youth Academy, Nizar Baraka a prononcé un discours qui dépasse largement le cadre d'une simple rencontre partisane. Le secrétaire général du Parti de l'Istiqlal a voulu parler à une génération souvent décrite comme distante de la politique, mais qui demeure, dans les faits, l'une des clés majeures de la transformation du pays. Son message a été direct, mais jamais simpliste :

la politique n'est pas le problème du Maroc ; elle fait partie de la solution.

Dès l'ouverture de son intervention, Nizar Baraka a tenu à féliciter les jeunes présents pour un choix qu'il a présenté comme courageux et exigeant. À l'heure où il est devenu facile de critiquer depuis un téléphone, de publier un message de colère, de lancer un mot-dièse ou de se contenter du commentaire permanent, ces jeunes ont choisi une voie plus difficile : celle de l'engagement organisé, de la responsabilité et de la participation à la décision publique. Dans une formule forte, le secrétaire général a rappelé que la démocratie ne se construit pas derrière les écrans, mais au sein des institutions, par les idées, la proposition, le débat et l'engagement.

Ce rappel est particulièrement important dans un contexte où la défiance envers l'action politique peut séduire une partie de la jeunesse. Nizar Baraka ne nie pas les frustrations. Il ne minimise pas les critiques. Il propose plutôt de leur donner une direction utile. Pour lui, l'indignation ne suffit pas si elle ne débouche pas sur l'action. Le changement ne peut être durable que lorsqu'il se traduit par des idées structurées, des cadres collectifs et une capacité à assumer des responsabilités.



En s'adressant à ces jeunes, le secrétaire général a également réaffirmé la singularité du Parti de l'Istiqlal. Il a rappelé que les nouveaux militants n'ont pas choisi un parti ordinaire, mais une formation née du peuple marocain, enracinée dans son histoire, sa culture, ses valeurs et son Islam. Cette insistance sur l'enracinement n'a rien de nostalgique. Elle sert au contraire à montrer que l'Istiqlal tire sa force de sa capacité à rester proche des Marocains, à parler leur langue, à comprendre leurs préoccupations et à défendre leurs intérêts.

Le discours a ainsi relié l'histoire du parti à son avenir. Baraka a rappelé les grandes étapes où l'Istiqlal fut présent : la lutte pour l'indépendance, la construction de l'État national, les combats démocratiques, la défense des droits humains, la promotion des droits des femmes, la cause nationale et la participation aux réformes institutionnelles. Mais il a surtout insisté sur une idée essentielle : l'engagement dans l'Istiqlal ne consiste pas seulement à être fier du passé, il implique de prendre part à l'avenir.

À travers cette rencontre, l'Istiqlal envoie un signal politique d'une grande finesse : le renouvellement ne se décrète pas, il se construit. Il passe par la formation, l'écoute, l'intégration des jeunes et la transmission d'une culture de responsabilité. En appelant les jeunes à devenir des initiateurs, des innovateurs, des leaders, des producteurs d'idées et de solutions, Nizar Baraka confirme que le parti ne les considère pas comme un simple réservoir militant, mais comme des acteurs à part entière d'un projet national.

Le message final est celui d'une confiance exigeante. La jeunesse istiqalienne est appelée à porter une tradition politique ancienne, mais aussi à lui donner une énergie nouvelle. Entre mémoire nationale et ambition pour le Maroc de 2035 et au-delà, Nizar Baraka a tracé une voie claire : celle d'un engagement sérieux, enraciné, utile et tourné vers l'avenir.

Rédigé
par
Mamouné Acharki



LE MAROC ET LES MÉTAMORPHOSES DE LA LÉGITIMITÉ

À partir de l'élimination des Lions de l'Atlas en quart de finale du Mondial 2026, Adnan Debbarh propose une réflexion sur les mutations des sources de légitimité au Maroc.

Les succès sportifs, diplomatiques et économiques renforcent le rayonnement du Royaume, mais ne peuvent durablement se substituer à une amélioration perceptible des conditions de vie. L'enjeu est désormais de transformer ces réussites en progrès partagé afin de consolider une légitimité capable de résister aux aléas du temps.

La défaite de l'équipe nationale a provoqué une déception immense.

C'est la loi du sport. Une victoire suscite l'enthousiasme, une défaite rappelle que rien n'est jamais acquis. Pourtant, réduire cet épisode à un simple accident sportif serait passer à côté de l'essentiel. Car ce qui s'est joué dépasse largement le football.

Depuis plusieurs années, le Maroc accumule des réussites incontestables.

Des infrastructures de rang mondial, une diplomatie active, une stabilité macroéconomique enviable, des investissements industriels majeurs, l'organisation de grands événements internationaux, une présence croissante sur la scène africaine et, bien sûr, les performances exceptionnelles des Lions de l'Atlas. Ces succès existent. Les nier serait absurde.

Mais une question mérite d'être posée avec sérénité : pourquoi ces réussites occupent-elles désormais une place aussi centrale dans le récit national ?

Tous les États mettent en valeur leurs réalisations. Cela fait partie de l'exercice normal du pouvoir. Pourtant, il existe une différence entre utiliser une réussite comme motif de fierté collective et lui confier une fonction plus profonde : celle de produire de la légitimité.



Par **Adnan Debbarh**

C'est peut-être là que se situe l'évolution silencieuse de ces dernières années.

Toute société repose sur un équilibre entre plusieurs sources de légitimité. Il y a la légitimité historique, celle qui naît de la construction de la nation. Il y a la légitimité politique, qui repose sur la représentation, la participation et la responsabilité.

Il existe aussi une légitimité économique et sociale, fondée sur l'amélioration concrète des conditions de vie, la mobilité sociale et l'ouverture des opportunités.

Lorsque ces différentes dimensions fonctionnent harmonieusement, aucune n'a besoin d'écraser les autres.

La défaite de l'équipe nationale a provoqué une déception immense. C'est la loi du sport. Une victoire suscite l'enthousiasme, une défaite rappelle que rien n'est jamais acquis. Pourtant, réduire cet épisode à un simple accident sportif serait passer à côté de l'essentiel. Car ce qui s'est joué dépasse largement le football.

Mais lorsque certaines s'affaiblissent ou peinent à produire les effets attendus, d'autres prennent progressivement davantage de place.

Le Maroc semble aujourd'hui connaître ce déplacement.

La légitimité ne disparaît pas ; elle change de support.

Mais ce déplacement n'est pas un accident. Il s'inscrit dans une histoire plus longue, faite de métamorphoses successives de la légitimité. Chaque période tend à privilégier la source de légitimité qui lui permet de maintenir la cohésion du système.

La légitimité historique, née de la construction de l'État et de la Nation, a longtemps constitué le socle principal. Elle a progressivement été relayée par une légitimité de développement, fondée sur la modernisation du pays et la réalisation de grands équipements.

À mesure que les attentes de la société se sont diversifiées, une légitimité technocratique s'est affirmée, valorisant l'expertise, les agences, les indicateurs et la capacité de mise en œuvre.

Aujourd'hui, une nouvelle évolution semble se dessiner : la légitimité tend à s'incarner dans la réalisation visible, puis dans sa reconnaissance internationale. Ce ne sont plus seulement les projets qui comptent, mais le regard extérieur qu'ils suscitent.

Ce déplacement ne signifie pas que les formes anciennes disparaissent.

Elles continuent de coexister. Mais leur poids relatif évolue. La question n'est donc pas de savoir si ces nouvelles sources de légitimité sont légitimes ; elles le sont.

La véritable interrogation est ailleurs : peuvent-elles, à elles seules, produire une adhésion durable lorsqu'elles ne s'accompagnent pas d'une transformation suffisamment perceptible de la vie économique, sociale et institutionnelle ?

Elle s'incarne de plus en plus dans ce qui se voit : un port, une ligne à grande vitesse, une usine, une centrale énergétique, une Coupe du monde, une performance sportive, un classement international, un soutien diplomatique majeur.

Mais ce regard tourné vers l'extérieur pose une question que l'on esquivait rarement.

Un acteur sûr de sa trajectoire a-t-il besoin qu'un observateur étranger la valide ?

La reconnaissance internationale n'est pas en soi suspecte — tous les États la recherchent. Ce qui l'est davantage, c'est le moment où elle cesse d'être un supplément de fierté pour devenir la mesure elle-même : quand le pays en vient à se regarder avec les yeux qu'on lui prête plutôt qu'avec les instruments qu'il se donne pour se juger lui-même.

Le message implicite devient simple : regardez ce que le pays réalise.

Cette évolution n'a rien d'anormal. Elle répond à une logique presque universelle. Un État qui démontre sa capacité d'action renforce naturellement sa crédibilité.

Mais cette forme de légitimité possède une limite que les infrastructures elles-mêmes ne peuvent effacer.

Construire ne signifie pas automatiquement transformer.

Depuis plusieurs années, le Maroc démontre une remarquable capacité à lancer des projets d'envergure. En revanche, la conversion de ces réussites en progrès largement partagé demeure plus difficile. L'industrialisation progresse sans toujours entraîner une densification suffisante du tissu productif.

Les investissements augmentent, mais les gains de productivité restent inégaux. Les équipements se multiplient, tandis que les attentes sociales continuent de croître. Les succès diplomatiques sont réels, mais ils ne dissipent pas les interrogations du quotidien.

Autrement dit, le défi n'est plus seulement celui de la production des réussites ; il devient celui de leur conversion en confiance durable.

C'est précisément ici que le football éclaire le débat. Les performances des Lions de l'Atlas ont offert au pays un immense moment de fierté. Elles ont renforcé le sentiment d'appartenance nationale et projeté une image positive du Maroc dans le monde. Aucun observateur sérieux ne contestera cet apport.

Mais le sport demeure, par nature, contingent. Il connaît des victoires et des défaites. Lui demander de porter une fonction qui dépasse le terrain revient à lui confier une responsabilité qu'aucune équipe nationale ne peut assumer durablement.



La récente défaite ne change rien aux qualités de cette génération de joueurs. En revanche, elle rappelle une évidence souvent oubliée : une victoire sportive peut nourrir un récit national ; elle ne peut constituer à elle seule un contrat politique.

Lorsque le résultat disparaît, la part de légitimité qui s'y était attachée disparaît avec lui.

Ce n'est pas le football qui devient fragile.

C'est la fonction qu'on lui attribue qui révèle sa fragilité. Cette observation dépasse largement le sport.

Elle invite à réfléchir à une question plus fondamentale : comment un État produit-il aujourd'hui sa légitimité ?

Par la reconnaissance internationale ? Par les grands projets ? Par les classements ? Par les investissements ? Par les performances économiques ? Ou d'abord par la capacité à transformer ces réussites en amélioration perceptible de la vie des citoyens ?

La réponse ne peut évidemment être exclusive. Un pays moderne a besoin de toutes ces dimensions. Mais leur hiérarchie importe.

Les grandes réalisations créent de la puissance. Elles ne remplacent ni la confiance, ni le sentiment d'équité, ni la perception d'une mobilité possible. Elles constituent un levier ; elles ne peuvent devenir un substitut.

C'est sans doute le principal enseignement de cette séquence.

Le véritable défi du Maroc n'est pas de produire davantage de récits victorieux. Il est de faire en sorte que les réussites exceptionnelles cessent d'être des sommets isolés pour devenir les points d'appui d'une transformation plus profonde de l'économie, des institutions et de la société.

Une légitimité fondée exclusivement sur les succès visibles reste toujours exposée aux aléas du réel. Une légitimité enracinée dans la capacité à convertir ces succès en progrès partagé résiste, elle, aux défaites, aux crises et au temps.

Les victoires font rayonner une nation. Les transformations durables, elles, la consolident.

La différence entre les deux est peut-être devenue l'une des questions politiques les plus importantes du Maroc contemporain.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN GPS,

mais elle vous sort
du brouillard.

LODJ



**Quand l'actualité
devient confuse,**
il faut plus qu'une direction : il faut une lecture.

WWW.LODJ.MA

BENGUERIR EN 2045 : COMMENT L'UM6P A TRANSFORMÉ LE MAROC EN PUISSANCE MONDIALE DE L'INNOVATION...

Cette nuit, j'ai fait un rêve. Un rêve merveilleux.

Nous sommes en 2045 : le centre de gravité de l'innovation s'est déplacé. Il s'est déplacé vers le Royaume du Maroc. Un pays exceptionnel d'Afrique du Nord.

les dirigeants de multinationales, les investisseurs technologiques et les responsables gouvernementaux cherchent à comprendre les nouvelles dynamiques de l'économie mondiale de l'innovation, un nom revient systématiquement lorsque : Benguerir, Maroc.

Située à moins de deux heures de Casablanca et à une petite heure de Marrakech, concernée elle est reliée par un train extrêmement rapide, cette ville de taille moyenne, naguère halte de bus et d'un flux de voyageurs appréciant des brochettes et du thé à la menthe, est devenue, en vingt ans, l'un des plus importants pôles technologiques de la planète. Plus surprenant encore : elle est désormais, en 2045, considérée comme le principal écosystème d'innovation du continent africain.

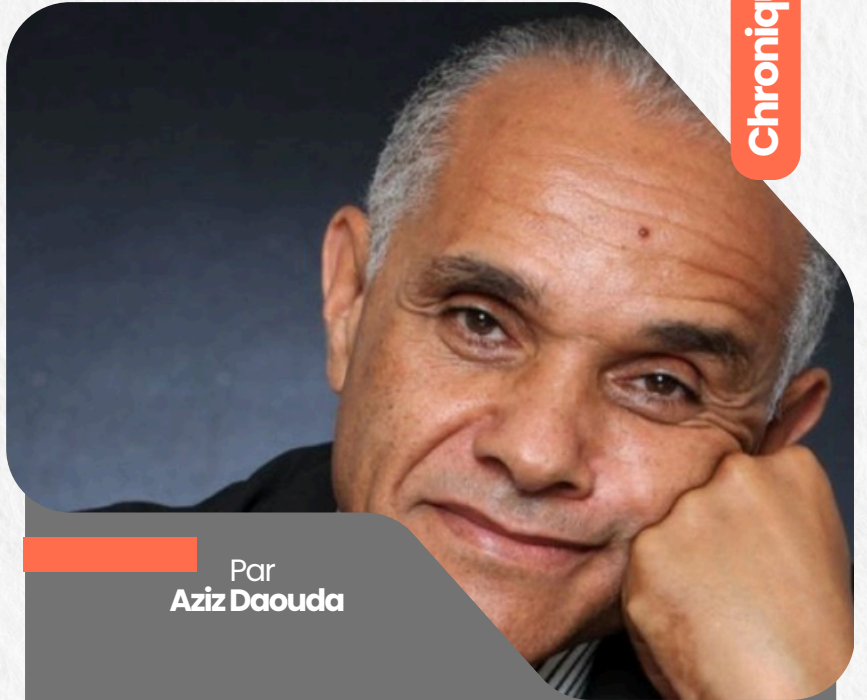
Au cœur de cette transformation se trouve l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), voulue par le Roi Mohammed VI lui-même.

Ce succès n'est pas le fruit d'un programme public isolé ni d'une politique industrielle traditionnelle. Il résulte d'une stratégie ambitieuse : faire de l'université le moteur central du développement économique, technologique et entrepreneurial du Maroc.

Le temps de l'infrastructure est passé

Pendant des décennies, de nombreux pays ont tenté de reproduire la Silicon Valley en investissant massivement dans des technopoles, des zones industrielles ou des incubateurs. La plupart ont échoué. L'UM6P l'avait compris très tôt : l'innovation ne naît pas principalement des bâtiments. Elle naît des interactions.

Les écosystèmes les plus performants reposent sur une densité exceptionnelle de relations entre chercheurs, entrepreneurs, investisseurs, grandes entreprises et décideurs publics. La Silicon Valley est avant tout une concentration de talents reliés entre eux.



Par
Aziz Daouda

Les concepteurs de Benguerir 2045 ont compris cette réalité. Après s'être dépêchés de construire un parc technologique, ils ont créé un véritable environnement où les frontières entre université, entreprise et marché se disparaissent progressivement.

L'université entrepreneuriale comme modèle économique

La première révolution fut culturelle. À partir des années 2026, l'UM6P qui n'a jamais été conçu comme un modèle classique d'université séparant l'enseignement, la recherche et l'activité économique, a mis en place plusieurs mesures :

- Les chercheurs furent encouragés à créer des entreprises.
- Les doctorants furent formés à l'entrepreneuriat.
- Les étudiants étaient autorisés à remplacer certains projets académiques par des créations de startups.

Et tout naturellement, en 2045 :

- Plus de 40% des professeurs permanents détiennent une participation dans au moins une entreprise innovante.
- Près d'un étudiant sur cinq crée une société avant l'obtention de son diplôme.

Cette porosité entre recherche et marché a accéléré la transformation des découvertes scientifiques en innovations commercialisables.

La réforme qui a changé les règles du jeu

Le véritable tournant fut institutionnel. À partir de 2027, suite aux élections de septembre 2026, le Maroc engagea une série de réformes intégrant pleinement son économie dans les flux mondiaux de capitaux, de connaissances et de talents :

- Suppression progressive des contraintes administratives sur les investissements internationaux.
- Simplification des transferts financiers.
- Modernisation du cadre réglementaire.

En résumé, un environnement favorable à l'innovation fut mis en place. Pour la première fois, une startup créée à Benguerir pouvait lever des fonds à Londres, vendre à Singapour, recruter à Nairobi et investir au Brésil avec la même fluidité qu'une entreprise américaine ou européenne.



La géographie cessa alors d'être une contrainte. Le marché deviendra mondial dès le premier jour.

Du passage d'une économie d'exportation à une économie de création

Le Maroc du début du XXI^e siècle fondait sa compétitivité sur ses exportations industrielles, son agriculture, ses phosphates et ses infrastructures.

Le Maroc de 2045 repose sur une logique différente : la valeur provient principalement de la propriété intellectuelle.

Les brevets, logiciels, algorithmes, biotechnologies, matériaux avancés et plateformes numériques représentent désormais une part majeure de la richesse créée. Le pays n'est plus seulement un site de fabrication prospère. Il est devenu un lieu de conception, un endroit où l'on imagine le monde de demain.

L'Afrique comme laboratoire du futur

L'UM6P a choisi de ne pas copier la Silicon Valley. Elle s'est concentrée sur les grands défis africains :

- Eau.
- Énergie.
- Agriculture.
- Santé.
- Éducation.
- Résilience climatique.
- Mobilités diverses.

Les innovations développées pour l'Afrique se sont révélées pertinentes pour une grande partie du monde confrontée aux mêmes défis. Les solutions imaginées à Benguerir sont aujourd'hui utilisées en Amérique latine, en Asie du Sud et au Moyen-Orient.

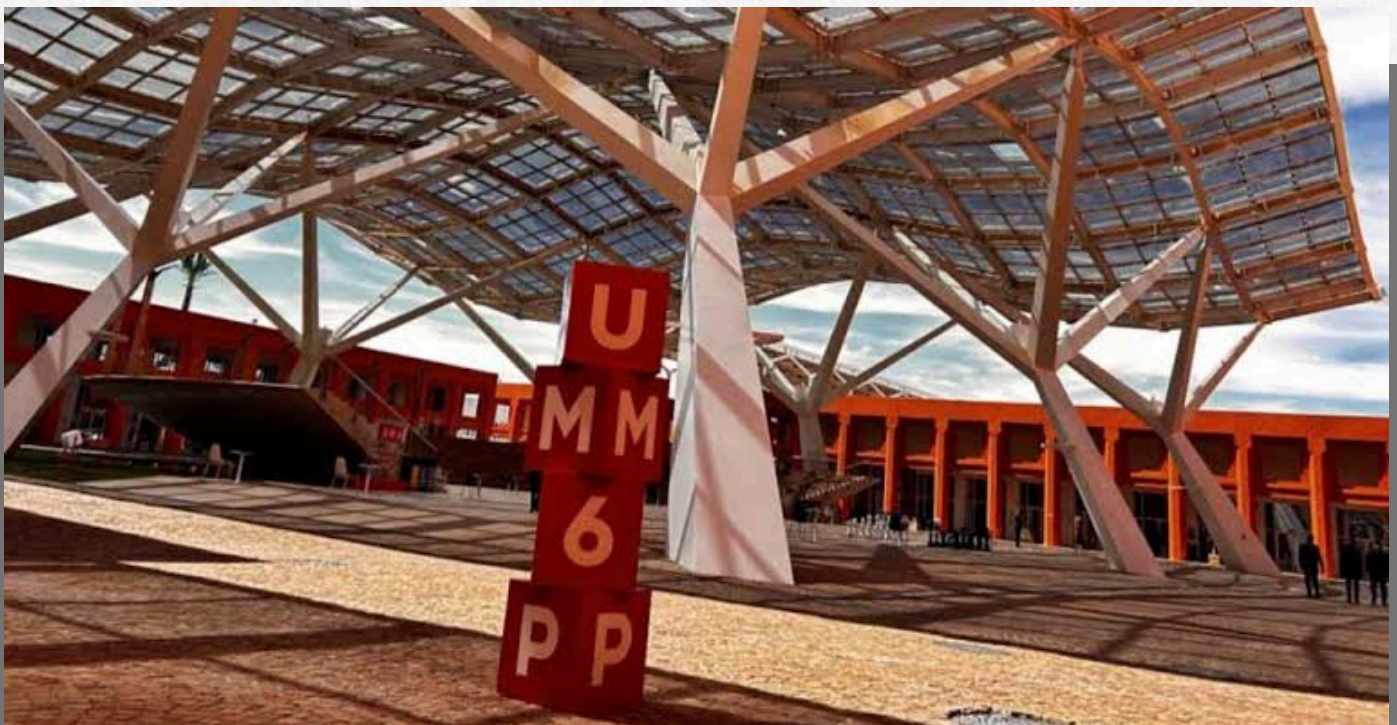
L'attraction mondiale des talents

En 2045 :

- Plus de cent nationalités sont représentées sur le campus de l'UM6P.
- Des chercheurs américains collaborent avec des entrepreneurs nigériens.
- Des spécialistes indiens de l'IA travaillent avec des agronomes sénégalais.
- Des investisseurs européens financent des startups créées par des étudiants marocains.

Cette diversité est devenue un actif stratégique. Les talents se déplacent vers les endroits où les opportunités sont les plus nombreuses. Benguerir a réussi à devenir l'un de ces lieux.

-
-
-
- Les leçons pour les décideurs
- L'expérience de Benguerir 2045 montre que trois conditions sont nécessaires pour bâtir un écosystème mondial d'innovation :
-
- Placer l'université au centre de la stratégie économique nationale.
- Favoriser la circulation libre des idées, des talents et des capitaux.
- Créer une culture qui récompense davantage l'expérimentation que la conformité.
-
- Le véritable moteur de l'innovation reste la qualité des interactions humaines.
-
-
- De la périphérie au centre
- Pendant longtemps, l'Afrique a été perçue comme un marché d'avenir. En 2045, grâce aux initiatives de Benguerir, elle est devenue un territoire de création.
-
- L'UM6P a démontré qu'une université africaine pouvait transformer la connaissance en entreprises, emplois, technologies et influence mondiale.
-
- Les nations qui dominent l'économie du XXIe siècle ne seront pas celles qui possèdent les plus grandes ressources naturelles, mais celles qui réussiront à transformer le savoir en innovation et l'innovation en prospérité.
-
- Et dans cette compétition mondiale, le Maroc a choisi de partir de son université pour construire son avenir.
- La Silicon Valley avait montré le chemin.
- Benguerir a inventé le sien.
-
- 2045, c'est dans moins de 20 ans... L'un des professeurs cités plus haut a reçu le prix Nobel...
-
- Rêvons.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE BOUSSOLE,

mais
elle
remet
le nord
dans
le débat.



Quand tout s'agite,
il faut encore savoir dans quelle direction penser.

WWW.LODJ.MA

UN FESTIVAL GNAOUA COMME LES AUTRES, MAIS PAS VRAIMENT COMME LES AUTRES...

Plus d'un quart de siècle, 27 ans très précisément, que cela dure, et la magie opère à chaque fois, encore plus fort qu'avant ! Le temps du festival Gnaoua et Musiques du monde, Essaouira, 82.000 habitants en temps normal, s'ouvre, engloutit 250 à 300.000 festivaliers, et se referme sur elle-même, sur son air de fête, sur sa nostalgie, sur sa magie. Cette fois encore, les scènes de rue, les scènes tout court, la scénographie et l'apport des mécènes (ou sponsors) ont frappé... les cœurs, les esprits et les imaginations ! Une édition qui suit les autres, mais pas vraiment comme les autres...

Tout a été dit et, en même temps, tout reste à dire sur cette véritable maestria dans les choix artistiques, les orientations musicales et les fusions culturelles :

Dont les organisateurs de l'évènement font preuve. L'engagement de Neila Tazi, la fondatrice et directrice du Festival, avec son compère et complice Lmaâlem Abdeslam Alikane a cette fois encore atteint son objectif.

Les gnaouis en position centrale, leurs rythmes et leurs instruments en avant, et Essaouira entre dans son charme et déploie son envoûtement habituel.

Un festival Gnaoua et Musiques du monde, dans un festival de couleurs, de rythmes, de coiffures et d'instruments chaque année plus audacieux, chaque édition plus riches, chaque fois plus attrayants.

L'avantage du Festival est qu'il surprend même les plus rétifs à la culture musicale spirituelle et à l'audace des rencontres, par la grâce des fusions. De l'entame de ces trois jours, avec Mehdi Nassouli, l'Indienne Ganavya, les danseurs chamarrés rwandais I Buhoro et l'envoûtante Asmaa Moullblad à la clôture avec un dialogue aussi magique qu'osé entre le maître gnaoui Hamid El Kasri et le percussionniste brésilien Carlinhos Brown, en passant par la fusion du Maâlem Hassan Boussou avec le saxophoniste Jacques Schwarz-Bart, le bassiste Cheikh Ndoeye, le batteur Karim Ziad, et la chanteuse Meryem Assid...

Tout a été fait pour maintenir le Festival à son très haut niveau, et même à le rehausser un peu plus, avec la culture gnaoui qui reçoit les différents champs artistiques, les absorbe dans son univers, rythme leurs rythmes, adapte leurs sons...



Par **Aziz Boucetta.**

Pendant ce temps, en ville, dans les rues et les ruelles, les places et les parcs, tout n'était que fête et rires, convivialité et bonne humeur. Essaouira, le temps du festival Gnaoua et Musiques du monde, montre la société marocaine, les Marocains dans leur véritable nature, heureuse et riieuse, insouciant et exigeant.

Le Festival n'est cependant pas uniquement cela, car comme chacun sait désormais, les neurones et l'intellect ont également leur place.

Cette année, en effet, le Forum des droits de l'Homme, co-organisé avec le Conseil des communautés marocaines à l'étranger (CCME) ont choisi le thème de l'année, et même de la décennie à venir, autour des jeunes et de la jeunesse en l'occurrence, avec ce thème porteur à lui seul de tant de signification :

« Jeunesses du monde : liberté, identité, avenir » ; un thème qui a déchaîné penseurs et chercheurs, artistes et activistes, acteurs politiques et/ou civiques.

Petit clin d'œil à la politique car, on le sait bien, tout est politique... et Neila Tazi et Driss El Yazami (patron du CCME) sont politiques. Et en effet, quand on parle jeunesse dans ce pays – et dans bien d'autres –, on ne peut s'empêcher à la GenZ, ces jeunes nés au début du siècle et qui inscriront ce même siècle sous le signe de leur être, ambition et révolte, colère et envie de vivre, exigence et (im)patience...

Il n'était pas inintéressant de constater que la majeure partie de l'assistance était formée d'ex-jeunes, montrant l'intérêt croissant pour cette catégorie de la population qui a exprimé cette année, à sa manière, son mal-être et ses malaises... et qui attend encore, qui attend toujours, mais qui n'attendra pas indéfiniment.

Le moment phare de ce Forum était bien évidemment le dialogue entre Mehdi Bensaïd et Najat Vallaud Belkacem, l'actuel ministre au Maroc et l'ancienne ministre en France, tous deux étant ou ayant été en charge des jeunes de leurs pays respectifs (photo). Ils savent de quoi ils parlent, ils savent en parler, et au Festival on a beaucoup parlé ensuite de leur prestation et argumentation.

Deux « petites phrases » relevées de cet échange de près d'une heure trente : quand Mehdi Bensaïd dit que « les jeunes doivent investir les espaces de décision et faire entendre leur voix dans les institutions », Najat Vallaud Belkacem répond qu'« il n'est jamais agréable pour les pouvoirs publics de voir la jeunesse descendre dans la rue ». Tout est dit, la messe aussi !

Bravo encore à Neila Tazi et ses équipes, ses complices et tous les gens en coulisses.

Les jeunes doivent être écoutés et non écartés, impliqués et non maltraités ; demain, ils seront l'avenir du pays si aujourd'hui, on fait le nécessaire pour les retenir au pays et les attirer dans la sphère politique. Il faudrait juste que ladite sphère cesse ses jeux et comprenne mieux les enjeux... Las.

Au final, du philosophe Souleymane Bachir Diagne à Driss el Yazami, en passant par les différents intervenants au Forum, les discussions ont prospecté la jeunesse dans ses différents concepts et conceptions, les questions de liberté dans ses diverses approches, et le rôle de la culture dans la transmission, l'adaptation et l'enrichissement de l'identité.

Des débats terriblement actuels quand on sait que chez nous, au Maroc, nous sommes en pleine phase de relève générationnelle, dans l'ensemble des secteurs et des champs d'activité.

Aller à Essaouira le temps du festival Gnaoua et Musiques du monde est donc un passage obligé, une pause obligatoire pour retrouver ses sens et caresser ses neurones.

C'est l'occasion idéale, et peut-être unique dans le royaume, de voir son pays comme il devrait être et, si on écoute la jeunesse, comme il sera. C'est ce qui fait l'originalité et même l'unicité de ce Festival.



ALGÉRIE: RECORD HISTORIQUE DES ABSTENTIONS (80%) AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

En Algérie, les élections législatives du 2 juillet ont enregistré un taux de participation officiel de seulement 20,79%, un niveau historiquement bas. Au-delà de la victoire de la majorité présidentielle, ce scrutin met en lumière la crise persistante de la représentation politique et le fossé grandissant entre le pouvoir et la société.

Le 2 juillet, quelque 1.300 listes étaient en lice pour renouveler les 407 sièges de l'Assemblée populaire nationale (APN).

À l'issue des contrôles administratifs, judiciaires et sécuritaires, près de 3.000 candidatures ont été rejetées avant le scrutin. Selon les chiffres officiels, le taux de participation s'est établi à 20,79%. Un record historique... de faible mobilisation.

L'Algérie est dotée d'un Parlement bicaméral composé de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Conseil de la Nation. Ce dernier, élu au suffrage indirect, compte 177 membres, dont un tiers est nommé par le président de la République, soit 59 parlementaires désignés par le chef de l'État, une singularité institutionnelle.

Il s'agissait de la deuxième élection organisée depuis la réforme de la loi électorale de 2021, qui a instauré un scrutin proportionnel plurinominal dans 77 circonscriptions réparties sur 58 wilayas, auxquelles s'ajoutent huit sièges réservés à la diaspora algérienne.

Le nouveau texte législatif du 23 avril 2026 introduit de nouvelles restrictions, notamment à travers les dispositions de l'article 200 de l'ordonnance présidentielle. Les autorités affirment vouloir «assainir la vie politique» et «moderniser le scrutin». Qu'en est-il réellement?

L'opposition dénonce au contraire une politique de verrouillage institutionnel fondée sur une invalidation massive des candidatures et un «filtrage administratif».

Celui-ci se traduirait notamment par l'exclusion ciblée de militants du Hirak de février 2019, mais aussi par un élargissement des cas d'inéligibilité visant certains candidats condamnés ou simplement soupçonnés d'atteinte à l'ordre public ou à l'intérêt national.



Par **Mustapha Sehim**.

Des notions particulièrement floues et éminemment subjectives, qui évacuent la présomption d'innocence propre à tout État de droit. Elles constitueraient, au final, un instrument d'exclusion politique visant des responsables associatifs, des cadres jugés critiques et même des candidats indépendants susceptibles de concurrencer les partis traditionnels.

Une loi électorale en forme d'entonnoir, qui pénalise l'opposition comme les profils indépendants. L'enjeu majeur de ce scrutin résidait avant tout dans le niveau de participation. En 2021, celui-ci s'était limité à 23%, contre 43% en 2016 et 37% en 2011.

Une tendance baissière que confirme également la faible mobilisation de la diaspora, avec un taux de participation d'à peine 10% parmi près d'un million d'électeurs inscrits. Dans le même ordre d'idées, il convient de rappeler que le président Abdelmadjid Tebboune, réélu en septembre 2024, n'avait recueilli les suffrages que d'environ 30% des 24,35 millions d'électeurs inscrits.

Le taux de participation officiel s'était alors élevé à 46%, tandis que les bulletins blancs et nuls avaient atteint 1,76 million.

«Au-delà de ces chiffres se dessine une crise plus profonde, celle de l'horizon et du projet de société: le mal-vivre, la hargne et la fuite des cerveaux en sont les symptômes les plus visibles.»

Quels enseignements tirer, dès lors, du scrutin du 2 juillet?

Premier constat: la victoire de ce que le pouvoir qualifie de «majorité présidentielle». Le Front de libération nationale (FLN), parti historique, recule de huit sièges mais demeure la première force de l'Assemblée avec 90 députés.

Le Rassemblement national démocratique (RND) progresse de 15 sièges pour atteindre 73 élus. Ce parti, fondé par Ahmed Ouyahia, ancien Premier ministre de Abdelaziz Bouteflika, condamné en mars 2020 à quinze ans de prison pour corruption, renforce ainsi sa position.

Le Front El Moustakbal gagne, pour sa part, onze sièges et porte son groupe parlementaire à 59 députés.

À eux trois, ces partis totalisent 222 sièges, soit davantage que la majorité absolue fixée à 204 élus. À ce bloc s'ajoutent les 38 députés du Mouvement El-Bina.

Autre enseignement: le recul de la mouvance islamiste. Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) perd 22 sièges et ne compte plus que 43 députés.

Dans le même temps, le camp démocrate apparaît davantage marginalisé, comme en témoignent les faibles résultats du Front des forces socialistes (FFS), avec 12 sièges, du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui n'en obtient que quatre, ainsi que du Parti des travailleurs, réduit à trois élus.

La chute de la représentation féminine est tout aussi révélatrice. Seules 23 femmes ont été élues, contre 37 en 2021 et 118 en 2016, soit, à l'époque, plus du quart de l'Assemblée.

Cette évolution s'explique à la fois par le système de listes ouvertes avec vote préférentiel nominal et par une évolution plus conservatrice de la vie politique.

Ce recul intervient pourtant alors que la loi impose un quota d'un tiers de femmes sur les listes de candidats, même si des dérogations peuvent être accordées par l'administration lorsque cet objectif ne peut être atteint.

Une Assemblée mal élue, donc. Une crise profonde de la légitimité de la représentation politique. Une place des femmes en net recul. Une fracture persistante entre la population et l'offre politique institutionnelle — le pays légal face au pays réel.

Le tableau apparaît d'autant plus préoccupant qu'il s'inscrit dans un contexte économique difficile:

Une économie sous perfusion de la dépense publique, davantage tournée vers la consommation que vers la production; une dépendance persistante aux hydrocarbures, qui représentent près de 90% des exportations et environ 60% des recettes budgétaires; un déficit budgétaire abyssal de près de 40 milliards de dollars en 2026, soit environ 12% du PIB; un financement coûteux de la paix sociale à travers des subventions massives; enfin, un chômage officiel de 13%, qui atteint près de 40% chez les jeunes.

Au-delà de ces chiffres se dessine une crise plus profonde, celle de l'horizon et du projet de société: le mal-vivre, la hargne et la fuite des cerveaux en sont les symptômes les plus visibles. Ce régime n'est pas réformable.

Seul un nouveau Hirak serait en mesure de faire émerger une nouvelle dynamique contestataire, porteuse d'un nouveau pacte social et démocratique.



REVOLUT AU MAROC: LE VRAI DÉBAT N'EST PAS BANCAIRE

Les débats économiques marocains ont parfois une étrange manière de se refermer sur eux-mêmes. L'éventuelle arrivée de la néobanque Revolut en fournit une nouvelle illustration. Deux camps semblent déjà s'opposer. Les uns y voient une menace pour la stabilité du système bancaire national. Les autres annoncent l'avènement d'une révolution financière qui balaierait les acteurs traditionnels.

Ces deux lectures passent pourtant à côté de l'essentiel. Le véritable débat ne porte pas sur Revolut. Il porte sur le coût que supporte aujourd'hui l'économie marocaine pour accéder aux services financiers indispensables à son développement.

Ce que l'on nomme pudiquement «coûts de transaction»

Un constat qui fâche mérite d'être posé sans détour: les PME marocaines paient trop cher leur banque. Ce que l'on nomme pudiquement «coûts de transaction» cache une réalité chiffrée.

Un virement international classique émis ou reçu au Maroc cumule des frais fixes, de l'ordre de 15 à 50 euros selon la banque et le corridor emprunté, et un écart de change souvent situé entre 2 et 5% par rapport au taux interbancaire réel, prélevé de manière peu lisible pour le client.

Au total, la facture dépasse fréquemment 2,5 à 5,5% du montant transféré.

C'est un impôt invisible, qui grève la compétitivité des PME et freine la création d'emplois. Sur les 122 milliards de dirhams transférés par la diaspora en 2025, chaque point de spread représente une valeur qui n'arrive jamais jusqu'aux familles.

Le même mécanisme s'applique, à front renversé, aux entreprises exportatrices: chaque rapatriement de devises passe par une conversion bancaire dont la marge, rarement affichée, s'ajoute au coût déjà supporté sur les paiements entrants.

La question soulevée par Revolut mérite mieux qu'un affrontement idéologique entre protection et libéralisation. La véritable souveraineté économique consiste à créer les conditions permettant aux entreprises nationales d'être suffisamment compétitives pour affronter la concurrence internationale.



Par **Adnan Debbarh**

Pas une force technologique, mais tarifaire

Le système bancaire marocain est concentré, puissant, et il n'a eu jusqu'à présent guère de raison de baisser ses tarifs; protégé par des barrières à l'entrée réglementaires sur ses segments les plus rentables.

C'est précisément ce système de rente tarifaire que des acteurs comme Revolut viennent perturber.

Sur la base du modèle qu'elle applique déjà dans les marchés où elle opère, sa force n'est pas technologique, elle est tarifaire: le taux de change interbancaire réel, sans la marge commerciale des banques traditionnelles, dans la limite d'un quota mensuel au-delà duquel des frais modérés s'appliquent.

L'écart de coût pourrait ainsi atteindre, et souvent dépasser, un facteur trois par rapport aux tarifs bancaires marocains actuels.

Pour une PME exportatrice, la différence se traduit en marge préservée; pour un ménage de MRE, en pouvoir d'achat. Mais cette ouverture ne peut ignorer les responsabilités du régulateur, et il faut ici lui rendre justice.

Bank Al-Maghrib n'a pas fermé la porte à Revolut; aucune demande d'agrément n'a d'ailleurs été formellement déposée, la rencontre de juin dernier relevait d'une démarche exploratoire.

Dépendre aussi de l'efficacité de ses infrastructures invisibles

Le wali a simplement indiqué que l'institution reste mobilisée par trois chantiers prioritaires:

La finalisation du cadre réglementaire avec l'Europe sur les transferts des MRE, les évaluations que le FMI et la Banque mondiale conduiront en fin d'année sur la solidité du système financier et les engagements du Royaume dans le cadre du GAFI.

Ce sont des impératifs qu'aucun pays responsable ne peut négliger, et il serait malhonnête de les présenter comme un simple prétexte protectionniste. Faut-il pour autant réduire le débat à une alternative entre ouverture immédiate et refus pur et simple? C'est probablement ici que le raisonnement mérite d'être déplacé.

L'expérience internationale montre que les transformations financières les plus réussies procèdent rarement par rupture; elles s'organisent progressivement.

Rien n'interdirait d'imaginer un agrément évolutif, permettant dans un premier temps l'ouverture de comptes multidevises destinés aux exportateurs et aux MRE, tout en maintenant les exigences prudentielles du marché domestique, avant d'élargir progressivement les activités autorisées, en partenariat avec les infrastructures bancaires existantes.

Une telle approche préserverait la stabilité du système tout en introduisant, dès maintenant, davantage de concurrence tarifaire. Car, au fond, le véritable enjeu dépasse largement le cas Revolut et même le secteur bancaire.

Le Maroc affirme avec raison son ambition industrielle, exportatrice et africaine. Il investit massivement dans les infrastructures visibles: ports, logistique, énergies renouvelables.

Mais la compétitivité d'une économie ne dépend pas que de cela. Elle dépend aussi de l'efficacité de ses infrastructures invisibles: le droit, les procédures administratives, les systèmes de paiement, l'organisation des marchés financiers. Les économistes appellent cela des coûts de transaction.

Derrière l'expression technique se cache une réalité concrète: tout ce qu'une entreprise dépense sans produire davantage de richesse.

Réduire ces coûts constitue probablement l'un des leviers de croissance les plus puissants dont dispose le pays et l'un des moins coûteux pour l'État, puisqu'il ne s'agit pas de subventionner mais de laisser la concurrence faire son travail.

Contrairement aux dispositifs fiscaux ciblés, cette amélioration bénéficierait simultanément à toutes les entreprises, sans distinction de secteur ni de taille. C'est pourquoi la question soulevée par Revolut mérite mieux qu'un affrontement idéologique entre protection et libéralisation.

La véritable souveraineté économique ne consiste pas à protéger indéfiniment des situations acquises. Elle consiste à créer les conditions permettant aux entreprises nationales d'être suffisamment compétitives pour affronter la concurrence internationale, y compris celle qui vient frapper à la porte d'un secteur qui s'était habitué à ne pas en avoir.

L'occasion de s'interroger

L'arrivée éventuelle de Revolut ne constitue donc ni une menace existentielle pour les banques marocaines, ni une solution miracle.

Elle est une occasion de s'interroger sur une question plus fondamentale: notre système financier contribue-t-il suffisamment à réduire les coûts qui pèsent sur l'économie réelle, ou continue-t-il, malgré ses indéniables réussites, à en reproduire certains?

C'est probablement là que réside le véritable débat, non dans le sort d'une néobanque, mais dans la capacité du Maroc à transformer chaque dirham économisé sur les coûts de transaction en un dirham investi dans la production et l'emploi.



ILS ONT BRÛLÉ LE DRAPEAU MAROCAIN. ET ALORS ?

La frustration comme célébration :

A Aubervilliers, le soir de la victoire du Maroc face au Canada, des Algériens n'ont trouvé qu'une seule manière d'exprimer leur déception : mettre le feu à un drapeau marocain dans ce quartier de la banlieue nord de Paris, les Quatre-Chemins. Sans doute sont-ils rentrés chez eux avec le sentiment de la mission accomplie. Certainement pas apaisés.

Ils auraient sans doute préféré voir les Lions de l'Atlas, par solidarité traditionnelle à laquelle nous les avons habitués, connaître le même destin que les Fennecs : une qualification laborieuse par repêchage, puis une élimination dès le seizième de finale sans coup fêter avec le lourd score total de neuf buts encaissés. Le problème est que le football ne se plie ni aux nostalgies ni aux rancœurs. Il obéit au terrain, pas aux fantasmes. Pas plus aux amers jalousies.

Le sport de la mémoire sélectiv

S'en souviennent-ils seulement ?

En 1958, le Maroc avait payé le prix de sa solidarité avec la révolution algérienne en affrontant à Tunis l'équipe bannie du FLN, défiant ainsi la FIFA, qui l'avait suspendu pendant un an et privé de sa première coupe d'Afrique des Nations.

Ce chapitre, comme bien d'autres, a pris les voies périphériques de l'oubli.

Faut-il pour autant qualifier cet acte d'autodafé des couleurs nationales sur ces Quatre-Chemins qui ne mènent nulle part si ce n'est à s'enfermer dans ce neuf-trois de l'Île de France ?

Le milieu de terrain marocain n° 8, Azzedine Ounahi, célèbre le deuxième but de son équipe avec son coéquipier, l'attaquant n° 10 Brahim Diaz,



Par Naïm Kamal

lors du match des huitièmes de finale de la Coupe du monde 2026 opposant le Canada au Maroc, au Houston Stadium de Houston, le 4 juillet 2026. (Photo Ronaldo Schemidt / AFP)

Pas davantage que nécessaire. J'aurais pu me contenter de dire : des Algériens brûlent le drapeau marocain, la caravane passe.

Mais je m'en garde. Les flammes n'effacent ni les résultats d'un match ni ne réduisent en cendres les liens fraternels de l'histoire. Elles éclairent essentiellement une obsession devenue routinière.

En revanche je leur conseillerais bien de s'occuper un peu moins du Maroc et un peu plus d'eux-mêmes, ils ne s'en porteront que mieux, croyez-moi.



**L'ODJ MÉDIA
N'EST PAS
UNE SIRÈNE,**

By Lodj

mais elle alerte
quand cela
en vaut la peine.

Tout ne mérite pas l'urgence.
Encore faut-il savoir ce qui compte.

WWW.LODJ.MA

LE MAROC FACE AUX DÉFIS DE 2035 : CONSOLIDER UNE RÉUSSITE, PRÉPARER UNE NOUVELLE AMBITION.

Experts invités

Depuis plus de deux décennies, le Maroc connaît une transformation économique et sociale remarquable. Sous la Vision éclairée de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le Royaume a fait le choix d'investir dans les infrastructures, l'industrie, les énergies renouvelables, la logistique et le capital humain. Des projets qui semblaient, il y a quelques années encore, difficiles à réaliser sont aujourd'hui devenus des références à l'échelle africaine et méditerranéenne.

Le port Tanger Med, les lignes à grande vitesse, l'essor de l'industrie automobile et aéronautique, les centrales solaires Noor, les zones industrielles intégrées, ainsi que la généralisation progressive de la protection sociale témoignent d'une stratégie cohérente fondée sur une vision de long terme.

Grâce à cette dynamique, le Maroc s'est imposé comme une plateforme incontournable reliant l'Europe, l'Afrique et le monde arabe. Mais l'histoire économique montre qu'aucune réussite n'est définitive.

Les pays qui continuent de progresser sont ceux qui savent transformer leurs acquis en nouveaux leviers de croissance. Le véritable défi du Maroc à l'horizon 2035 est donc de passer d'une économie d'attractivité à une économie d'innovation, de création de valeur et de souveraineté technologique.

Les expériences internationales offrent des enseignements précieux.

La Turquie a bâti une industrie puissante et diversifiée grâce à une forte intégration productive.

L'Espagne a fait de la transition énergétique un moteur de compétitivité.

Le Mexique a tiré profit de sa proximité avec les États-Unis pour devenir une grande plateforme manufacturière.

Le Vietnam s'est imposé dans les chaînes de valeur mondiales grâce à une politique industrielle ambitieuse et une ouverture commerciale maîtrisée.

Le Maroc n'a pas vocation à reproduire ces modèles, mais à s'en inspirer pour construire le sien. Sa stabilité institutionnelle, sa position géographique exceptionnelle, ses accords de libre-échange, son ouverture sur l'Afrique et les grands projets liés à la Coupe du Monde 2030 lui offrent une opportunité historique d'accélérer son développement.



Par
Abdelghani el arrasse

Cette nouvelle étape suppose néanmoins plusieurs priorités.

Il faudra investir davantage dans la recherche et l'innovation, accélérer la transformation numérique des entreprises, favoriser l'émergence de champions industriels marocains, renforcer l'intégration des PME dans les chaînes de valeur internationales et adapter la formation aux métiers de demain, notamment dans l'intelligence artificielle, les technologies numériques, les batteries électriques, l'hydrogène vert et l'industrie 5.0.

La compétitivité de demain ne reposera plus uniquement sur des infrastructures performantes ou un coût de production attractif. Elle dépendra surtout de la capacité à produire des technologies, à déposer des brevets, à développer des solutions innovantes et à créer des emplois hautement qualifiés.

Le capital humain sera ainsi le premier facteur de compétitivité du Royaume.

À cet égard, plusieurs réformes pourraient accélérer cette dynamique : la création d'un Fonds national pour l'innovation industrielle, des incitations fiscales ciblées en faveur de la recherche et développement, un soutien renforcé aux start-up technologiques, une meilleure articulation entre universités, centres de recherche et entreprises, ainsi qu'une simplification accrue de l'environnement des affaires.

L'objectif n'est plus seulement d'attirer les investissements étrangers, mais de faire émerger un tissu économique national capable d'innover, d'exporter et de créer davantage de valeur ajoutée locale.

Le succès du Maroc se mesurera demain autant par le nombre de brevets, d'entreprises technologiques et d'emplois qualifiés que par le volume de ses exportations.

Le Royaume dispose aujourd'hui de tous les atouts pour franchir une nouvelle étape de son développement. Les fondations sont solides.

Les opportunités offertes par la réorganisation des chaînes de valeur mondiales, la transition énergétique et la révolution numérique sont considérables.

À l'horizon 2035, l'ambition du Maroc ne doit pas être seulement de poursuivre sa croissance, mais de devenir une puissance économique fondée sur l'innovation, la souveraineté industrielle, la compétitivité durable et l'excellence du capital humain.

Les réussites d'hier constituent les fondations de demain ; il appartient désormais à tous les acteurs – État, entreprises, universités et société civile – de transformer cette ambition en une nouvelle étape du développement du Royaume.



ABDELGHANI EL ARRASSE

LE MAROC FACE AUX DÉFIS DE 2035 : CONSOLIDER UNE RÉUSSITE ...

GEN Z : LA JEUNESSE MAROCAINE NE REJETTE PAS LA POLITIQUE, ELLE LA RÉINVENTE

Experts invités

Il est temps de sortir des caricatures. La jeunesse marocaine ne se détourne pas de la politique par indifférence ; elle s'éloigne d'une certaine manière de faire de la politique qui, à ses yeux, ne répond plus à ses attentes, ne traduit plus ses codes, et ne parle plus sa langue. Elle ne rejette pas l'engagement ; elle rejette l'injonction vide, le slogan usé, la promesse répétée sans preuve, le discours figé sans effet concret. Ce que réclame la génération Z, au fond, c'est une politique de vérité, de transparence, d'écoute et de résultat.

Que l'on soit dans une entreprise, une famille, une association ou une institution, il devient urgent de dépasser les préjugés commodes qui pèsent sur cette génération.

La comprendre n'est pas un luxe sociologique, c'est une nécessité civique. Car comprendre la génération Z, c'est déjà mieux se comprendre soi-même, et donc mieux vivre ensemble.

Une société qui méprise sa jeunesse se condamne à parler seule.

La génération Z nous oblige à revoir nos grilles de lecture. Trois notions me semblent particulièrement éclairantes pour saisir sa vision du monde : le nomadisme, la tribu et les affects. Trois mots qui disent beaucoup plus qu'une simple mode générationnelle. Ils disent une transformation profonde du rapport au temps, à l'espace, au collectif et à l'avenir.

J'ai pu l'observer sur le terrain, notamment à l'université de Fès, lors de séances de cours collaboratifs où de jeunes entrepreneurs développaient des projets liés à mobilité avec des étudiants aux États-Unis, en temps réel, depuis leurs smartphones.

Voilà la réalité d'aujourd'hui : un monde où les frontières géographiques s'effacent devant la fluidité des connexions, où l'intelligence circule plus vite que les hiérarchies, où le local dialogue sans complexe avec le global.

Cette jeunesse ne rêve pas seulement d'ailleurs ; elle vit déjà dans plusieurs mondes à la fois.

Un soir, dans un café très animé du centre-ville de Tanger, j'ai vu cette génération en action.

Ils scrollaient sur TikTok et Instagram, répondaient à des messages professionnels,



Par
Saâd FAOUZI

tout en discutant entre eux de collaborations futures. Puis Omar, 22 ans, partagea le message d'un ami lui proposant de le rejoindre à Nice : le soleil, la mer, et l'opportunité d'un nouveau départ.

Quelques minutes plus tard, la décision était prise. Omar partait poursuivre ses études là-bas. À mon étonnement, il m'a simplement répondu : « One life ! Si tu ne saisis pas les opportunités quand elles passent, tu passes à côté de ta vie. »

Tout est là. La génération Z ne pense pas en ligne droite. Elle ne raisonne pas en termes de trajectoire unique, de carrière verrouillée, de chemin balisé à l'avance. Elle avance par connexions, par sauts, par ouvertures.

Elle ne fonctionne pas sur le schéma du "ou", mais sur celui du "et". Ici et là-bas. Travail et jeu. Réel et virtuel. Professionnel et personnel. Intime et public. Masculin et féminin. Proche et lointain. Cette génération refuse les frontières rigides, non par provocation, mais parce que son époque l'a formée à la simultanéité.

Comment, dès lors, pourrait-elle adhérer sans réserve à l'idée d'une vie politique construite sur la patience verticale, les étapes imposées, les carrières linéaires, les fidélités sans dialogue et les promotions attendues au bon moment ?

Comment lui demander d'entrer dans des organisations qui valorisent encore trop souvent l'ancienneté plus que la compétence, l'obéissance plus que l'initiative, la présence plus que l'impact ?

La génération Z ne rejette pas l'effort ; elle rejette l'inutilité de l'effort lorsqu'il n'ouvre sur rien.

Elle est nomade, oui. Mais elle est aussi tribale.

Et cette tribu n'a rien à voir avec un enfermement. Elle est souple, ouverte, mouvante, souvent mondiale. Dans l'univers numérique où elle évolue naturellement, les technologies de l'information sont devenues des technologies de la relation.

La génération Z ne se contente pas d'utiliser les réseaux sociaux ; elle y produit du sens, du lien, du contenu, de l'influence. Elle ne veut pas simplement suivre un leader ; elle veut appartenir à un collectif qui compte, qui agit, qui avance ensemble. Ce qui prime, ce n'est pas le chef qui tire, c'est l'équipe qui construit.

Voilà pourquoi la politique traditionnelle la désoriente souvent. Elle lui apparaît trop verticale, trop lente, trop personnelle, parfois trop fermée sur elle-même. La génération Z ne supporte plus les dispositifs où l'on demande d'attendre avant de comprendre, d'obéir avant de participer, de croire avant de voir.

Elle veut des preuves, des résultats, des causes claires, et surtout des représentants qui parlent sa langue, non pour la flatter, mais pour la respecter. Parler son langage, ce n'est pas imiter ses codes. C'est reconnaître sa culture de l'instant, de l'interaction, de la mobilité et du sens.

Et puis il y a l'affect. C'est sans doute l'un des grands marqueurs de cette génération. Elle ne sépare pas l'action de l'émotion, ni la réussite du bien-être. Pour elle, l'épanouissement n'est pas un supplément d'âme ; c'est une condition de l'engagement.

Elle veut être utile aux autres sans se perdre elle-même. Elle veut contribuer à quelque chose de plus grand, mais sans sacrifier son équilibre intérieur. Sa quête de sens est d'abord une expérience vécue, sensible, concrète. Elle n'accepte plus les projets qui promettent un avenir abstrait en demandant, en échange, le renoncement à la vie présente.

C'est peut-être là que se joue le malentendu principal entre les générations.

Les générations précédentes ont souvent été façonnées par la verticalité, la discipline, la stabilité, l'idée d'une ascension progressive dans un monde ordonné.

La génération Z, elle, évolue dans un monde horizontal, rapide, interconnecté, instable et ouvert. Elle n'attend pas qu'on lui dise où aller ; elle cherche à comprendre pourquoi aller quelque part. Elle ne se définit pas seulement par ce qu'elle est, mais par ce qu'elle relie.

Au fond, la jeunesse marocaine ne nous demande pas de céder à la mode du moment. Elle nous demande de prendre au sérieux ce qu'elle vit, ce qu'elle voit, ce qu'elle ressent et ce qu'elle attend. Elle nous demande une politique moins théâtrale et plus efficace, moins moralisatrice et plus inclusive, moins déclarative et plus responsable.

Si nous voulons renouer avec elle, nous devons cesser de parler de la jeunesse comme d'un problème à corriger. Elle est au contraire une réponse à inventer.

La génération Z ne cherche pas seulement sa place dans le monde. Elle cherche à le transformer sans perdre sa liberté.

À nous, désormais, d'être à la hauteur de cette ambition.



LE VRAI MATCH COMMENCE MAINTENANT

Le football a livré son verdict. La France poursuit son aventure mondiale après sa victoire face au Maroc. Les applaudissements s'éteignent, les passions retombent et le tableau d'affichage appartient déjà à l'histoire.

Mais un autre match, infiniment plus déterminant, s'ouvre désormais entre Rabat et Paris. Celui-là ne connaîtra ni vainqueur ni vaincu, car il repose sur une conviction simple : les plus grandes victoires diplomatiques sont celles que les deux partenaires remportent ensemble.

Le contexte n'a jamais été aussi favorable.

Après plusieurs années d'incompréhensions, la relation franco-marocaine connaît un profond changement de paradigme. En reconnaissant officiellement la souveraineté du Maroc sur son Sahara et en apportant son soutien au plan marocain d'autonomie comme base de règlement de ce différend régional, la France n'a pas seulement clarifié sa position.

Elle a envoyé un signal politique majeur : celui d'un partenariat assumé, fondé sur la confiance, la lucidité stratégique et la convergence des intérêts. Cette décision dépasse largement le seul dossier du Sahara.

Elle marque la fin d'une ambiguïté qui pesait sur les relations bilatérales et ouvre une nouvelle séquence où les deux États peuvent enfin se projeter vers l'avenir sans arrière-pensée.

Dans un monde traversé par les crises, les recompositions géopolitiques et les rivalités de puissance, Rabat et Paris ont compris qu'ils avaient davantage à construire ensemble qu'à perdre dans les malentendus du passé.

Le Maroc s'impose aujourd'hui comme un acteur incontournable en Afrique, en Méditerranée et dans l'Atlantique.

Son dynamisme industriel, son leadership dans les énergies renouvelables, sa stabilité politique et son rôle de passerelle vers le continent africain en font un partenaire stratégique de premier plan.

La France, quant à elle, demeure une puissance économique, technologique et diplomatique dont l'expérience, les capacités d'investissement et l'influence internationale constituent des atouts précieux pour accompagner les grandes ambitions marocaines.

La prochaine visite de Sa Majesté le Roi Mohammed VI en France est attendue comme l'un des moments



Par
Said Tamsamani

Experts invités

diplomatiques majeurs de cette nouvelle étape. Au-delà du symbole, beaucoup espèrent qu'elle consacrera la signature d'un accord historique entre les deux Chefs d'État, dessinant les contours d'un partenariat renouvelé.

Non plus une relation héritée de l'histoire, mais une alliance résolument tournée vers l'avenir, articulée autour de l'innovation, de l'intelligence artificielle, de la transition énergétique, des infrastructures, de la sécurité, de la souveraineté industrielle et du codéveloppement avec l'Afrique.

Car c'est précisément là que réside le véritable enjeu. Le Maroc et la France ne sont plus simplement deux partenaires économiques ; ils peuvent devenir les architectes d'un nouveau modèle de coopération euro-africaine, capable de répondre aux défis du XXI^e siècle. Les complémentarités sont nombreuses, les intérêts convergents et les opportunités considérables.

Le match de football est terminé.

Il laissera des souvenirs et des émotions. Le match diplomatique, économique et stratégique, lui, ne fait que commencer. Et si le premier s'est joué en quatre-vingt-dix minutes, le second s'inscrira dans les décennies à venir.

Le score qui comptera ne sera pas celui inscrit sur une feuille de match. Il se mesurera au nombre d'investissements réalisés, d'entreprises créées, d'emplois générés, de projets communs lancés et de ponts bâtis entre les deux rives de la Méditerranée.

Cette fois, la plus belle victoire sera celle d'un partenariat où le Maroc et la France gagneront ensemble.

D'AUTRES MATCHS NOUS ATTENDENT.

La défaite de notre sélection nationale face à la France en Coupe du monde a suscité une immense déception. Comme des millions de Marocains, nous aurions souhaité voir les Lions de l'Atlas poursuivre leur aventure et offrir au pays une nouvelle page de gloire. Le football rassemble, fait vibrer les cœurs et nourrit un sentiment de fierté nationale qui dépasse les générations.

Mais une compétition sportive, aussi prestigieuse soit-elle, reste un moment. Une victoire procure une joie intense, une défaite laisse une tristesse passagère. En revanche, les véritables victoires d'une nation se construisent chaque jour, dans la durée.

Le développement durable d'un pays ne se mesure pas uniquement à ses performances sportives.

Il se construit par la qualité de son système éducatif, l'accès à des soins de santé performants, la création d'emplois, le soutien à la recherche, à l'innovation, à la culture, à l'artisanat, à l'agriculture, à l'industrie, à la protection de l'environnement et à l'amélioration constante des conditions de vie des citoyens.

Le sport est un formidable vecteur d'unité, d'image internationale et de cohésion sociale. Il mérite d'être soutenu. Mais il ne peut constituer l'unique horizon d'une politique publique. Les investissements dans le sport doivent s'inscrire dans une vision globale où chaque secteur contribue au progrès national.

Une société équilibrée est celle qui avance simultanément sur tous les fronts : éducation, santé, justice sociale, économie, culture, innovation et développement territorial.

Aujourd'hui, nous sommes tristes de cette élimination. C'est une émotion légitime. Mais cette tristesse ne doit pas nous faire oublier les autres défis, bien plus décisifs pour l'avenir du Maroc.

Car notre pays a encore de nombreux matchs à disputer, et surtout à gagner : celui de la lutte contre les inégalités, celui d'une école performante et accessible à tous, celui d'un système de santé digne des attentes des citoyens, celui de la création d'opportunités pour notre jeunesse, celui de l'égalité des chances, de la transition écologique, de la valorisation de nos territoires et de la consolidation d'un développement inclusif.



Experts invités

Par
**Fawzia Talout
Meknassi.**

Les trophées sportifs enrichissent le palmarès d'une nation. Les réussites en matière de développement, elles, transforment durablement la vie des citoyens. Elles permettent à chaque enfant de bénéficier d'une éducation de qualité, à chaque famille d'accéder à des soins dignes, à chaque jeune de croire en son avenir et à chaque territoire de participer à la prospérité nationale.

Le Maroc a démontré, ces dernières années, sa capacité à relever de grands défis. Il saura également tirer les enseignements de cette défaite sportive pour revenir plus fort sur les terrains. Mais, au-delà des stades, le plus grand championnat reste celui du développement humain.

C'est celui qui se joue chaque jour, sans caméras ni trophées, mais dont les victoires profitent à l'ensemble des citoyens. Continuons donc à soutenir nos Lions de l'Atlas avec fierté. Et mobilisons-nous avec la même passion pour remporter les matchs les plus importants : ceux du savoir, de la santé, de l'innovation, de la justice sociale et du développement durable.

Ce sont ces victoires-là qui feront, demain, la véritable grandeur du Maroc.

SI VOUS PENSEZ QUE LA BOURSE DE CASABLANCA DORT PENDANT L'ÉTÉ... RÉVEILLEZ VOUS!

Chaque année, la même idée revient : l'été, « tout est calme » sur les marchés, on peut débrancher et penser à autre chose. Pourtant, les données récentes racontent une autre histoire pour la Bourse de Casablanca.

Sur le marché central, entre un cinquième et près d'un quart des volumes annuels ont été traités pendant les seuls mois de juin, juillet et août sur les années 2023 à 2025.

Et sur certaines années, plus d'un tiers, voire plus de 40% de la performance annuelle du MASI – dividendes compris avec le MASI Rentabilité Brut – s'est construite précisément durant cette période estivale.

Loin d'être une parenthèse, l'été est donc un moment où une partie importante de la création de valeur et des mouvements de prix se joue.

Saisonnalité ne veut pas dire sommeil

Il est vrai que les volumes quotidiens ont tendance à baisser en été : une partie des investisseurs est en vacances, les grandes opérations se concentrent souvent sur le reste de l'année. Mais moindre volume ne signifie pas absence de signaux.

Les marchés continuent de réagir aux nouvelles internationales – emploi américain, décisions de banques centrales, fluctuations du pétrole liées au conflit au Moyen Orient – et aux nouvelles locales.

Le communiqué de Bank Al Maghrib de juin, par exemple, a confirmé le maintien du taux directeur à 2,25%, en s'appuyant sur des prévisions de croissance autour de 5,2% en 2026 et une inflation jugée modérée à moyen terme, malgré la flambée de la facture énergétique.

Ce type d'annonce, en cas de surprise, même en plein été, influence la courbe des taux, la perception du risque et, in fine, les décisions d'allocation sur les actions. S'ajoute à cela un calendrier réglementaire très concret :

La circulaire n° 06-05 de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux impose aux sociétés cotées de publier leurs résultats trimestriels du deuxième trimestre avant le 31 août, et les premières publications semestrielles commencent à tomber à partir de juillet.



Par
Tarik Amiar

Autrement dit, l'été est une période où l'information fondamentale se densifie : surprises positives ou négatives sur les chiffres, ajustements de guidance, signaux sectoriels... autant d'éléments qui peuvent déclencher des revalorisations ou des corrections, parfois avant que le grand public ne soit de retour de vacances.

Casablanca dans le monde réel, même en juillet août

La Bourse de Casablanca n'évolue pas en vase clos. Elle reste reliée aux prix du pétrole et d'autres matières premières, aux flux de Marocains résidant à l'étranger (MRE), au tourisme, et aux décisions de politique économique.

Lorsque les cours du Brent ou des métaux évoluent sous l'effet du conflit au Moyen Orient ou des restrictions d'exportations chinoises, c'est la rentabilité de secteurs clés qui se trouve affectée, y compris l'été.

De même, les flux MRE et les recettes touristiques, qui culminent justement en saison estivale, nourrissent les anticipations de croissance dans plusieurs secteurs domestiques. Les marchés étrangers rappellent d'ailleurs régulièrement que l'été peut être tout sauf une zone neutre :



TARIK AMIAR

SI VOUS PENSEZ QUE LA BOURSE DE CASABLANCA DORT PENDANT L'ÉTÉ ...

Crises souveraines, épisodes de volatilité liés aux banques centrales, mouvements brusques sur les indices américains ou européens...

Les coefficients de corrélation entre le MASI et des indices comme le STOXX 600 ou le S&P 500 montrent que le lien entre Casablanca et les grandes places mondiales se renégocie justement pendant ces périodes, parfois en se resserrant, parfois en se desserrant.

La saisonnalité existe, mais l'idée d'un « sommeil estival » est davantage un biais de perception qu'une loi de marché.

Trois réflexes simples pour l'investisseur

L'été, vous pouvez lever le pied sur la fréquence de vos opérations, mais pas complètement débrancher votre radar.

Trois réflexes simples peuvent faire la différence :

- Garder un œil sur les décisions et communiqués de Bank Al Maghrib, qui influencent directement les taux, le coût du capital et donc les valorisations.
- Suivre les annonces de résultats T2 et semestriels, en particulier les surprises sur les fondamentaux et les signaux sectoriels, qui peuvent agir comme catalyseurs avant la rentrée.
- Observer, même une fois par semaine, l'évolution du MASI, des volumes du marché central et des principaux indices mondiaux, pour repérer les phases où Casablanca se raccorde ou se désynchronise des grandes places.

En résumé, l'été à la Bourse de Casablanca n'est pas un temps mort, mais une fenêtre discrète où se construisent souvent une partie des performances annuelles et où se préparent les tendances de la rentrée.

Ignorer cette période, c'est parfois se réveiller à l'automne... après que les prix ont déjà bougé.

QUART DE FINALE : QUELLE LEÇON?

Premier pays africain à atteindre deux fois de suite les dernières phases de la coupe du monde, le Maroc confirme son statut de grande nation footballistique. Pourtant, l'histoire nous confronte encore à un plafond de verre : celui de ces rencontres charnières. Notre sélection, singulière par le défi d'avoir écarté ou affronté trois nations du Top 8, a toutefois montré ses limites hier.

À bout de souffle et en panne d'inspiration, les Lions ont souffert d'un effectif amoindri.

Omar Hasnaoui

Les absences d'Abde et d'Aguerd, couplées à une insuffisante profondeur de banc, ont cruellement souligné notre fragilité lorsqu'il s'agit de maintenir une intensité constante face aux meilleures nations.

Cette lacune, loin d'être un phénomène isolé, révèle une fragilité structurelle que nous avons déjà observée par le passé : une dépendance marquée vis-à-vis d'un noyau dur de titulaires, dont l'usure physique finit inévitablement par brider notre capacité à maintenir l'intensité requise face aux meilleures nations mondiales.

Contrairement aux autres nations du Top 4, qui disposent d'un vivier de remplaçants de classe mondiale permettant de maintenir une fraîcheur athlétique constante tout au long du tournoi, nous avons souffert de ce déséquilibre flagrant.

Ce manque de rotation limite nos options tactiques en cours de match, nous privant de la diversité et du dynamisme indispensables pour faire basculer, dans les derniers instants, des rencontres de très haut niveau face à des adversaires aux effectifs pléthoriques.



Par
Omar Hasnaoui Chaoui

Il faut néanmoins féliciter le sélectionneur national pour le parcours accompli et pour l'identité de jeu enthousiasmante proposée jusqu'au huitième de finale.

Merci, encore et toujours, à Yassine Bounou, véritable légende du football marocain, africain et mondial.

À nous désormais de continuer à construire, à progresser et à capitaliser sur ces résultats, pour transformer cette audace en une efficacité capable de briser, demain, les obstacles qui nous séparent encore du sacre ultime.

FRANCE-MAROC : AUJOURD'HUI, UN MATCH DE FOOTBALL, PAS UN PROCÈS D'IDENTITÉ POUR LES ENFANTS BINATIONAUX

Depuis que le Maroc et la France se sont qualifiés pour les quarts de finale de la Coupe du monde et que leur rencontre du 9 juillet ouvre la voie à une place en demi-finale, les réseaux sociaux se remplissent de messages, de montages, de slogans et de visuels. Certains sont drôles, créatifs, passionnés.

D'autres, malheureusement, dépassent la simple ferveur sportive. Ils opposent, caricaturent, blessent, somment chacun de choisir un camp comme si aimer le Maroc empêchait d'aimer la France, ou comme si soutenir la France obligeait à renier le Maroc.

Ceux qui publient ces messages pensent parfois faire de l'humour.

Mais ils oublient une réalité essentielle : entre les deux drapeaux, il y a des enfants. Des enfants franco-marocains ou maroco-français. Des enfants nés de la mixité, de l'amour, de l'exil, des études, du travail, des mariages, des familles recomposées, des histoires croisées entre les deux rives de la Méditerranée.

Pour eux, ce match n'est pas seulement un match. Il touche à leur nom, à leur langue, à leur maison, à leurs grands-parents, à leurs vacances, à leur accent, à leur école, à leurs souvenirs, à leurs deux appartenances.

L'un de ces enfants m'a dit une phrase d'une grande sagesse : « Dans tous les cas, l'un de mes deux pays sera forcément en demi-finale. »

Cette phrase devrait nous arrêter. Elle dit mieux que bien des discours ce que signifie grandir entre deux histoires, deux cultures, deux fidélités. Elle ne nie pas la compétition. Elle ne refuse pas la passion. Elle rappelle seulement que, pour certains enfants, le match France-Maroc n'est pas une guerre symbolique. C'est une rencontre entre deux parties d'eux-mêmes.

Un adulte peut vivre ce match comme une rivalité sportive. Un enfant binationnel peut le recevoir comme une injonction identitaire. Lorsqu'il lit que l'un des deux pays doit être humilié, effacé, méprisé ou renvoyé à une image dégradante, il ne voit pas seulement une équipe attaquée. Il voit une partie de lui-même blessée. Il ne comprend pas pourquoi les adultes transforment une fête sportive en procès d'appartenance.



Par
Az-Eddine Bennani

La France et le Maroc ne sont pas deux blocs étrangers l'un à l'autre. Ils sont liés par des histoires complexes, parfois douloureuses, souvent fécondes, toujours vivantes. Des familles marocaines vivent en France depuis plusieurs générations. Des Français vivent, travaillent, enseignent, entreprennent ou aiment au Maroc.

Des enfants portent les deux cultures sans contradiction. Ils mangent le couscous et la baguette, parlent parfois français, arabe, darija, amazigh, ou mélangent tout avec naturel. Ils peuvent vibrer pour Achraf Hakimi et admirer Kylian Mbappé. Ils peuvent aimer les Lions de l'Atlas et les Bleus sans trahir personne.

C'est cela que les réseaux sociaux oublient trop vite : la binationalité n'est pas une faiblesse.

Elle n'est pas une ambiguïté. Elle n'est pas une demi-appartenance. Elle est une richesse, une passerelle, une mémoire élargie. Elle apprend à ne pas enfermer l'identité dans un seul drapeau. Elle rappelle que l'on peut appartenir à plusieurs histoires sans être divisé intérieurement.

Pour ma part, je ne cache pas mon souhait : j'espère la victoire du Maroc. Je l'espère parce qu'elle ouvrirait au Maroc la porte d'une demi-finale. Je l'espère aussi parce que je rêve de voir les Lions de l'Atlas aller jusqu'au bout et ramener, un jour, la Coupe du monde au Maroc.

La France a déjà connu cette immense joie à deux reprises. Le Maroc, lui, porte encore ce rêve comme une attente nationale, africaine, arabe, amazighe, diasporique. Espérer la victoire du Maroc n'est pas détester la France.

C'est souhaiter qu'un autre peuple, un autre pays, une autre jeunesse puisse à son tour vivre cette joie historique.

Il faut pouvoir dire cela simplement, sans agressivité et sans haine. Soutenir le Maroc ne m'oblige pas à mépriser la France. Aimer le Maroc ne m'interdit pas de reconnaître la grandeur du football français. La passion sportive devient belle lorsqu'elle permet d'exprimer une préférence sans transformer l'adversaire en ennemi.

Le football a cette force extraordinaire de faire battre les cœurs. Mais il a aussi cette fragilité : il peut réveiller les simplifications les plus brutales.

Dans l'euphorie d'un match, certains se croient autorisés à dire ce qu'ils n'oseraient pas dire dans une salle de classe, à une table familiale ou devant un enfant. Pourtant, l'écran ne protège pas de la responsabilité. Un visuel publié, une phrase partagée, une moquerie identitaire peuvent rester longtemps dans la mémoire d'un enfant.

Il ne s'agit pas d'interdire la passion. Il ne s'agit pas de neutraliser la joie, les chants, les couleurs, les blagues ou les pronostics. Le sport vit aussi de cette énergie. Mais il y a une différence entre encourager son équipe et humilier l'autre. Il y a une différence entre soutenir le Maroc et insulter la France.



Il y a une différence entre aimer la France et mépriser le Maroc. Il y a une différence entre la ferveur populaire et la blessure symbolique.

Ce quart de finale devrait être une leçon de maturité.

Il devrait permettre aux parents, aux enseignants, aux éducateurs, aux journalistes, aux influenceurs et aux responsables publics de dire aux enfants : vous avez le droit d'aimer les deux. Vous avez le droit de porter deux maillots.

Vous avez le droit de chanter deux hymnes. Vous avez le droit d'être heureux si l'un gagne et triste si l'autre perd. Vous n'avez pas à prouver votre loyauté en rejetant une partie de vous-mêmes.

Les enfants de la mixité sont souvent plus sages que les adultes. Ils savent que leur père peut avoir un pays de naissance, leur mère un autre, leurs grands-parents une autre mémoire, et eux-mêmes une identité encore plus large. Ils ne demandent pas que les adultes effacent les différences. Ils demandent simplement qu'on ne transforme pas ces différences en blessures.

Ce match France-Maroc doit être regardé comme ce qu'il est : une grande rencontre sportive entre deux grandes nations de football, deux peuples passionnés, deux jeunes créatives, deux histoires liées. Il y aura un vainqueur sur le terrain. Il ne doit pas y avoir de perdants dans les familles.

Demain, certains enfants regarderont le match avec un parent marocain et un parent français. D'autres avec des cousins qui supportent le Maroc et des amis qui supportent la France. Certains hésiteront, d'autres choisiront une équipe pour le jeu, pour un joueur, pour un souvenir, pour une émotion du moment. Respectons cela. Ne faisons pas de leur choix d'un soir un test d'identité.

La vraie victoire, au-delà du score, serait que ce match laisse aux enfants une belle image des adultes : des adultes capables d'aimer leur équipe sans salir l'autre, de célébrer sans exclure, de rire sans blesser, de transmettre la fierté sans produire le rejet.

France-Maroc n'est pas seulement un quart de finale. C'est aussi un miroir de nos sociétés métissées. Et dans ce miroir, les enfants franco-marocains et maroco-français doivent pouvoir se reconnaître sans honte, sans peur et sans déchirure. Qu'ils puissent dire simplement : ce soir, deux pays que j'aime jouent l'un contre l'autre. Et quel que soit le résultat, je ne perdrai aucune partie de moi-même.

COUPE DU MONDE 2026 : LES ULTIMES FANTASMES CAUCHEMARDESQUES DE TIBBOUNE

Aujourd'hui 6 juillet 2026 à 2h48 du matin, le président algérien dénonce de la façon la plus ferme l'ingérence du président américain dans le déroulement de la coupe du monde, plus particulièrement dans l'arbitrage en faveur de son pays et de quelques pays amis tel que le Maroc, et demande l'arrêt pur et simple des compétitions jusqu'à ce que le Comité habilité de la FIFA statue sur sa requête.

La FIFA a par conséquent, décidé de suspendre la coupe du monde dès demain à partir de minuit 59. Sachant que les États-Unis allaient jouer le match des 16èmes de finale contre la Belgique à 1h du matin du même jour.

Les présidents iranien et nord coréen ont tout fait pour en dissuader leur ami algé...

Rien, mais c'était sans connaître l'intransigence de Tibboune qui estime que sans la complicité de l'arbitrage corrompu, jamais le Maroc et les États-Unis n'auraient atteint l'étape des 16èmes de finale.



Par
Najib Mikou

Il est prévu que le Comité habilité de la FIFA entame ses travaux dès jeudi matin et rendra son rapport le vendredi 13 novembre à 11h30.

La FIFA prévoit la reprise des compétitions de la coupe du monde 2026, dimanche 15 novembre à 21h.

Les experts du football à travers le monde prévoient que cette reprise interviendra sans les États-Unis, le Maroc et l'Angleterre et que l'Algérie, l'Iran et l'Afrique du Sud les remplaceraient.

Source : Les cahiers des cauchemars de Tibboune.

DE BOURBAKI À L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : AVONS-NOUS TOUJOURS BESOIN DES MATHÉMATIQUES ?

Depuis des siècles, les mathématiques s'imposent comme le langage universel de la science. Elles décrivent le monde, modélisent les lois de la nature et prédisent l'avenir de nos systèmes complexes.

Au XX^e siècle, le collectif de chercheurs du groupe Nicolas Bourbaki a poussé cette logique dans le but d'unifier la discipline autour d'une rigueur axiomatique absolue. Mais aujourd'hui, l'essor de l'intelligence artificielle bouscule ce piédestal, car les algorithmes résolvent désormais des problèmes complexes sans s'encombrer de modèles traditionnels.

Dès lors, une question s'impose : assistons-nous à la fin des mathématiques telles que nous les connaissons ?

Le projet Bourbaki, né dans les années 1930, voulait sauver une discipline alors jugée trop fragmentée. En publiant « *Éléments de mathématique* » (singulier volontaire du collectif), ces chercheurs ont bâti un temple de l'abstraction pure, fondé sur les structures et la démonstration.

A mon sens, ce mouvement a façonné l'informatique théorique, au regard de la transformation profonde qu'il a opérée en proposant un cadre théorique unifié, axé sur le formalisme abstrait et la validation logique. Je dirais même que l'IA contemporaine a hérité de cette obsession bourbakiste pour les structures.

Pourtant, l'essor récent de l'intelligence artificielle agit comme un pavé dans la mare des certitudes épistémologiques ; alors que le projet Bourbaki visait à unifier les mathématiques autour de la rigueur axiomatique, de la démonstration et de la cohérence structurelle, les avancées en intelligence artificielle introduisent de nouvelles modalités d'exploration et de validation des savoirs avec les systèmes de raisonnement automatisé et les assistants de preuve, ouvrant ainsi la voie à une collaboration inédite entre l'humain et la machine.



Par
**Dr. Hassan
Bennani**

Ancrée dans une quête de sens, la tradition mathématique place l'explication, la démonstration et l'intelligibilité au cœur de la discipline.

L'intrusion de l'IA soulève toutefois des interrogations fondamentales sur sa capacité à participer à la découverte scientifique : peut-elle formuler des conjectures et générer des connaissances nouvelles sans une compréhension conceptuelle humaine ?

Face à ce point de bascule, la communauté scientifique a publié récemment la déclaration de Leyde sur l'intelligence artificielle et les mathématiques, qui constitue à mon sens l'une des premières tentatives de réflexion collective sur les enjeux scientifiques, épistémologiques et éthiques liés à l'intégration de l'intelligence artificielle dans la recherche mathématique.

Le texte de ladite déclaration, soutenu par l'Union mathématique internationale, ne rejette pas l'IA mais bien au contraire, il reconnaît son potentiel unique pour accélérer la recherche et formaliser des preuves complexes.

Toutefois, la déclaration de Leyde met également en évidence plusieurs défis majeurs.

Parmi ceux-ci figurent la nécessité de préserver la vérifiabilité des résultats, l'exigence de transparence des raisonnements produits par les systèmes d'intelligence artificielle, les questions relatives à l'attribution de la paternité intellectuelle des découvertes, ainsi que les risques liés à la concentration des ressources computationnelles et des données entre les mains d'un nombre limité d'acteurs.

Dès lors, la question fondamentale n'est peut-être plus de savoir si l'intelligence artificielle remplacera les mathématiciens, mais plutôt d'identifier quelles formes de pensée mathématique seront requises pour concevoir, maîtriser et orienter les systèmes intelligents de demain et ainsi qu'à définir les conditions d'une collaboration féconde entre intelligence humaine et intelligence artificielle, dans le respect des principes qui fondent la pratique mathématique.

Cette interrogation ouvre un vaste champ de réflexion scientifique, philosophique et sociétale :

La démonstration doit-elle conserver son statut de critère ultime de validité scientifique à l'ère des modèles prédictifs ?

Une preuve générée ou assistée par une intelligence artificielle possède-t-elle la même valeur épistémique qu'une démonstration élaborée par un chercheur ? La capacité prédictive peut-elle se substituer à l'exigence d'explication et de compréhension ?

Comment attribuer la paternité intellectuelle d'une découverte issue d'une collaboration entre l'humain et la machine ?

L'intelligence artificielle transformera-t-elle les pratiques mathématiques ou conduira-t-elle à une redéfinition plus profonde de notre conception de la connaissance scientifique ?

A l'ère des systèmes intelligents, une certitude s'impose : l'intelligence artificielle n'annonce pas la disparition des mathématiques.

Elle invite plutôt à repenser leur rôle, leurs finalités et leurs modalités d'exercice au sein d'un nouvel écosystème scientifique, dans lequel la production des connaissances résulte d'une interaction croissante entre raisonnement humain, formalisation mathématique et capacités computationnelles.



LE MAROC À L'ÉPREUVE DE L'ÉMERGENCE : UN RENDEZ-VOUS ENCORE INACHEVÉ.

Experts invités

Depuis plusieurs années, les responsables politiques, les économistes et les institutions internationales évoquent régulièrement l'ambition du Maroc de rejoindre le cercle des pays émergents. Cet objectif est devenu une référence récurrente dans les discours officiels sans qu'une échéance précise n'ait été fixée. Pourtant, malgré les progrès indéniables accomplis depuis l'indépendance et plus particulièrement au cours du dernier quart de siècle, le Maroc peine encore à franchir le seuil qui sépare les pays en développement des véritables économies émergentes.

Cette situation soulève une interrogation légitime : pourquoi le Maroc tarde-t-il à devenir un pays émergent alors que plusieurs pays qui se trouvaient à un niveau comparable dans les années soixante ont réussi leur transformation économique et sociale ? Les exemples de l'Espagne et surtout de la Corée du Sud sont particulièrement éclairants.

Qu'est-ce qu'un pays émergent ?

Avant d'aborder le cas du Maroc, il convient de préciser ce que recouvre la notion de pays émergent. Il ne s'agit pas d'une catégorie juridique clairement définie mais plutôt d'une notion utilisée par les institutions internationales et les analystes économiques pour désigner les pays qui se situent à mi-chemin entre le sous-développement et le statut de pays développés.

Un pays émergent se caractérise généralement par plusieurs éléments : une croissance économique soutenue, une industrialisation avancée, une forte insertion dans les échanges internationaux, une amélioration continue du niveau de vie de la population, des infrastructures modernes, une stabilité macroéconomique, un système éducatif performant et une capacité croissante d'innovation.

L'émergence ne se réduit donc pas à l'augmentation du produit intérieur brut. Elle implique une transformation profonde des structures économiques, sociales et institutionnelles.

À cet égard, le Maroc présente des avancées incontestables mais également des insuffisances persistantes qui expliquent son positionnement intermédiaire.



Par
Abdeslam Seddiki

Le Maroc a incontestablement changé de dimension.

Les observateurs honnêtes ne peuvent nier l'ampleur des transformations réalisées au cours des vingt-cinq dernières années. Le Royaume s'est doté d'infrastructures parmi les plus modernes du continent africain.

Autoroutes, lignes ferroviaires à grande vitesse, ports, aéroports, plateformes logistiques, barrages, zones industrielles et équipements urbains ont profondément modifié le paysage économique national. Le port Tanger Med est devenu une référence internationale dans le domaine logistique. L'industrie automobile constitue désormais le premier secteur exportateur du pays.

Le Maroc s'est également imposé comme un acteur crédible de la transition énergétique grâce aux investissements réalisés dans le solaire, l'éolien et les nouvelles filières liées à l'hydrogène vert.

Parallèlement, le pays a renforcé sa présence économique sur le continent africain et diversifié ses partenariats internationaux en développant des relations équilibrées avec l'Europe, les États-Unis, les pays du Golfe, la Chine et de nombreux pays africains.

Tous ces acquis sont réels. Ils constituent des fondations solides pour une future émergence. Mais une question demeure : pourquoi ces réalisations ne se traduisent-elles pas encore par un véritable décollage économique et social ?

La comparaison avec la Corée du Sud : le miroir qui dérange.

Pour répondre à cette question, rien n'est plus instructif que la comparaison avec la Corée du Sud.

L'écart qui sépare aujourd'hui les deux pays ne reflète pas seulement une différence de niveau de développement. Il traduit surtout une divergence de trajectoires historiques.

Le miracle coréen : une volonté politique transformée en projet national.

Le succès de la Corée du Sud ne relève pas du hasard. Il est le résultat d'une stratégie nationale poursuivie avec constance pendant plusieurs décennies. L'État coréen a joué un rôle central dans la définition des priorités économiques. Il a orienté les investissements vers les secteurs jugés stratégiques. Il a protégé temporairement certaines industries tout en leur imposant des objectifs stricts de compétitivité à l'exportation.

Contrairement à certaines idées reçues, la Corée n'a pas appliqué un libéralisme intégral. Elle a pratiqué un interventionnisme économique sélectif, discipliné et orienté vers la performance.

Les entreprises qui recevaient un soutien public devaient produire des résultats. Les échecs n'étaient pas systématiquement récompensés. Cette culture de l'efficacité a contribué à l'émergence de grands groupes industriels qui sont devenus par la suite des champions mondiaux.

L'éducation : la différence fondamentale

Le véritable secret du succès coréen réside toutefois dans le capital humain. Privée de ressources naturelles significatives, la Corée du Sud a choisi de faire de l'éducation sa principale richesse.

L'école est devenue une priorité nationale. Les investissements dans l'enseignement se sont multipliés. Les exigences académiques ont été élevées. Les filières scientifiques et technologiques ont bénéficié d'un soutien particulier.

Aujourd'hui encore, la qualité du système éducatif coréen constitue l'un des principaux moteurs de la compétitivité du pays. Le Maroc, en revanche, continue de payer le prix de plusieurs décennies d'hésitations et de réformes inachevées dans ce domaine.

Les déficits accumulés en matière d'éducation et de formation expliquent une partie importante du retard observé dans la productivité, l'innovation et la compétitivité. Or aucun pays n'a réussi son émergence durable sans une véritable révolution éducative.

Recherche, innovation et technologie : le second décrochage

La deuxième grande différence concerne la recherche scientifique et l'innovation. La Corée du Sud consacre aujourd'hui une part très importante de sa richesse nationale à la recherche-développement, soit %.

Ce choix stratégique lui a permis de devenir un leader mondial dans plusieurs secteurs de pointe. Le pays ne se contente plus de produire. Il conçoit, invente, innove et exporte ses technologies.

Le Maroc reste encore loin de cette situation. Les dépenses consacrées à la recherche scientifique demeurent modestes, à peine 0,7% du PIB. Les liens entre l'université et l'entreprise restent insuffisants.

Le nombre de brevets déposés demeure limité. Dans une économie mondiale de plus en plus fondée sur la connaissance, ce retard constitue un handicap majeur.

Au-delà de l'économie : la question décisive de la gouvernance

La comparaison avec la Corée du Sud met en lumière une dimension souvent négligée dans les débats sur l'émergence : la qualité de la gouvernance et l'efficacité des institutions.

Les infrastructures, les investissements et les stratégies sectorielles sont certes indispensables, mais ils ne suffisent pas à eux seuls à transformer durablement un pays.

L'expérience internationale montre qu'aucune économie n'a réussi sa transition vers l'émergence sans disposer d'institutions performantes capables d'assurer la continuité des politiques publiques, la sécurité juridique, la concurrence loyale et la reddition des comptes. De ce point de vue, le Maroc a enregistré des avancées significatives.

Les institutions se sont progressivement consolidées et le pays a réussi à préserver sa stabilité dans un environnement régional souvent marqué par les crises et les turbulences.

Toutefois, plusieurs insuffisances continuent de limiter l'efficacité de l'action publique. La première concerne l'écart souvent observé entre la qualité des stratégies élaborées et leur exécution sur le terrain. Le Maroc ne manque ni de visions ni de plans ambitieux. Les stratégies sectorielles se sont multipliées dans l'agriculture, l'industrie, le tourisme, l'énergie, l'éducation, la santé ou encore la protection sociale.

Le véritable défi réside davantage dans leur mise en œuvre, leur suivi, leur coordination et leur évaluation. La deuxième faiblesse touche le fonctionnement des institutions représentatives.



Le Parlement peine encore à jouer pleinement son rôle dans l'évaluation des politiques publiques et dans le contrôle effectif de l'action gouvernementale.

Les débats sont souvent dominés par les préoccupations immédiates au détriment des grandes questions stratégiques liées au développement à long terme. La justice constitue également un facteur déterminant de l'émergence.

Malgré les réformes engagées au cours des dernières années, les attentes demeurent fortes en matière de célérité des procédures, de sécurité juridique et de confiance dans l'institution judiciaire.

Or l'investissement et l'innovation prospèrent avant tout dans un environnement où les règles du jeu sont transparentes, prévisibles et équitablement appliquées.

L'administration publique représente un autre chantier majeur. Les efforts de digitalisation ont permis des progrès appréciables, mais les lourdeurs bureaucratiques, la complexité de certaines procédures et les difficultés de coordination continuent d'affecter l'efficacité des politiques publiques et le climat des affaires. Enfin, la question de la responsabilité demeure centrale.

Les différents rapports d'évaluation mettent régulièrement en évidence des dysfonctionnements dans la gestion de certains programmes publics. L'efficacité institutionnelle exige que la responsabilité accompagne systématiquement l'exercice du pouvoir et que les mécanismes de reddition des comptes soient appliqués avec rigueur.

En définitive, le Maroc souffre moins aujourd'hui d'un déficit de stratégies ou d'infrastructures que d'un déficit d'efficacité institutionnelle. Les routes, les ports, les zones industrielles et les équipements peuvent être construits en quelques années.

La construction d'institutions performantes, crédibles et responsables exige en revanche un effort de longue haleine et une volonté politique clairement affichée.

C'est probablement sur ce terrain que se jouera, dans les prochaines années, le véritable passage du Maroc vers l'émergence.

Le paradoxe marocain

Le Maroc présente aujourd'hui un paradoxe frappant. D'un côté, le pays dispose d'infrastructures comparables à celles de nombreuses économies émergentes. De l'autre, les indicateurs sociaux et humains progressent moins rapidement que prévu.

Autrement dit, le Maroc a parfois réussi son rattrapage matériel plus vite que son rattrapage humain et institutionnel.

Cette situation explique en grande partie les difficultés actuelles. Les infrastructures sont indispensables mais elles ne produisent leurs effets maximaux que lorsqu'elles sont accompagnées d'un capital humain de qualité, d'une administration performante et d'un environnement favorable à l'innovation.

Les freins qui persistent

Plusieurs obstacles continuent de ralentir la marche vers l'émergence. Le premier concerne l'emploi.

Malgré les investissements réalisés, l'économie marocaine ne crée pas suffisamment d'emplois de qualité pour absorber les nouvelles générations arrivant sur le marché du travail.

Le deuxième frein réside dans la faiblesse de la productivité. Une partie importante de l'économie continue d'opérer dans des secteurs à faible valeur ajoutée où les gains de productivité restent limités.

Le troisième obstacle concerne les disparités sociales et territoriales qui demeurent importantes malgré les efforts entrepris.

Le quatrième frein est constitué par le poids de l'économie informelle qui continue d'occuper une place significative dans l'activité économique.

Le cinquième réside dans la persistance de situations de rente et de formes diverses de capitalisme de connivence qui faussent la concurrence, limitent la mobilité économique et freinent l'innovation.

Enfin, la corruption demeure l'un des principaux défis à relever. Elle affaiblit la confiance dans les institutions, renchérit le coût des transactions économiques et nuit à l'attractivité du pays.



Le coût du temps perdu.

La comparaison avec la Corée du Sud permet de mesurer ce que l'on pourrait appeler le coût du temps perdu. L'enjeu n'est pas seulement de constater que la Corée est aujourd'hui plus riche que le Maroc.

L'enjeu est d'évaluer ce que le Maroc aurait pu devenir si certaines réformes avaient été engagées plus tôt ou menées plus efficacement. Cette réflexion n'a rien de nostalgique ni de culpabilisant.

Elle permet simplement de comprendre que les retards accumulés dans l'éducation, l'innovation, la gouvernance ou la productivité ont un coût économique considérable qui se répercute sur plusieurs générations.

Chaque décennie perdue se traduit par un manque à gagner en termes de revenus, d'emplois, de compétitivité et de bien-être collectif.

Le Nouveau Modèle de Développement : une seconde chance à ne pas rater !

Le Nouveau Modèle de Développement a le mérite d'avoir posé un diagnostic lucide sur les défis auxquels le Maroc est confronté. Il fixe des objectifs ambitieux à l'horizon 2035 en mettant l'accent sur le capital humain, la gouvernance, la compétitivité économique et la cohésion sociale.

La réussite de ce projet dépendra toutefois moins de la qualité du diagnostic que de la capacité à le traduire en réalisations concrètes.

L'expérience internationale montre que les pays qui réussissent leur émergence sont ceux qui parviennent à maintenir une vision stratégique sur plusieurs décennies, au-delà des alternances politiques et des contraintes conjoncturelles.

Le Maroc est-il un pays émergent ?

La réponse la plus correcte est probablement nuancée : Le Maroc n'est plus un pays en développement au sens classique du terme. Mais il n'est pas encore un pays émergent au sens plein du terme. Il est un pays en transition vers l'émergence. Cette transition est réelle. Les progrès accomplis sont substantiels.

Les fondations existent. Les atouts sont nombreux : stabilité institutionnelle, position géographique exceptionnelle, infrastructures modernes, ouverture internationale et vision stratégique. Cependant, l'expérience des nations qui ont réussi leur décollage économique montre que les infrastructures ne suffisent pas.

L'émergence repose avant tout sur trois piliers indissociables : un capital humain de qualité, des institutions efficaces et une gouvernance fondée sur la responsabilité et le mérite.



Le Maroc a déjà parcouru une partie importante du chemin. Le défi des prochaines années sera moins de construire davantage que de mieux gouverner, mieux former et mieux valoriser les compétences et de mieux répartir les richesses produites.

La question n'est donc plus de savoir si le Maroc possède les moyens de devenir un pays émergent. La véritable question est de savoir s'il saura transformer les opportunités historiques qui s'offrent aujourd'hui à lui en un projet collectif suffisamment puissant et mobilisateur pour combler le retard accumulé et rejoindre durablement le cercle des nations émergentes.

Car au fond, le débat n'est plus celui de l'émergence. Il est celui de la vitesse à laquelle le Maroc parviendra à l'atteindre.

ELUCUBRATIONS

Au Maroc, le gouvernement communique, depuis peu, beaucoup et de différentes manières, avec des mots bien choisis et des slogans triomphants. Il s'agit de présenter les plans stratégiques ou les mégaprojets visant l'émergence et l'attractivité du royaume : la transition énergétique, l'État social, les préparatifs de la coupe du monde 2030, l'engagement dans l'intelligence artificielle, les hubs continentaux et le projet atlantique, sans oublier la diplomatie triomphante, Royale en tout premier lieu.

Mais derrière cette avalanche de discours, la jeunesse marocaine vit un décalage, devenu presque normal, entre le langage officiel et l'expérience quotidienne. Le plus troublant n'est pas la crise économique en elle-même car toutes les sociétés traversent des crises endogènes et exogènes, mais plutôt la résignation par rapport aux promesses mal tenues voire non tenues. Cela surprend en effet aussi bien les observateurs nationaux qu'internationaux.

Les croissances robustes annoncées sont en total contradiction avec la réalité des jeunes générations et de certaines régions du royaume.

Les manifestations de la Génération Z ont bel et bien démontré la fracture générationnelle entre la gouvernance factuelle des dirigeants politiques et les aspirations des jeunes marocains notamment ceux que l'on qualifie de NEET et qui ne sont ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation. Les revendications de cette Génération Z ont accéléré la réorganisation de l'école et de l'hôpital publics.

De temps à autre, nous assistons à des marches de douars enclavés, on ne peut plus patriotiques, pour appeler au désenclavement.

Par ces marches de la dignité et de l'honneur retrouvé, les habitants de ces régions oubliées, car privées de ressources et de bonne gouvernance territoriale, font passer un message à l'administration centrale via l'administration territoriale : nous existons et nous continuerons d'exister dans ce royaume béni des cieux et nous souhaitons apporter notre pierre à l'édification du Maroc à une vitesse tant désiré par le Souverain.

Le Maroc avance sans conteste, certes, mais pour qui avance-t-il en réalité ? Pourquoi la création de richesses ne bénéficient-elle pas à toutes et à tous ? L'ascenseur social est-il inactif ou sélectif ? Pourquoi « la machine marocaine » est-elle lente à démarrer et gngnngn pour avancer ? Est-ce un problème politique, économique ou plutôt un problème moral et de sens civique ?

Logi



Experts invités

Par
Ali Bouallou.

Les investissements publics et privés sont de plus en plus gigantesques mais la création d'emplois est toujours en deçà des besoins du pays.

Malgré leur consistance, les programmes d'incitation à l'investissement et à la création d'entreprises ne donnent jamais les résultats escomptés.

Dès lors, les élucubrations prennent place pour maquiller la réalité sinon justifier les lenteurs et manquements en tous genres. Et ce sont ces élucubrations qui nourrissent la défiance et la colère envers les politiques, tout parti confondu. Leurs discours sont confus, parfois contradictoires, et profondément symptomatiques de la fatigue politique.

Les hommes et femmes politiques marocains sont prévenus, la communication ne peut pas remplacer l'action. La jeunesse marocaine est pleinement consciente aujourd'hui de son environnement local et international. Le monde numérique lui permet de ne plus vivre dans le bouillard. Il lui permet de comparer, d'observer et de mesurer les écarts. Personne ne peut plus lui vendre facilement ni les mythes ni les légendes urbaines.

Les discours de type "complot des spéculateurs", "campagnes hostiles", "désinformation", « ce n'est pas moi c'est l'autre »...sont à proscrire. Les jeunes ont besoin de la vérité authentique et du respect de leur capacité à comprendre, à apprendre, à raisonner et à avoir une pensée critique.

Croire qu'on peut maquiller indéfiniment le réel sous les éléments de langage est une chimère. Les jeunes marocains sont lucides. Il y a tout intérêt à éviter les élucubrations aux prochaines échéances électorales en septembre 2026 pour susciter l'intérêt et donner envie.

MAROC ARABIE SAOUDITE : UNE FRATERNITÉ QUI SE RENOUVELLE FACE AUX DÉFIS D'AUJOURD'HUI

Quartier libre

Dans un monde marqué par les crises économiques, les tensions géopolitiques et les mutations technologiques, les relations entre le Maroc et l'Arabie saoudite demeurent un exemple de coopération fondée sur des liens historiques, religieux et humains. Ces deux royaumes entretiennent depuis plusieurs décennies un partenariat stratégique qui continue de se renforcer.

Ces derniers mois, plusieurs initiatives ont confirmé cette dynamique.

Les échanges diplomatiques et économiques se sont intensifiés, avec une volonté commune de développer les investissements, le commerce, l'industrie, les énergies renouvelables et les infrastructures.

Le Maroc a également été choisi pour accueillir une prochaine réunion ministérielle entre le Royaume et les États du Conseil de coopération du Golfe, illustrant la confiance accordée au rôle diplomatique marocain. Pour la jeunesse marocaine, cette relation ne doit pas être perçue uniquement à travers le prisme de la politique.

Elle représente aussi des opportunités concrètes : création d'emplois, partenariats universitaires, échanges culturels, développement du tourisme et soutien aux projets d'investissement. Les jeunes sont les premiers bénéficiaires d'une coopération économique solide entre les deux pays.

Les relations entre Rabat et Riyad reposent également sur des valeurs communes : la solidarité, le dialogue, le respect mutuel et la recherche de la stabilité régionale. Dans un contexte international complexe, ces principes



Par **Yasser Derkouli**

contribuent à renforcer la coopération entre les pays arabes et à promouvoir des solutions pacifiques aux défis communs.

L'avenir de cette relation dépendra aussi de l'engagement des nouvelles générations. Les jeunes Marocains ont un rôle essentiel à jouer en développant leurs compétences, en favorisant l'innovation et en participant aux échanges académiques, économiques et culturels avec leurs partenaires saoudiens.

La fraternité entre le Maroc et l'Arabie saoudite n'est donc pas seulement un héritage historique ; elle constitue un investissement pour l'avenir.

En consolidant cette coopération, les deux pays ouvrent de nouvelles perspectives de développement et offrent à leur jeunesse les moyens de bâtir un avenir fondé sur la confiance, la prospérité et la solidarité.



MONDIAL 2026 : UNE AFRIQUE EN PROGRÈS, ENTRE PERFORMANCES, AMBITIONS ET NOUVEAUX DÉFIS

Quartier libre

La Coupe du Monde n'est pas qu'une compétition sportive destinée à la confrontation entre les nations. C'est un concept dans lequel cohabitent plusieurs dimensions. Le contenu sportif est bien évidemment prioritaire, mais d'autres aspects, financiers, géopolitiques, psychologiques ou liés à l'image et à la notoriété du pays ou du régime en place, ont toute leur importance.

L'Afrique, de plus en plus influente dans les instances internationales, a réussi à gratter quelques places dans le nouveau format à 48 équipes, expérimenté lors du Mondial en cours aux USA, au Mexique et au Canada.

Bargach Larbi

Cette évolution n'est pas sans conséquence. Jadis petites nations, les équipes africaines étaient inconditionnellement soutenues par l'ensemble de l'Afrique. En grandissant, ces équipes suscitent aujourd'hui un sentiment de jalousie que les réseaux sociaux démultiplient.

Ce sentiment, inquiétant, peut très vite disparaître et se transformer en fierté partagée si les équipes participantes continuent à briller. C'est ce qu'il faut espérer : les conflits et rivalités entre régimes n'y feront rien. Un beau parcours est un beau parcours et il sera salué par tous.

En 2026, dix équipes ont participé à la phase de groupes et neuf d'entre elles se sont qualifiées pour les seizièmes de finale.

Dans cette nouvelle étape, seule la victoire compte, quelle que soit sa forme. Sur ce registre le résultat a été douloureux pour le continent. Seules deux équipes, le Maroc et l'Égypte, ont réussi à se qualifier pour le tour suivant, et encore à l'issue de l'épreuve des penalties.

Elles portent désormais, malgré les réseaux sociaux, l'espoir de tout un continent. Sur 39 matchs joués, l'Afrique a remporté 10 victoires, réalisé 2 matchs nuls et a été défaite 17 fois. Ses attaquants ont marqué 48 buts et en ont encaissé 59.

Sans la Tunisie, qui réalise l'un des pires parcours de l'histoire des participations africaines, les statistiques s'améliorent de façon considérable : 10 victoires, 12 nuls et 14 défaites, et surtout 46 buts pour et 47 contre, soit un goal-average tout à fait honorable de (-1).

Vu sous cet angle, les résultats obtenus par l'Afrique sont pour le moins en progression par rapport aux éditions précédentes. Ils améliorent le positionnement africain.



Par **Bargach Larbi.**

Dans un premier bilan, à affiner au fur et à mesure, on peut dire que :

- Le Maroc et l'Égypte, les deux pays encore en course, sont les plus belles satisfactions de la CAF. Les deux sélections ont largement mérité de passer en huitième. Le Maroc, en imposant une identité de jeu spectaculaire, devient le premier pays africain avec le statut de favori sur des matchs à élimination directe.

Ce sera ce soir face au Canada. Un statut dangereux qu'il faudra gérer avec intelligence et respect de l'adversaire. L'Égypte, en jouant sur ses qualités, son envie d'en découdre, ainsi que sur la technique et l'expérience de ses joueurs.

Les deux sont invaincus à ce stade, avec un goal-average positif de +3 pour le Maroc et de +2 pour l'Égypte.

- Le Cap-Vert, meilleur parcours de l'histoire africaine pour une première participation, aurait mérité un meilleur sort. Les petites vexations de l'arbitre du match, très conciliant avec l'Argentine, n'ont pas suffi à les déstabiliser. Il faudra compter avec eux à l'avenir. Ce pays justifie à lui seul l'élargissement de la compétition à 48 équipes.

- La Côte d'Ivoire et la République du Congo réalisent un très beau parcours. Elles n'ont pas suffisamment cru en leur chance et ont été victimes d'un reliquat de naïveté propre aux équipes généreuses.

- Le Sénégal aurait pu être l'une des grosses surprises de ce tournoi. L'équipe nationale du Sénégal a tous les ingrédients d'une grande équipe. Elle est malheureusement desservie par une gouvernance non conforme aux standards de la bonne gestion. C'est factuel et repris par des médias sénégalais, à partir des propos d'un de ses meilleurs joueurs, qui a décidé de quitter la sélection tant que le staff reste en place.

- L'Afrique du Sud et le Ghana sont restés en deçà de ce que l'on pouvait attendre de leur effectif et de leur expérience. On n'a plus le droit, en tant qu'Africain, de considérer que l'essentiel est de participer. C'est le ressenti qui prévaut après leurs prestations.

- La Tunisie, enfin. Par respect pour mes nombreux amis tunisiens, je ne ferai pas de commentaire, sauf celui de dire que je ne reconnais plus les Aigles de Carthage.

- Un pays a manqué à l'Afrique : le Nigeria et ses brillants attaquants. C'est bien dommage. En football, il n'y a que le résultat qui compte. C'est la source de toutes les émotions. Les résultats positifs enregistrés par les équipes africaines ont changé les mentalités.

De simples spectateurs les Africains sont devenus acteurs. C'est une belle progression. Elle est insuffisante Ils doivent aspirer à prendre les premiers rôles. Pour cela ils doivent voir grand. Le Maroc en postulant à l'organisation de la Coupe du monde, en construisant un des centres d'entraînement les plus modernes et en améliorant sa gouvernance a montré le chemin.



C'est la voie à choisir en l'améliorant. Ceux qui ont choisi la voie des Réseaux sociaux pour dénigrer seront très vite déçus. C'est une impasse. L'émulation a toujours donné de meilleurs résultats que la rivalité stérile. La persévérance, qui consiste à rechercher les meilleures solutions aux problèmes, est bien plus indiquée que l'acharnement qui consiste à répéter à l'infini les mêmes erreurs.

Dima Maghrib.

LE « QANDOUH » DE BENKIRANE... QUAND LE DÉBAT POLITIQUE OUBLIE LA HAUTEUR DE L'ÉTAT

Quartier libre

Il y a des mots qui échappent à leur auteur comme un ballon dégonflé dans une finale... On les prononce en quelques secondes, puis on passe des jours à tenter de les rattraper... Abdelilah Benkirane vient d'en faire l'expérience avec son désormais célèbre « Qandouh »...

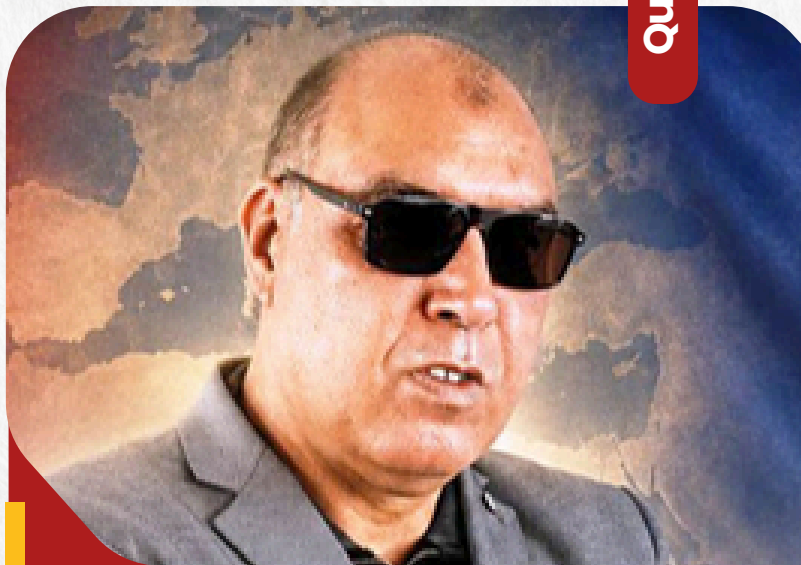
L'ancien chef du gouvernement a finalement retiré le mot et présenté ses excuses... Un geste qui mérite d'être relevé... Mais l'exercice est resté très ciblé... le vocabulaire est retiré du marché... tandis que le reste du discours demeure soigneusement conservé en rayon... Autrement dit, on retire l'étiquette, mais on garde le produit... !!

La politique marocaine a connu bien des joutes oratoires... Elle a besoin de contradictions, de débats et même de critiques vigoureuses... Mais lorsque le débat glisse vers les qualificatifs dépréciatifs visant des personnalités nommées par Sa Majesté le Roi, ce n'est plus la force des arguments qui s'exprime... c'est souvent leur faiblesse qui apparaît...

Depuis plusieurs années, une constante intrigue les observateurs... À chaque nouvelle sortie médiatique ou presque, l'institution monarchique ou son entourage semble finir par s'inviter dans le discours... À croire que certains responsables politiques disposent d'une seule boussole... si l'on ne trouve plus ses adversaires, il reste toujours le Palais comme décor de fond... !!

Pourtant, les Marocains attendent d'autres réponses... Le citoyen veut entendre parler du pouvoir d'achat, de l'emploi des jeunes, de l'école publique, de l'hôpital, de l'investissement, de la sécheresse ou encore des défis économiques... Il attend des projets, pas des polémiques à répétition... Il espère des solutions, pas des formules destinées à provoquer les réseaux sociaux...

Après la débâcle électorale de 2021, le Parti de la Justice et du Développement cherche naturellement à retrouver une place dans le paysage politique... C'est son droit le plus légitime... Mais reconquérir une crédibilité ne se résume pas à fabriquer des séquences virales... La confiance des citoyens se reconstruit par les idées, la cohérence et le respect des institutions, non par l'escalade verbale... Les excuses publiées sur Facebook montrent d'ailleurs qu'une limite a été franchie... Si le mot a été retiré, c'est bien parce qu'il a suscité une indignation suffisamment forte pour imposer une correction publique... Les mots ont un poids...



Par **Mohammed Yassir Mouline**

Ils construisent parfois une réputation... et parfois ils l'abîment...

Un vieux poète arabe rappelait que les blessures de l'épée finissent par guérir, alors que celles de la langue demeurent... La politique moderne semble parfois avoir oublié cette sagesse pourtant vieille de plusieurs siècles...

Les blessures de l'épée peuvent guérir,
Mais celles infligées par la langue ne cicatrisent jamais.
Les plaies des lances finissent par se refermer,
Tandis que celles causées par les mots demeurent ouvertes.

La blessure du sabre se referme avec le temps,
Mais celle de la langue marque à jamais les esprits.
Ces vers célèbres du poète Yaqub Al-Hamdouni comparent les mots aux armes... Une arme blesse le corps, mais le temps guérit cette douleur... Une mauvaise parole blesse le cœur et l'esprit... Cette cicatrice invisible dure toute la vie...

Quant à l'islam, auquel M. Benkirane se réfère souvent, il place précisément la maîtrise de la parole parmi les premières qualités du croyant... Le Coran appelle à éviter les mauvaises paroles... « Allah n'aime pas qu'on profère de mauvaises paroles sauf quand on a été injustement provoqué. Et Allah est Audient et Omniscient. » (Sourate An-Nissa, verset 148)... Toutefois, l'exception mentionnée dans le verset (« sauf celui qui a subi une injustice ») ne signifie pas que la personne lésée est libre d'insulter sans limite...

Les savants expliquent qu'il lui est permis d'exposer l'injustice dont elle est victime ou d'invoquer contre son oppresseur dans la stricte mesure du tort subi... Néanmoins, le pardon et la réconciliation demeurent, dans bien des situations, une voie préférable, conformément à la parole d'Allah : « ... Et celui qui endure avec patience et pardonne, voilà qui relève assurément des actes de grande résolution. » (Sourate Ach-Choura, verset 43)...

Tandis que le Prophète Sidna Mohammed ﷺ enseigne que le croyant n'est ni insultant, ni grossier, ni vulgaire. Voilà une leçon qui traverse les siècles sans perdre une ride... « Le croyant n'est ni médisant, ni maudisseur, ni grossier, ni vulgaire. »... Alors Ssi Benkirane, le principe fondamental en islam demeure la préservation de la langue et le rejet de l'injure comme de l'insulte, qu'elles visent un musulman ou un non-musulman, sauf dans les cas où la Charia autorise l'exposé d'une injustice ou la revendication d'un droit, sans excès ni outrage... Tel est l'esprit du Coran et de la Sunna...

Au fond, l'affaire « Qandouh » dépasse largement le destin d'un mot malheureux... Elle rappelle qu'en politique, la liberté de ton ne dispense jamais de la responsabilité des propos... Les appels à davantage de retenue dans le discours politique, notamment lorsqu'il concerne les conseillers de Sa Majesté le Roi et, plus largement, les institutions constitutionnelles, ne relèvent ni de la censure ni du conformisme... Ils traduisent une exigence démocratique... celle d'un débat vigoureux, mais digne... critique, mais respectueux... passionné, mais responsable...

Car au Maroc, les gouvernements passent, les partis montent et descendent au gré des urnes, les polémiques s'éteignent aussi vite qu'elles s'enflamment... En revanche, les institutions demeurent... Et lorsqu'un responsable politique choisit de faire du bruit plutôt que de porter la contradiction sur le terrain des idées, il finit souvent par découvrir qu'un mot peut faire beaucoup de vacarme... mais très peu de politique...



Le Royaume mérite un débat public à la hauteur de son ambition, de ses institutions et des attentes de ses citoyens... Les mots peuvent faire sourire, provoquer ou blesser... Mais ils ne remplaceront jamais la force des idées, ni le sens de l'État... Les polémiques passent... Les institutions demeurent... Et l'Histoire, elle, retient rarement ceux qui ont parlé le plus fort... elle retient surtout ceux qui ont parlé le plus juste... Wa Salam Aleykoun wa Rahmatou Allah.

LES 28 MILLIARDS USD DE LA BANQUE MONDIALE ET L'AVENIR DU NOTARIAT MAROCAIN

Le projet de loi 58.24 comme catalyseur du notaire-garant des patrimoines numériques : Étude comparative Casablanca, Paris et New York

La tenue des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI à Marrakech en octobre 2023, ainsi que la sortie du Maroc de la liste grise du GAFI en février 2023, constituent un tournant pour l'image du pays sur la scène financière internationale. Ces deux étapes confirment que le dispositif national de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme répond désormais aux normes internationales.

Cette évolution a immédiatement réduit les obstacles juridiques et financiers qui freinaient l'entrée des capitaux étrangers. À fin mai 2026, l'engagement de la Banque mondiale au Maroc dépasse 28,88 milliards USD, avec une orientation croissante vers les foncières et les projets d'aménagement urbain.

Dans ce contexte, le projet de loi 58.24, dont le ministre de la Justice a annoncé l'élaboration en octobre 2024, constitue l'opportunité législative pour intégrer les principes DAPL et bâtir le notaire 2.0.

Le rôle du notaire connaît une transformation profonde. Il ne peut plus se cantonner à la simple authentification. Il doit désormais intégrer des impératifs de conformité internationale, sécuriser les actifs numériques et accompagner des montages contractuels transnationaux. Face aux standards de transparence et d'innovation imposés par les nouveaux modèles d'investissement urbain, la question se pose : la loi 32-09 relative à l'organisation de la profession notariale permet-elle de répondre à l'essor des actifs numériques tout en assurant une protection réelle de l'investisseur-consommateur? Est-ce que la nouvelle loi 58-24 sera le point qui fera basculer la profession notariale vers le futur numérique au Maroc?

Dès lors, la problématique de cette étude est la suivante : Dans quelle mesure le projet de loi 58.24 peut-il transformer le notaire marocain d'un certificateur d'actes matériels en garant des patrimoines numériques, conformément aux standards DAPL d'UNIDROIT?



Par **Aya el Faria**

I. Du financement public à des montages contractuels complexes

Aya el Faria

L'intervention de la Banque mondiale s'oriente désormais vers des instruments mixtes : participations minoritaires, garanties de risque partiel, structuration de véhicules ad hoc. Le Programme de Performance Municipale P168147, doté de 300 millions USD, en est un exemple. L'octroi des fonds y est conditionné à des réformes de gouvernance locale, à la digitalisation des procédures et à la sécurisation des partenariats public-privé.

Juridiquement, ces opérations relèvent des Principes d'UNIDROIT relatifs aux contrats du commerce international de 2016. Elles renforcent les obligations du notaire en matière de vérification, de conseil et d'anticipation des risques extraterritoriaux. La responsabilité notariale ne se limite plus au droit marocain, elle s'évalue aussi au regard des clauses d'arbitrage CCI et des standards contractuels internationaux.

II. Numérisation et émergence d'un cadre juridique pour les actifs numériques

Cette orientation s'appuie sur les Principes d'UNIDROIT sur les actifs numériques et le droit privé de 2023, adoptés le 12 mai 2023, qui définissent un régime applicable aux actifs tokenisés, aux registres distribués et aux smart contracts. Pour le notaire marocain, la maîtrise de ces règles devient indispensable afin de donner force exécutoire et opposabilité à des opérations qui, sans son intervention, resteraient fragiles sur le plan juridique.

La mission traditionnelle du notariat, prévenir le litige et protéger le consommateur, demeure, avec les responsabilités civiles et pénales prévues par la loi 32-09. Mais la nouvelle loi 58-24 peut modifier et compléter la loi ancienne avec des nouvelles dispositions qui transformeront réellement la vision de la profession notariale 2.0, vers le notaire 2040.

À Casablanca, les programmes Casablanca Municipal Support Program 2017 et Municipal Performance Project 2019 ont porté sur la gouvernance, la transparence et l'efficacité des collectivités locales. Bien qu'ils ne mentionnent pas la blockchain ou les actifs numériques, ils ont préparé le terrain technique et administratif pour l'intégration future de solutions digitales dans la gestion urbaine.

La Banque mondiale explore par ailleurs le potentiel de la blockchain dans la gestion foncière, comme l'illustre son étude de 2018 intitulée « Can blockchain change the nature of land registry in developing countries? ».

La pression pour encadrer ce secteur passe aussi par les financements Financial and Digital Inclusion Development Policy Financing de 2020 à 2023, d'un montant de 450 millions USD chacun. Ces programmes ont accéléré la réflexion sur le cadre juridique des actifs numériques. C'est dans ce sillage que s'inscrit le projet de loi 42.25. À ce jour, seul un avant-projet a été publié le 5 août 2025 par le ministère de l'Économie et des Finances, en concertation avec Bank Al-Maghrib et l'AMMC. Le texte vise à encadrer l'émission et la négociation des actifs numériques, mais il n'a pas encore été adopté ni publié au Bulletin officiel. Il s'aligne sur les recommandations du FMI, du FSB et sur la recommandation 15 du GAFI.

La loi 32-09 actuelle définit toujours le notaire comme officier public chargé d'authentifier les actes. Or, son silence sur les actifs immatériels crée un écart entre le cadre légal et les pratiques émergentes. En effet, ni l'article 4 relatif aux incompatibilités, ni l'article 18 relatif à la formation continue ne prévoient de dispositif relatif à la signature électronique, aux registres distribués ou aux preuves numériques, créant ainsi un décalage entre le texte légal et les pratiques émergentes de l'investissement urbain.

Face à ce vide, le notaire doit évoluer d'un rôle de certificateur vers celui de garant des patrimoines numériques. La nouvelle loi 58-24 peut adopter cette transformation vers une nouvelle génération notariale 2.0 qui a pour objectif de changer le notariat certificateur du contrat classique vers le garant des patrimoines numériques. Le sujet des Digital Assets (DAPL) est le futur immédiat du notariat.

- Pourquoi? Le cœur du métier notarial est la sécurisation des transferts de propriété et de la succession. Aujourd'hui, la transmission du « patrimoine numérique » (crypto-actifs, tokens, comptes en ligne) est un vide juridique que le notariat doit combler.
- La vision du « droit notarial numérique » n'est pas classique, mais moderne. Il s'agit donc des problèmes de demain : par exemple, comment insérer un wallet crypto dans un testament authentique international? En s'appuyant sur les Principes DAPL d'UNIDROIT, les expériences française et new-yorkaise montrent que cette mutation est déjà engagée. L'enjeu pour le Maroc est d'adapter la loi 32-09 ou de prévoir le texte 58-24 d'application compatible, afin de bâtir un modèle hybride conforme aux exigences internationales tout en préservant les spécificités du droit national et la protection de l'investisseur.



III. Regard comparé : Casablanca, Paris, New York

À Casablanca, le notaire reste l'acteur central de la sécurité juridique immobilière. Le retrait du Maroc de la liste grise a ouvert la voie à des montages complexes intégrant des sûretés internationales et des mécanismes de règlement des différends transnationaux. Le métier évolue vers une fonction de conseil stratégique, mais le vide juridique subsiste. Bank Al-Maghrib interdit l'usage des crypto-actifs comme moyen de paiement sans se prononcer sur leur transmission successorale. Ce silence oblige le notariat à anticiper, en mobilisant les Principes DAPL et le droit comparé pour proposer des solutions contractuelles adaptées.

À Paris, le modèle latin garde sa cohérence. Le notaire contrôle la légalité et la fiscalité des actes, dans un cadre réglementaire rigide. Dès 2019, le législateur a intégré les actifs numériques dans le Code monétaire et financier via la loi PACTE et le régime des PSAN. Le notariat français commence à introduire des clauses spécifiques dans les actes de donation et de succession.

- In fine, les signaux envoyés par Marrakech et par la sortie de la liste grise redéfinissent la place du notariat marocain. L'enjeu dépasse la simple constatation de l'accord des parties : il s'agit de garantir la sécurité juridique de flux financiers structurants. Le notaire qui intègre les standards internationaux et les technologies émergentes deviendra un acteur clé de la confiance dans l'économie contractuelle du XXI^e siècle. Pour ce faire, trois axes sont prioritaires :

- Formation : intégrer les Principes UPICC, DAPL et les techniques d'arbitrage international dans la formation continue.
- Sécurisation digitale : adopter la signature électronique et la conservation des actes sur registres distribués conformes aux standards UNIDROIT.
- Organisation : créer au sein des études des cellules dédiées à l'investissement international, avec des procédures AML/CFT conformes aux exigences post-liste grise.

- À New York, l'absence de notariat de type latin a fragmenté la fonction de sécurisation entre avocats et agents d'entiercement. Le régime du BitLicense impose des obligations strictes aux acteurs crypto, tandis que l'UREF permet aux héritiers d'accéder légalement aux actifs numériques du défunt²⁰. L'intervention équivalente au notaire se situe en amont, pour structurer des trusts numériques et éviter le blocage des actifs.
- Le Maroc dispose donc d'un atout : un système latin reconnu pour sa valeur probante, renforcé par une crédibilité financière retrouvée. Il ne s'agit pas de copier Paris ou New York, mais de construire un modèle hybride compatible avec les standards internationaux exigés par les projets de la Banque mondiale, tout en respectant le droit marocain et la protection du consommateur-investisseur.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE ÉCOLE,



Mais elle vous apprend
à voir **plus loin.**

INFORMER, CE N'EST PAS SEULEMENT RACONTER.
C'EST AUSSI AIDER À COMPRENDRE.

FOOTBALL ET PRISE DE CONSCIENCE

Quartier libre

Dans ce sillage, la fougue des marocains à défendre le Maroc, à vouloir le hisser encore plus haut dans une compétition mondiale du football, émane d'une volonté à faire avancer le pays au milieu de ces défis colossaux nous entourant. Cette fibre patriotique, heureusement encore présente, doit être actionnée par tous pour combattre la grave dérive de l'incivisme rampant, du non respect de tout un chacun envers l'autre et bien sûr de prendre en compte et élargir le concept de la prise de conscience pour être responsable vis-à-vis de ses devoirs avant de revendiquer des droits.

Lesquels droits ne sont, évidemment, que la collecte des efforts pour les distribuer en fin de chaîne, en acquis mérités.

Ces devoirs ne peuvent concerner uniquement l'administration, grosse consommatrice de causes de retard - doublons souvent inutiles - présents, certes, en ayant pour objectif la garantie du droit de l'administré, mais également du citoyen dans son action quotidienne :

Veiller et de façon permanente à l'éducation essentielle des enfants, et à un comportement de l'adulte par un comportement sain et digne des valeurs le représentant.

À cet effet et malgré toutes les critiques, dont certaines sont recevables, l'institution de l'école, à elle seule, peine à faire apprendre et à éduquer. On lui demande de faire les deux actions et cela, malgré les meilleurs volontés, ne peut être possible car l'effort sera dispersé.



Par **Adel Ghallab.**

L'école doit accueillir un élément presque ayant reçu l'éducation essentielle dans sa totalité. Le respect, les capacités de l'écoute afin de pouvoir bien réfléchir et apporter les réponses idoines, ainsi que la volonté et le désir de vouloir progresser en font largement partie.

Ce faisant, la fibre de patriote est entretenue tout au long de la vie, et non sortie des placards lors de victoires au sein du conseil de sécurité de l'ONU, ou sur un terrain de football, pour être vite rangée et bien sûr oubliée le lendemain.

À cet égard, les intellectuels, les médias, et surtout et d'abord, tout un chacun ont un rôle à jouer pour divulguer cette prise de conscience et la rendre, non en veille, mais surtout entretenue, active et visible pour tous.

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN OPÉRATEUR,

mais elle vous met
en ligne avec **le réel.**



Connexion directe
entre les faits, leur contexte,
et ce qu'ils changent pour vous.

W W W . L O D J . M A

CITOYENS, NOUS SOMMES EN DANGER DE MORT AU QUOTIDIEN.



Le corps du petit Moulay Youssef, 8 ans, foudroyé par un poteau électrique sur un trottoir de la Corniche mardi dernier, n'est pas un "accident". C'est une preuve. La preuve que nous marchons chaque jour sur une poudrière.

Par **Anissa Mekouar Senhadji**

Poteaux électriques rongés par la rouille. Bouches d'égouts béantes qui avalent des enfants et des vieilles personnes.

Câbles à vif qui pendent au-dessus de nos têtes. Plaques de signalisation volées qui brouillent la circulation. Et nous, nous continuons à marcher, à conduire, à laisser nos gosses jouer, comme si de rien n'était. Mais qu'attendent les maires ? Une colère royale ?

Un décret tombé du ciel ? La sécurité publique n'est pas une option. Ce n'est pas une promesse électorale. C'est un devoir. QUOTIDIEN, IMMEDIAT, OBLIGATOIRE. Alors NON, nous ne nous taisons plus.

Nous ne voulons pas de vos condoléances. Nous ne voulons pas de vos communiqués larmoyants. Nous voulons des patrouilles de contrôle, des inspections sans préavis, des têtes qui tombent là où les normes ont été piétinées. Parce qu'aujourd'hui, c'est Moulay Youssef.

Demain, si on ne fait rien, ce sera votre fils, votre frère, votre voisin.

CES MOTS QUI CHANGENT UNE VIE

Coup de cœur

Il nous arrive tous de croire que les grands tournants de l'existence sont provoqués par des événements exceptionnels.

Une naissance.
Une rencontre.
Un départ.
Une réussite.
Un échec.
Et pourtant...

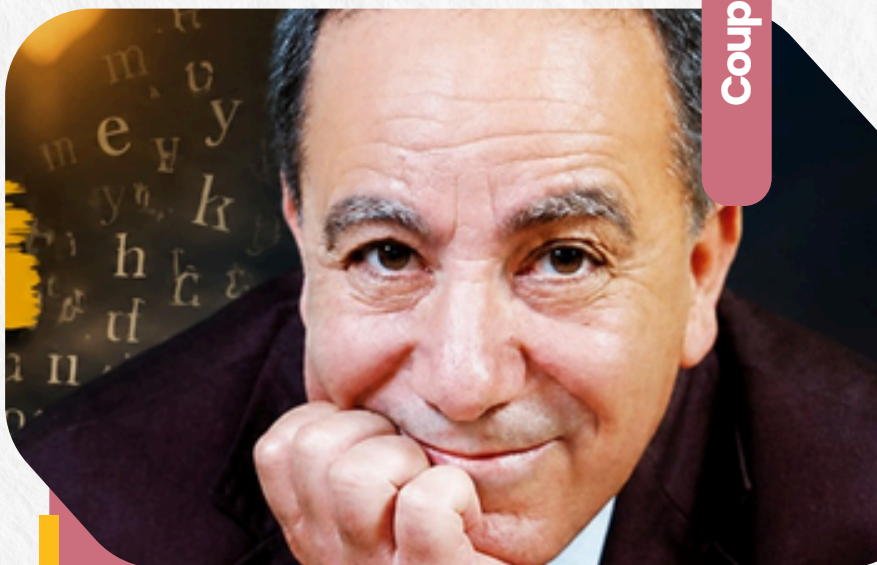
Avec le temps, je suis de plus en plus convaincu que certaines vies basculent à cause de beaucoup moins que cela. À cause d'un mot. Ou, plus exactement, à cause d'un mot prononcé... ou jamais prononcé.

Merci.
Je t'aime.
Pardon.
Je suis fier de toi.
Reste.

Ces mots paraissent dérisoires. Ils ne coûtent rien. Ils prennent une seconde à dire. Et pourtant, ils peuvent réparer ce que des années de silence ont fragilisé. À l'inverse, leur absence laisse parfois des blessures qui ne se referment jamais complètement.

Combien de parents ont aimé leurs enfants sans jamais le leur dire ? Combien d'enfants ont attendu toute une vie un simple signe de reconnaissance ? Combien d'amitiés se sont éteintes faute d'une explication ? Combien de couples se sont éloignés parce que chacun attendait un mot que l'autre croyait inutile ?

Nous parlons beaucoup. Nous échangeons des milliers de messages. Nous publions des centaines de mots sur les réseaux sociaux. Mais les mots qui comptent vraiment sont souvent ceux que nous remettons à plus tard. Comme si nous avions tout le temps. Comme si l'autre savait déjà. Comme si certaines évidences n'avaient pas besoin d'être dites. Pourtant, elles ont besoin d'être entendues.



Par **Rida Lamrini**

J'ai souvent pensé que les silences étaient plus lourds que les paroles. Aujourd'hui, je crois surtout que certains silences sont faits de mots absents. Des mots qui n'ont jamais trouvé le courage de franchir les lèvres. Des mots retenus par pudeur. Par orgueil. Par peur d'être mal compris. Ou simplement parce que nous pensions qu'il serait toujours temps de les dire demain.

Mais demain possède une étrange habitude. Il arrive parfois trop tard.

Alors les regrets prennent la place des mots. Et l'on se surprend à refaire, en pensée, des conversations qui n'auront jamais lieu. À imaginer des phrases que l'on aurait voulu prononcer. À espérer entendre des mots qui ne viendront plus. Je ne crois pas que les mots résolvent tout. Ils ne guérissent pas toutes les blessures. Ils ne réparent pas toutes les injustices.

Mais ils ont un pouvoir extraordinaire : celui de reconnaître l'autre. De lui dire qu'il existe. Qu'il compte. Qu'il est vu. Qu'il est aimé.

Qu'il est pardonné. Ou simplement qu'il n'est pas seul.

C'est peut-être cela, la véritable force des mots. Ils ne changent pas toujours les événements. Ils changent la manière dont nous les traversons. Et parfois...

Cela suffit à changer une vie.

Alors, s'il y a un mot que vous remettez à demain...

Un merci. Un pardon. Un je t'aime. Un je suis là.

Ne le gardez pas trop longtemps en vous.

Parce que nous ignorons toujours lequel de ces mots deviendra, un jour, le plus précieux souvenir de celui qui l'aura entendu.

JE NE SUIS PAS DURABLE, ALORS LAISSEZ-MOI TRANQUILLE AVEC VOTRE DURABILITÉ

J'ai enfin trouvé l'argument imparable. Celui qui met fin à toutes les conférences sur le climat, aux sommets internationaux, aux colloques sur le développement durable et aux discours culpabilisateurs. Un argument d'une logique écrasante.

Je ne suis pas durable.

Dans soixante, quatre-vingts ou cent ans, je ne serai plus là. Peut-être même bien avant. Pourquoi faudrait-il donc que je me préoccupe d'un monde qui, de toute façon, continuera sans moi ? Voilà. Circulez, il n'y a plus rien à débattre.

On me répond invariablement : « Faites-le pour vos enfants. » Ah bon ?

Mes enfants sont-ils durables ? Non. Ils mourront eux aussi.

« Alors faites-le pour vos petits-enfants. »

Toujours pas. Ils disparaîtront également.

À ce rythme-là, remontons jusqu'à Adam et Ève ou projetons-nous jusqu'à l'an dix mille. Le résultat reste identique : personne n'est durable. Nous sommes tous des locations à durée limitée. Des contrats à échéance fixe. Des passagers en transit sur une planète qui, manifestement, n'a signé aucun bail avec nous.

Pourquoi donc exiger de créatures provisoires qu'elles construisent un avenir éternel ?

D'ailleurs, soyons cohérents jusqu'au bout.

Puisque rien n'est durable, cessons de réparer les routes. Elles finiront par disparaître. Pourquoi construire des ponts ? Ils vieilliront. Pourquoi planter un arbre ? Il mourra. Pourquoi restaurer une médina ? Les pierres finiront en poussière. Pourquoi apprendre à lire aux enfants ? Les livres finiront oubliés dans une cave humide.

Et pourquoi faire du sport ? Notre cœur finira bien par s'arrêter.

Pourquoi économiser ? Pourquoi assurer sa maison ? Pourquoi prendre un parapluie ? Après tout, nous allons tous mourir.

Vous voyez où mène ma démonstration ?

À un sommet vertigineux d'absurdité.

Mais j'assume.

Car depuis quelques années, la durabilité est devenue une religion civile. Tout est durable. Les voitures sont durables. Les baskets sont durables. Les cafés sont durables. Les hôtels sont durables. Les sacs à main sont durables.



Même les réunions sur la durabilité produisent des badges, des kakémonos, des buffets et des milliers de kilomètres d'avion parfaitement... durables.

Le mot est partout.

À force d'être partout, il ne veut plus rien dire.

Il suffit d'ajouter « durable » à n'importe quel projet pour lui donner une aura morale. Un immeuble devient durable. Une campagne publicitaire devient durable. Une banque devient durable. Même une bouteille en plastique vous explique désormais qu'elle participe au sauvetage de la planète.

C'est magnifique.

On ne vend plus un produit. On vend une absolution.

Alors oui, je revendique ma mauvaise foi.

Je refuse de croire que l'avenir de la planète dépend exclusivement du fait que j'oublie ou non d'éteindre la lumière de ma cuisine.

Je refuse que chaque geste quotidien devienne un examen de conscience écologique.

Je refuse que la moindre tasse de café se transforme en procès climatique.

Et surtout, je refuse qu'on oublie que les plus grands pollueurs de la planète donnent souvent des leçons avec un talent admirable.

C'est peut-être cela qui m'agace le plus.

La morale à géométrie variable.

Les sermons à haute altitude.

Les conférences sur la sobriété organisées dans des hôtels climatisés où arrivent des délégations en jets privés.

Là, soudain, ma mauvaise foi reprend des couleurs.

Mais attention.

Ne nous méprenons pas.

Cette chronique est volontairement injuste. Elle pousse le raisonnement jusqu'à l'absurde parce que l'absurde révèle parfois les failles des discours trop bien huilés.

Car, évidemment, si chacun raisonnait vraiment ainsi, aucune civilisation n'aurait survécu plus de deux générations.

Nos ancêtres ont construit des barrages qu'ils ne verraient jamais achevés, planté des oliviers dont ils ne goûteraient jamais les fruits, élevé des cathédrales qu'ils savaient ne jamais voir terminées.

Ils n'étaient pas durables.

Leurs œuvres, parfois, l'ont été davantage qu'eux.

Comme quoi la véritable durabilité n'est peut-être pas celle des êtres humains. C'est celle des gestes qu'ils choisissent de laisser derrière eux.

Mais avouez tout de même que, pendant quelques minutes, mon raisonnement semblait presque convaincant.

C'est le privilège suprême de la mauvaise foi : elle gagne souvent les débats... jusqu'au moment où la réalité finit par voter.



LA COUPE DU MONDE VAUT DES MILLIARDS, LE FOOTBALL PEUT-IL ENCORE RESTER IMPARTIAL ?

La Coupe du monde reste, dans l'imaginaire collectif, une célébration universelle du football. Pendant quelques semaines, les rivalités sportives remplacent les frontières, les stades deviennent des scènes mondiales et des milliards de téléspectateurs partagent les mêmes émotions. Mais derrière cette fête populaire se trouve désormais une industrie gigantesque, structurée autour des droits télévisés, du sponsoring, du marketing, des produits dérivés et des paris sportifs.

Coupe du monde : quand les milliards entrent sur le terrain

Le football mondial ne se contente plus de produire des champions. Il fabrique de l'audience, de la donnée, de la publicité et de la valeur commerciale. Cette transformation n'est pas nécessairement un problème en soi. Toute grande compétition a besoin de financements, d'infrastructures et de diffuseurs. Le véritable danger apparaît lorsque le spectacle devient tellement rentable que l'on commence à se demander si les intérêts économiques peuvent peser sur l'intégrité sportive.

Il faut être clair : rien ne permet d'affirmer que la FIFA organise les résultats pour maintenir les grandes équipes dans la compétition. Une telle accusation exigerait des preuves solides, et non des soupçons ou des montages circulant sur les réseaux sociaux. Mais il serait tout aussi naïf d'ignorer que la présence des grandes nations et des grandes stars augmente fortement la valeur commerciale d'une Coupe du monde.

Une affiche avec le Brésil, l'Argentine, la France, l'Espagne ou l'Angleterre attire davantage de téléspectateurs, de sponsors et d'annonceurs qu'une rencontre opposant deux sélections moins médiatisées. Ce constat ne juge pas la qualité sportive des équipes. Il mesure simplement leur puissance commerciale.



Billet

Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Les joueurs les plus célèbres sont eux-mêmes devenus des actifs mondiaux. Lionel Messi, Kylian Mbappé, Cristiano Ronaldo ou d'autres superstars ne vendent pas seulement des performances sur le terrain. Ils vendent des maillots, des abonnements, des campagnes publicitaires et des millions d'interactions sur les plateformes numériques.

Lorsqu'une grande star atteint les derniers tours d'une compétition, toute l'économie qui l'entoure bénéficie d'un effet d'accélération. Les audiences progressent, les diffuseurs valorisent davantage leurs espaces publicitaires et les sponsors gagnent en visibilité. Le match devient alors bien plus qu'un événement sportif. Il devient un produit mondial distribué simultanément sur les télévisions, les smartphones, les réseaux sociaux et les plateformes de paris.

Cette dépendance aux grandes équipes crée un paradoxe. La FIFA doit maximiser l'attractivité économique du tournoi tout en démontrant qu'elle n'accorde aucune préférence sportive aux nations les plus rentables. Or, plus les revenus augmentent, plus chaque décision arbitrale devient suspecte aux yeux du public.

La VAR devait réduire les erreurs et renforcer la confiance. Elle a effectivement permis de corriger certaines décisions manifestement incorrectes.

Mais elle n'a pas supprimé les polémiques. Dans plusieurs situations, elle les a même déplacées. Le débat ne porte plus seulement sur l'erreur humaine, mais aussi sur le choix des images, la durée de l'intervention, l'interprétation des règles et la cohérence entre les matchs.

Une compétition ne peut pas vivre durablement avec le soupçon que les décisions les plus importantes seraient influencées par l'identité ou la valeur commerciale des équipes. La FIFA doit donc comprendre que son principal capital n'est pas seulement financier. C'est sa crédibilité.

Cette crédibilité est d'autant plus cruciale que le marché des paris sportifs prend une ampleur considérable. Les paris légaux génèrent déjà des montants gigantesques. À cela s'ajoutent les circuits clandestins, souvent associés à la criminalité organisée, au blanchiment d'argent et aux tentatives de manipulation.

La menace est particulièrement forte autour des acteurs les plus vulnérables : joueurs mal rémunérés, arbitres isolés, petites fédérations ou compétitions moins surveillées. La Coupe du monde dispose évidemment de systèmes de contrôle plus importants, mais elle évolue dans le même écosystème financier mondial.

Plus le volume des paris augmente, plus l'intégrité sportive devient un enjeu économique majeur. Une rencontre truquée ne constitue pas seulement une faute sportive. Elle peut provoquer une crise de confiance touchant les diffuseurs, les sponsors et les supporters.

Le business du football repose finalement sur une promesse simple : personne ne connaît le résultat à l'avance. C'est l'incertitude qui produit l'émotion, et l'émotion qui produit la valeur. Si cette incertitude disparaît ou devient suspecte, tout le modèle commence à se fragiliser.

La FIFA n'a donc aucun intérêt rationnel à sacrifier durablement l'intégrité au profit d'un gain commercial ponctuel. Elle peut souhaiter que les stars restent longtemps en compétition, mais elle doit construire des mécanismes suffisamment indépendants pour que ce souhait n'ait aucune influence sur les décisions sportives.

Cela suppose davantage de transparence sur l'arbitrage, une meilleure communication autour des décisions de la VAR, des dispositifs solides de détection des paris suspects et une gouvernance capable de prévenir les conflits d'intérêts.



Le Maroc face à ce football devenu industrie

Pour le Maroc, cette évolution présente autant d'opportunités que de risques. Les performances des Lions de l'Atlas ont considérablement renforcé la visibilité internationale du football marocain, attiré de nouveaux sponsors et valorisé les joueurs sur le marché mondial.

La coorganisation de la Coupe du monde 2030 avec l'Espagne et le Portugal placera le Royaume au centre de cette économie sportive planétaire. L'enjeu ne sera pas seulement de construire des stades, des lignes ferroviaires ou des capacités hôtelières. Il faudra aussi garantir une organisation exemplaire, transparente et crédible.

Le Maroc peut défendre une vision dans laquelle la performance sportive, l'hospitalité et l'innovation économique avancent ensemble. Le succès de 2030 ne se mesurera pas uniquement aux recettes générées ou au nombre de visiteurs. Il se mesurera aussi à la confiance laissée aux équipes, aux supporters et au monde entier.

La Coupe du monde est devenue une industrie. Cela n'est pas nécessairement une mauvaise nouvelle. Les revenus peuvent financer le développement du football, les infrastructures et les programmes de formation.

Mais l'argent ne doit jamais devenir le propriétaire invisible du terrain. Car le jour où les supporters cesseront de croire que le meilleur peut gagner, même contre le favori commercial, le football perdra bien plus que des milliards.

Il perdra sa raison d'être.

BENKIRANE, PJD ET INSTITUTIONS : JUSQU'OU PEUT ALLER LA STRATÉGIE DE LA CONFRONTATION ?

L'ancien Chef du gouvernement a finalement retiré le terme employé « Qandouh » et présenté ses excuses.

À un peu plus de deux mois des élections législatives, le ton monte dans le débat politique marocain. Les récentes déclarations d'Abdelilah Benkirane visant deux conseillers de Sa Majesté le Roi ont suscité une vague de réactions bien au-delà des clivages partisans. Au-delà de la polémique, cette séquence pose une question plus profonde : la radicalisation du discours est-elle devenue la seule stratégie d'un parti en quête de reconquête, ou traduit-elle une impasse politique plus préoccupante ?

Quand la confrontation remplace le débat politique

La campagne électorale n'est pas encore officiellement ouverte, mais les discours, eux, se durcissent déjà. Depuis plusieurs mois, Abdelilah Benkirane multiplie les interventions où la critique laisse progressivement la place à la dénonciation personnelle. Son dernier meeting à Essaouira, marqué par des propos particulièrement outranciers et irresponsables à l'égard de deux conseillers de Sa Majesté le Roi, Fouad Ali El Himma et André Azoulay, a provoqué une vive émotion et des condamnations dans les milieux politiques.

Les réactions ne tiennent pas uniquement aux mots employés. Elles s'expliquent surtout par la fonction des personnes visées. Les conseillers royaux n'interviennent pas dans la compétition électorale. Leur rôle relève des institutions de l'État et non de l'affrontement partisan. Dans un système politique comme celui du Maroc, cette distinction n'est pas anodine ; elle constitue même l'un des fondements du fonctionnement institutionnel.

C'est précisément cette frontière que beaucoup estiment avoir été franchie.

Le pari maladroît d'une communication de rupture

L'analyse conduit à s'interroger sur la stratégie choisie par le secrétaire général du PJD.

Depuis la défaite historique de son parti en 2021, Abdelilah Benkirane semble avoir opté pour une communication fondée davantage sur la polarisation que sur la présentation d'un projet politique renouvelé. Les discours privilégient les adversaires aux propositions, les affrontements aux démonstrations programmatiques.



par **La rédaction**

Ce choix peut répondre à une logique électorale connue. Dans de nombreuses démocraties, les formations en difficulté cherchent à mobiliser leur base militante en créant un climat de confrontation permanente. La colère devient alors un levier de mobilisation.

Mais cette stratégie comporte également un risque majeur : celui de parler essentiellement aux convaincus. Or les élections marocaines se gagnent rarement par la seule fidélité des militants. Elles supposent de convaincre un électorat plus large, souvent modéré, davantage préoccupé par le pouvoir d'achat, l'emploi, la santé, l'école ou encore les perspectives offertes à la jeunesse.

À mesure que les polémiques prennent le dessus, ces préoccupations risquent de disparaître de l'espace médiatique.

Le choix d'Essaouira ajoute une dimension symbolique supplémentaire. Ville reconnue pour son histoire de coexistence culturelle et religieuse, elle demeure associée, entre autres, à l'action de longue date d'André Azoulay en faveur de son rayonnement national et international. Beaucoup y ont vu un contexte particulièrement sensible pour formuler de telles critiques.

L'analyse ne serait cependant pas complète sans examiner l'autre versant du débat.

Dans toute démocratie, les responsables politiques disposent du droit de critiquer les orientations de l'État, les décisions publiques ou encore les personnalités exerçant des responsabilités importantes, dans le respect de la loi et des institutions.

Les partisans de Benkirane rappellent régulièrement que son style politique repose depuis toujours sur un langage direct, parfois abrupt, qui tranche avec une communication plus institutionnelle. Pour eux, cette franchise explique aussi sa popularité auprès d'une partie de l'opinion.

Ils considèrent également que les responsables publics, quelle que soit leur fonction, ne sauraient être totalement soustraits au débat politique lorsqu'ils incarnent, aux yeux d'une partie des citoyens, une influence importante dans la conduite des affaires publiques.

Toutefois, la liberté d'expression politique implique aussi une responsabilité particulière. Plus la parole est forte, plus ses conséquences peuvent être importantes. Les mots employés par les dirigeants façonnent le climat du débat public.

Dans une période où les réseaux sociaux amplifient chaque déclaration, chaque formule devient susceptible d'alimenter les divisions plutôt que la réflexion.

Le véritable défi du PJD dépasse la polémique

Au fond, la question dépasse largement cette controverse.

Le véritable défi du PJD n'est probablement pas de faire parler de lui. Sur ce terrain, Abdelilah Benkirane reste l'une des personnalités politiques marocaines les plus médiatiques.

Le véritable enjeu consiste à convaincre que le parti dispose aujourd'hui d'un projet capable de répondre aux attentes du Maroc de 2026.

Les électeurs ont profondément évolué depuis une décennie. Les préoccupations liées à l'intelligence artificielle, à l'emploi qualifié, à la souveraineté économique, à la transition énergétique, au coût de la vie ou à la qualité des services publics occupent désormais une place centrale dans les attentes citoyennes.

Dans ce contexte, les formations politiques seront davantage jugées sur leurs solutions que sur leurs oppositions.

La défaite électorale de 2021 a déjà montré qu'aucun capital politique n'est éternel. Elle a surtout rappelé que les électeurs marocains savent distinguer le registre de la contestation de celui de la gouvernance.



Le débat démocratique gagne toujours à être exigeant. Il perd en revanche lorsqu'il se réduit à une succession de polémiques personnelles.

À quelques semaines d'échéances importantes pour le pays, beaucoup espèrent voir les partis rivaliser d'idées plutôt que de formules, de programmes plutôt que d'invectives. Car, au-delà des formations politiques elles-mêmes, c'est la qualité du débat public qui conditionne aussi la confiance des citoyens dans la vie démocratique.

L'ancien Chef du gouvernement a finalement retiré le terme employé « Qandouh » et présenté ses excuses.

Un geste qu'il convient de saluer, tant la capacité à reconnaître un excès reste une qualité rare dans le débat public. Reste désormais à espérer que cet épisode permettra de recentrer la confrontation politique sur les idées, les projets et les réponses attendues par les Marocains, plutôt que sur les dérapages verbaux.

ON S'Y ATTEND : À FORCE DE MAUVAISE FOI, NOUS SOMMES VACCINÉS, MESSIEURS LES JOURNALISTES FRANÇAIS

Fête du Trône : le rituel anti-Maroc de certains médias français reprend

À l'approche du 30 juillet, à quelques jours de la Fête du Trône, il existe désormais au Maroc un réflexe presque pavlovien. On scrute la presse française, on attend le dossier, le portrait crépusculaire, l'enquête au parfum de palais, la leçon de démocratie administrée depuis Paris. Et puis le dossier, l'article arrivent, avec leur vocabulaire prêt-à-porter : « Makhzen », opacité, immobilisme, cour, secrets...

Oui, on s'y attend. Oui, nous avons l'habitude de certaines mauvaises fois parisiennes

Le Maroc n'est plus un pays complexe comme les autres ; il devient un décor. Une monarchie, deux ou trois silhouettes, quelques clichés, et le lecteur français est prié de croire qu'il a tout compris.

Faut-il y voir une campagne annuelle, coordonnée, déclenchée contre le Maroc à l'approche de la Fête du Trône ? L'investigation oblige à reconnaître que le scénario est devenu presque mécanique dans certaines rédactions françaises.

Effectivement, les archives font apparaître une séquence récurrente : le 30 juillet, date de la Fête du Trône. Cette mécanique est d'autant plus visible que certaines voix choisissent précisément la séquence de la Fête du Trône pour frapper fort.

Pour certaines rédactions françaises, notamment celles dont le fonds de commerce idéologique reste la posture morale, le Maroc offre chaque été un filon commode. Elles mobilisent alors leurs affairistes de l'humanitaire, leurs droits-de-l'hommes professionnels, leurs entrepreneurs de morale et autres tartuffes humanitaires, toujours disponibles pour vendre leur vertu éternelle et prétendument universelle.

Le procédé est connu : distribuer les bons et les mauvais points depuis Paris, s'émouvoir à géométrie variable, puis faire passer une lecture politique très située pour une vérité morale absolue. À force, le discours ne convainc plus vraiment ; il révèle surtout ceux qui en vivent.

Et puis il y a une autre droite médiatique, plus obsédée par une éternelle nostalgie coloniale que réellement préoccupée par le destin du Maroc. Celle-là ne supporte pas tout à fait qu'un pays anciennement placé sous influence parle désormais d'égal à égal, diversifie ses alliances, défende ses intérêts et refuse les rappels à l'ordre déguisés en analyses géopolitiques.



Billet

par **Adnane Benchakroun**

Dans son imaginaire, le Maroc acceptable est celui qui écoute, qui remercie et qui ne contredit pas. Dès qu'il affirme sa souveraineté, on lui reproche son arrogance ; dès qu'il choisit ses priorités, on y voit une ingratitude. Ce n'est pas de l'information : c'est la nostalgie mal digérée d'un temps où Paris croyait encore distribuer les permissions de penser et d'agir.

Le problème commence lorsque les accroches remplacent l'enquête et lorsque les récits sont écrits avant même que les faits ne soient analysés, contextualisés et même hiérarchisés.

Le problème survient quand des épisodes réels sont transformés en preuve définitive d'un pays éternellement bloqué. C'est la paresse de la généralisation. Chaque réforme devient cosmétique, chaque réussite une opération de communication, chaque difficulté la manifestation d'une essence nationale supposément immuable. Et surtout, les Marocains disparaissent du tableau : ils ne sont plus des citoyens qui débattent, protestent, entreprennent, innovent et critiquent ; ils deviennent les figurants silencieux d'un grand récit français sur l'éternel « Royaume marocain ».

La mauvaise foi serait toutefois marocaine si nous effacions ce qui dérange. La liberté de la presse, l'indépendance de la justice, l'école, la santé, les inégalités territoriales et le coût de la vie ne sont pas des inventions parisiennes. Ce sont des sujets marocains, souvent portés par les Marocains avant les correspondants étrangers. Un pays sûr de lui n'exige pas des articles aimables. Il réclame des articles justes :

documentés, contextualisés et capables de reconnaître que le Maroc n'est ni un paradis de brochures touristiques ni une dystopie de salon. Mais un pays qui avance selon son rythme, ses hommes et son calendrier régional et géostratégique.

Les archives donnent aussi une leçon embarrassante aux prophètes de l'effondrement. Elles rappellent une vérité simple : la réalité résiste mieux que les scénarios monocolores.

Cela prouve deux choses à la fois : le Maroc reste un objet médiatique très vendeur en France, et certaines rédactions savent que la monarchie marocaine demeure un sujet qui attire, inquiète, irrite ou fascine leur lectorat.

Il existe, dans une partie du commentaire français, une tentation tenace : parler du Maroc comme d'un ancien espace familial dont Paris détiendrait encore les codes, les failles et presque le mode d'emploi. Cette posture s'entend dans certaines formulations condescendantes, dans l'usage paresseux de catégories exotiques, dans l'incapacité à penser une puissance régionale qui négocie, choisit ses partenaires, défend ses intérêts et ne demande plus à être validée.

Les relations franco-marocaines ont longtemps été structurées par des réseaux politiques, économiques et médiatiques d'une proximité assumée ; leur affaiblissement a aussi rendu le regard plus nerveux, parfois plus soupçonneux.



À ces messieurs, il faut donc répondre calmement : continuez à enquêter. C'est votre métier. Mais enquêtez aussi sur vos angles morts. Comparez ce qui est comparable. Écoutez les voix marocaines hors de vos réseaux habituels. Ne confondez pas exigence démocratique et nostalgie de tutelle. Et ne prenez pas l'esprit critique marocain pour une procuration vous autorisant à mépriser le Maroc.

Oui, on s'y attend. Oui, nous avons l'habitude de certaines mauvaises fois. Mais nous sommes vaccinés : non contre la critique, heureusement, mais contre le mépris emballé en expertise. Et cette immunité-là est peut-être le signe le plus discret d'un pays qui a grandi.

PROCÈS EN DÉCONNEXION : QUAND L'OPINION PUBLIQUE DEVIENT PROCUREUR

Billet

La déconnexion n'est pas seulement une faute de communication. C'est une faute politique.

Le procès est déjà ouvert. Pas dans une salle d'audience, mais dans les cafés, les réseaux sociaux, les familles, les entreprises, les quartiers populaires, les campagnes et les villes. Sur le banc des accusés : les hommes et femmes politiques. Le chef d'accusation est simple, brutal, presque impossible à plaider : déconnexion.

Les avocats de la défense existent encore. Ils invoquent les contraintes budgétaires, les crises internationales, la sécheresse, l'inflation, les héritages lourds, les réformes longues à produire leurs effets. Tout cela est parfois vrai. Mais le problème est ailleurs : une partie de l'opinion publique n'écoute plus. Elle ne croit plus les plaidoiries trop bien rédigées, les bilans trop lisses, les promesses trop recyclées.

Dans ce procès silencieux, l'opinion publique s'est transformée en procureur à charge. Elle ne demande plus seulement ce qui a été annoncé. Elle demande ce qui a changé dans la vie réelle. Le prix du panier, l'accès aux soins, l'école des enfants, l'emploi des jeunes, la dignité des retraités, la confiance dans l'administration, la justice sociale. Voilà les vraies pièces du dossier.



par **Adnane Benchakroun**

Les élus peuvent encore parler de stratégies, de visions et d'indicateurs. Les citoyens, eux, regardent leur quotidien. Et c'est souvent là que le décalage devient accusation.

En septembre deux mille vingt-six, les électeurs ne seront pas de simples spectateurs. Ils seront les juges. Leur verdict ne tombera pas dans les studios de télévision, mais dans l'isoir. Il pourra être sévère, nuancé, inattendu. Mais il dira une chose essentielle : en politique, on peut gagner un débat, occuper l'espace médiatique, maîtriser les éléments de langage... et perdre le lien avec le pays réel.

La déconnexion n'est pas seulement une faute de communication. C'est une faute politique.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE PHARMACIE, MAIS ELLE SOIGNE L'OVERDOSE D'ACTUALITÉS.

Trop, trop vite, trop anxiogène...
Mettez vos infos sous surveillance médicale.

WWW.LODJ.MA

WAR GAME : ET SI POUTINE FRANCHISSAIT LE SEUIL NUCLÉAIRE ?

Room

Depuis le début de la guerre, la menace nucléaire accompagne presque chaque phase majeure de l'escalade. À chaque revers militaire russe, la même interrogation ressurgit : Vladimir Poutine pourrait-il décider d'utiliser l'arme nucléaire ?

Les frappes ukrainiennes des derniers jours, qui ont atteint des infrastructures stratégiques situées à plusieurs milliers de kilomètres du front, ravivent cette question. Pour la première fois depuis longtemps, une partie du territoire russe n'apparaît plus comme totalement hors de portée. L'effet psychologique est considérable. Mais suffit-il à modifier les calculs du Kremlin ?

Dans un exercice de "war game", plusieurs paramètres doivent être pris en compte.

Le premier est politique. La doctrine nucléaire russe prévoit l'emploi de l'arme atomique dans des circonstances extrêmes, notamment si l'existence même de l'État est menacée. Or, aussi spectaculaires soient-elles, les frappes ukrainiennes contre des raffineries ou des infrastructures énergétiques ne correspondent pas nécessairement à ce seuil. Elles affaiblissent l'économie de guerre, elles portent atteinte au prestige du pouvoir, mais elles ne remettent pas en cause, à ce stade, la survie de la Fédération de Russie.

Le deuxième paramètre est diplomatique. Une utilisation de l'arme nucléaire isolerait probablement Moscou bien au-delà du camp occidental. Des partenaires qui ont jusqu'ici maintenu des relations avec la Russie seraient confrontés à un choix difficile. Le coût diplomatique serait immense, sans garantie de procurer un avantage stratégique durable.

Le troisième paramètre est militaire. L'emploi d'une arme nucléaire dite « tactique » ne mettrait pas fin au conflit par lui-même. Il ouvrirait au contraire une séquence dont personne ne maîtrise réellement les conséquences. Les réactions des États-Unis, des alliés européens et de l'OTAN dépendraient du contexte, de la cible visée et de l'ampleur de l'attaque. Cette incertitude constitue précisément le cœur de la dissuasion : chaque acteur sait qu'une telle décision pourrait entraîner une escalade impossible à contrôler.



Par **Adnane Benchakroun**

Enfin, il existe un paramètre souvent sous-estimé : la logique de la puissance. Depuis plus de soixante-dix ans, les États dotés de l'arme nucléaire considèrent celle-ci comme un instrument de dissuasion autant que de combat. Rompre ce tabou aurait une portée historique et modifierait profondément les règles de sécurité internationales.

C'est pourquoi de nombreux stratèges estiment que la menace nucléaire reste d'abord un outil politique. Elle sert à influencer les calculs de l'adversaire, à peser sur les opinions publiques et à rappeler qu'une puissance nucléaire conserve des capacités d'escalade exceptionnelles, sans pour autant signifier qu'elle s'apprête à les employer.

Le véritable enseignement des frappes ukrainiennes n'est donc peut-être pas l'approche d'un scénario nucléaire, mais l'entrée dans une nouvelle phase de la guerre conventionnelle. Les drones longue portée, la guerre électronique et les frappes contre les infrastructures critiques redessinent progressivement les équilibres stratégiques.

Le paradoxe est là : plus la guerre devient technologique, plus la bombe nucléaire retrouve sa fonction originelle. Non pas celle d'une arme destinée à être utilisée, mais celle d'une limite que tous les acteurs savent lourde de conséquences s'ils choisissaient de la franchir.

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE MONTRE,

mais elle vous donne
le bon tempo **de l'actualité.**



NI TROP TÔT, NI TROP TARD :
AU MOMENT JUSTE, AVEC LA BONNE LECTURE.

WWW.LODJ.MA

LA SUÈDE OU LE PAYS OÙ LA CONFIANCE EST DEVENUE UNE INDUSTRIE

La Suède est souvent présentée comme une carte postale du développement réussi : des villes propres, une société numérisée, des entreprises mondialement connues, une forte protection sociale et une culture écologique profondément ancrée. Mais réduire sa réussite à quelques symboles — IKEA, Spotify, Volvo ou les bacs de recyclage — reviendrait à confondre les résultats avec leurs causes.

Le “miracle” suédois n’existe pas : voici la méthode qui change tout

La véritable singularité suédoise se trouve ailleurs : dans sa capacité à transformer la confiance collective en institutions efficaces, puis ces institutions en avantage économique, technologique et géopolitique.

La Suède n’est pas devenue innovante par décret. Elle a construit, sur plusieurs décennies, un écosystème où l’école, la recherche, l’entreprise, l’administration et le citoyen travaillent dans une relative continuité. Cette cohérence explique pourquoi le pays se classait encore au deuxième rang mondial de l’indice mondial de l’innovation en 2025, derrière la Suisse et devant les États-Unis.

Cette performance ne repose pas seulement sur quelques grandes sociétés. Ericsson a accompagné plusieurs générations de télécommunications. IKEA a transformé le meuble en produit mondial standardisé. Spotify a bouleversé les usages de la musique. Mojang, créateur de Minecraft, a démontré la puissance exportatrice des industries culturelles numériques. La Suède a ainsi réussi à faire émerger des marques capables de vendre non seulement des produits, mais aussi une certaine vision du quotidien : fonctionnalité, simplicité, design et accessibilité.

Mais l’innovation suédoise n’est pas une aventure solitaire. Elle repose sur une société qui accepte d’investir dans la durée, de financer la recherche et de donner aux citoyens les moyens de s’adapter. Le pays dispose d’infrastructures numériques solides et d’une population affichant des niveaux élevés de compétences informatiques de base comme avancées. Cette base humaine permet aux technologies d’être rapidement adoptées, non seulement par les entreprises, mais également dans la vie quotidienne.



Billet

Par **Mohamed Ait Bellahcen**

Innovation, écologie, OTAN : derrière le modèle suédois, une puissance en mutation

L’exemple des paiements est révélateur. En 2025, 91 % des personnes interrogées par la Banque de Suède déclaraient avoir utilisé Swish au cours du mois précédent. Le paiement mobile est devenu un réflexe social, tout comme la carte bancaire. Pourtant, Stockholm redécouvre aujourd’hui les limites d’une société presque entièrement numérisée : dépendance aux réseaux, risques de cyberattaque, exclusion de certaines personnes âgées et vulnérabilité en cas de crise. La banque centrale recommande désormais aux ménages de conserver plusieurs moyens de paiement, y compris une réserve d’espèces.

Ce retour prudent vers le liquide résume assez bien la méthode suédoise : innover rapidement, mais corriger lorsque l’innovation crée une fragilité. La modernité n’y est pas toujours considérée comme un dogme. Elle doit rester compatible avec la résilience collective.

Le même esprit critique doit être appliqué au récit écologique. On lit souvent que la Suède recyclerait 99 % de ses déchets. Cette formule est trompeuse.

Le pays a presque éliminé la mise en décharge, ce qui constitue une réussite réelle, mais une partie importante des déchets est incinérée pour produire de la chaleur et de l'électricité. L'OCDE rappelle même que la Suède n'a pas atteint son objectif de recyclage de 50 % des déchets municipaux en 2020 et risque de rencontrer des difficultés pour atteindre certains objectifs européens plus ambitieux.

Cela ne retire rien à la force du modèle. Le tri, la consigne, la seconde main et la valorisation énergétique sont intégrés aux habitudes quotidiennes. Mais la leçon suédoise n'est pas celle d'une écologie parfaite. Elle est celle d'une politique publique rendue crédible par des infrastructures pratiques, des règles stables et une participation active des citoyens.

Sur le plan géopolitique, une autre idée reçue doit être abandonnée : la Suède n'est plus un pays neutre. Après deux siècles de non-alignement militaire, elle est devenue membre à part entière de l'OTAN le 7 mars 2024, conséquence directe de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et de la dégradation de la sécurité en Europe du Nord.

Cette adhésion marque un tournant historique. Elle montre qu'aucun modèle de prospérité ne peut rester isolé de son environnement stratégique. La paix sociale, l'innovation et la transition écologique nécessitent aussi une sécurité extérieure. Stockholm renforce désormais son appareil de défense et cherche à rapprocher davantage innovation civile, technologies militaires et capacités industrielles.

La Suède n'est donc pas seulement un pays de designers, d'ingénieurs et de citoyens disciplinés. Elle est devenue un acteur de la sécurité baltique, situé face à une Russie perçue comme durablement menaçante. Sa géographie lui rappelle que la qualité de vie n'est jamais définitivement acquise.

Le modèle suédois possède également ses zones de tension : intégration parfois difficile de certaines populations immigrées, ségrégation urbaine, criminalité organisée, coût élevé du logement et débats sur la capacité de l'État-providence à préserver ses équilibres. Le succès n'efface pas les fractures. Il donne simplement davantage de ressources pour les traiter.

Et le Maroc dans cette réflexion ?

Le Maroc ne peut évidemment pas importer le modèle suédois comme on achète un meuble en kit. Les histoires, les niveaux de richesse et les structures sociales sont différents. Mais plusieurs leçons sont directement utiles : investir durablement dans l'éducation, relier les universités aux entreprises, faciliter l'expérimentation, construire une administration numérique accessible et transformer l'écologie en pratique quotidienne. Le Royaume dispose d'atouts industriels, énergétiques et géographiques importants. Il lui reste à renforcer la confiance entre citoyens, institutions et entreprises, car aucune stratégie d'innovation ne fonctionne durablement dans un environnement dominé par la complexité administrative, la peur de l'échec ou le doute envers la règle commune.

La Suède rappelle finalement une évidence : le développement ne vient pas d'une invention spectaculaire, mais de milliers de comportements cohérents. Une économie innove lorsque l'école prépare à créer, lorsque l'État facilite sans étouffer, lorsque l'entreprise accepte le risque et lorsque le citoyen comprend que le bien collectif dépend aussi de ses gestes.

Le miracle suédois n'est donc pas un miracle. C'est une méthode. Et toute méthode suppose de la discipline, de la continuité et surtout une confiance qui ne se proclame pas : elle se mérite.

LA SUÈDE
OU LE PAYS OÙ
LA CONFIANCE
EST DEVENUE
UNE INDUSTRIE

INNOVATION
CONFIANCE
DURABILITÉ

LE MODÈLE QUI INSPIRE LE MONDE

IKEA DESIGN INTELLIGENT
ERICSSON CONNECTER LE MONDE
Spotify LA MUSIQUE RÉINVENTÉE
VOLVO SÉCURITÉ ET FIABILITÉ
MINECRAFT CRÉATIVITÉ SANS LIMITES

99% DES DÉCHETS RECYCLÉS

swish SOCIÉTÉ SANS CASH

PAIX & NEUTRALITÉ 200 ANS DE STABILITÉ
ÉDUCATION DÈS LE PLUS JEUNE ÂGE
SOCIÉTÉ DE CONFIANCE UNE FORCE NATIONALE
QUALITÉ DE VIE PARMI LES MEILLEURES

LAMINE YAMAL : UNE IDENTITÉ MULTIPLE, UN CHOIX ASSUMÉ ET UNE POLÉMIQUE INUTILE

Room

Un prénom arabe ne rend pas moins espagnol. Un maillot espagnol n'efface pas davantage une ascendance marocaine. Le cas Lamine Yamal devrait nous apprendre à distinguer la nationalité sportive de l'identité réelle, toujours plus complexe que les frontières tracées sur une feuille de match.

« Je ne connais pas d'Espagnol qui s'appelle Jamel. » En quelques mots, Fouzi Lekjaa a réveillé un débat que l'on croyait épuisé depuis les débuts internationaux de Lamine Yamal avec la Roja, en septembre 2023.

La formule, prononcée dans un entretien accordé à *Onze Mondial*, se voulait probablement ironique. Elle entendait rappeler que derrière le prodige espagnol demeurerait un héritage marocain évident. Mais elle pouvait aussi laisser entendre qu'un prénom arabe serait difficilement compatible avec une identité espagnole.

C'est précisément là que commence le malentendu.

Fouzi Lekjaa a également déclaré que le Maroc avait respecté le choix sportif du joueur et n'avait jamais changé d'attitude envers lui ou sa famille. Il serait donc injuste de réduire tout son propos à une phrase. Il reste que cette phrase a circulé seule, comme circulent désormais toutes les formules susceptibles d'enflammer les réseaux sociaux : rapidement, sans contexte et avec beaucoup plus de passion que de nuance.

Il a choisi une sélection, pas renié une famille

Lamine Yamal vient de fêter ses 19 ans. Il est né en Catalogne, a grandi à Rocafonda, dans la banlieue populaire de Mataró, et a été formé très jeune au FC Barcelone. Avant de rejoindre l'équipe première espagnole, il avait déjà porté les couleurs de l'Espagne dans plusieurs catégories de jeunes. Son choix n'est donc ni mystérieux ni scandaleux. Il correspond au pays de sa naissance, de son école, de ses premiers vestiaires et de sa formation footballistique.

Son père est marocain. Sa mère est originaire de Guinée équatoriale. Ces deux héritages appartiennent à son histoire familiale. Mais aucune origine ne crée une dette sportive.



Par : **Adnane Benchakroun**

Choisir l'Espagne ne signifie pas effacer Larache, le Maroc ou la mémoire de sa grand-mère paternelle. Cela signifie simplement qu'au moment de sélectionner une équipe nationale, le joueur a retenu celle qui correspondait le mieux à son parcours.

La FIFA oblige le footballeur à effectuer un choix. La vie, elle, ne l'oblige pas à supprimer le reste.

La réponse d'une grand-mère : Fátima, la grand-mère paternelle du joueur, avait formulé les choses avec la simplicité de ceux qui parlent moins en juristes qu'en témoins d'une vie familiale : son petit-fils est né et a été éduqué en Espagne, et son père ne lui a imposé aucune décision.

Certains y ont vu un rejet du Maroc. Ce serait une lecture aussi excessive que celle consistant à considérer Yamal comme exclusivement marocain en raison de son patronyme.

Fátima elle-même est arrivée du Maroc en Espagne et a construit sa vie dans le quartier de Rocafonda. Son histoire raconte moins une rupture qu'une continuité : partir, travailler, élever ses enfants, conserver des liens avec le pays d'origine et voir la génération suivante devenir pleinement espagnole sans devoir effacer la précédente.

Voilà ce qu'est une diaspora. Non pas une population suspendue entre deux pays, condamnée à choisir éternellement son camp, mais un espace humain où les appartenances se superposent.

Le prénom de Lamine Yamal n'est pas une curiosité extérieure à l'Espagne contemporaine. Le pays comptait, au début de 2026, plus de dix millions d'habitants nés à l'étranger. Plus d'un million de résidents recensés en 2025 étaient nés au Maroc.

En 2025, les Marocains ont constitué le premier groupe d'origine parmi les nouveaux citoyens espagnols naturalisés.

Il existe donc des Espagnols qui s'appellent Yamal, Mohamed, Fátima ou Mounir, de la même manière qu'il existe des Marocains portant des prénoms et des patronymes venus d'autres horizons. Une nation moderne ne se reconnaît pas seulement à la sonorité des noms. Elle se construit également par la citoyenneté, le partage d'une vie collective et l'adhésion à un destin commun.

La réussite de Lamine Yamal ne devrait pas être vécue comme une défaite marocaine.

Elle raconte aussi le courage d'une famille issue de l'émigration, la résistance d'un quartier populaire et la capacité d'un enfant aux racines marocaines et équato-guinéennes à devenir une figure majeure du football mondial.



Le Maroc peut être fier de cette part de son histoire sans revendiquer le joueur comme un bien national. Il peut souhaiter sa réussite sans lui demander de justifier à nouveau une décision prise depuis plusieurs années.

Notre pays bénéficie lui-même du choix de nombreux joueurs nés et formés à l'étranger. Nous célébrons à juste titre ceux qui portent le maillot des Lions de l'Atlas. La cohérence exige que nous respectons tout autant ceux qui prennent une autre direction.

À quatre ans du Mondial 2030 organisé conjointement par le Maroc, l'Espagne et le Portugal, Lamine Yamal pourrait même devenir le symbole d'une relation plus mature entre les deux rives.

Il est espagnol sans être coupé de ses racines marocaines. Il porte la Roja sans que son histoire familiale change de couleur. Il n'a pas choisi entre ses identités. Il a choisi une équipe nationale.

La différence est immense. Et la polémique, finalement, bien inutile.

ET SI LA PROCHAINE RICHESSE DU MAROC N'ÉTAIT NI LE PÉTROLE NI LE GAZ... MAIS LE QUARTZ ?

Pendant des décennies, le Maroc a nourri l'espoir de découvrir d'importants gisements de pétrole ou de gaz capables de transformer son économie.

Des campagnes d'exploration ont été menées à terre comme en offshore, suscitant régulièrement des attentes avant d'être tempérées par des résultats souvent modestes. Cette quête énergétique reste légitime, mais elle soulève aujourd'hui une autre question, plus audacieuse : et si nous cherchions autre chose ?

L'économie mondiale est en train de changer de boussole. Les matières premières qui feront la puissance des nations au XXI^e siècle ne sont plus seulement les hydrocarbures. Elles sont désormais les fondations invisibles de la révolution numérique, de l'intelligence artificielle, des véhicules électriques, des satellites et des centres de données. Parmi elles figure un matériau d'apparence banale : le quartz.

Le paradoxe est saisissant. Le quartz est l'un des minéraux les plus abondants de la croûte terrestre. On le retrouve dans le sable et nous avons beaucoup de sable au Maroc, les roches et de nombreux massifs montagneux.

Pourtant, une variété exceptionnelle de quartz ultra pur est devenue l'une des ressources les plus stratégiques de l'industrie mondiale des semi-conducteurs. Sans elle, impossible de fabriquer les creusets capables de résister à plus de mille quatre cents degrés pour produire les wafers de silicium qui serviront ensuite à concevoir les puces électroniques présentes dans chaque smartphone, ordinateur, automobile ou système d'intelligence artificielle.

Cette réalité explique pourquoi une petite ville des Appalaches, Spruce Pine, en Caroline du Nord, est devenue un maillon essentiel de l'économie mondiale. Son quartz atteint une pureté proche de 99,999 %, une qualité rarissime issue d'une histoire géologique vieille de près de trois cent quatre-vingts millions d'années. Cette singularité a longtemps placé cette mine en situation de quasi-monopole mondial, au point que les plus grands fabricants de semi-conducteurs dépendent indirectement de ce territoire isolé.



Mais rien n'est jamais figé dans l'économie des ressources. La Chine a récemment annoncé la découverte de gisements de quartz d'une pureté comparable au Tibet et dans le Xinjiang. Washington relance d'anciennes exploitations minières. L'Europe cherche à sécuriser ses approvisionnements. Partout, les grandes puissances redessinent leur stratégie minérale afin de réduire leur dépendance aux fournisseurs étrangers.

Et le Maroc dans tout cela ? Notre pays est souvent présenté comme dépourvu de grandes réserves pétrolières.

Pourtant, il dispose déjà d'un sous-sol riche en phosphates, cobalt, cuivre, manganèse, argent, fluorine et autres minerais industriels. Cette diversité géologique constitue un atout considérable. Elle invite surtout à poser une question que peu de personnes semblent aujourd'hui se poser : avons-nous réellement exploré le potentiel du Maroc en matière de quartz de très haute pureté et de matériaux critiques destinés aux industries du futur ?

Il ne s'agit évidemment pas d'affirmer que le Royaume abrite un équivalent de Spruce Pine. Aucune donnée scientifique ne permet de le dire aujourd'hui. En revanche, il est légitime de s'interroger sur le niveau de connaissance de notre sous-sol à l'heure où les ressources stratégiques deviennent un enjeu de souveraineté économique. Les progrès de la géologie, de l'imagerie satellitaire, de l'intelligence artificielle et des technologies de prospection ouvrent aujourd'hui des perspectives inédites pour réévaluer des territoires longtemps considérés comme ordinaires.

Cette réflexion dépasse largement le seul cas du quartz. Le véritable enjeu consiste à adapter notre politique minière aux besoins de l'économie de demain. Les chaînes de valeur des batteries, des semi-conducteurs, des énergies renouvelables, des data centers ou encore des infrastructures numériques nécessitent des dizaines de matériaux critiques dont la demande explose à l'échelle mondiale. Les pays capables d'identifier, d'exploiter et de transformer ces ressources disposeront d'un avantage compétitif majeur.

Le Maroc possède déjà des ambitions industrielles dans l'automobile, l'aéronautique, les batteries électriques, l'hydrogène vert et les technologies numériques. Pour franchir une nouvelle étape, il devra peut-être regarder davantage sous ses pieds que vers l'horizon. Car la prochaine révolution industrielle ne sera pas seulement celle des logiciels ou de l'intelligence artificielle ; elle sera aussi celle des minerais qui rendent ces innovations possibles.

Pendant longtemps, la grande question était de savoir si le Maroc possédait du pétrole. Demain, la question pourrait être tout autre : quelles richesses stratégiques, encore méconnues, dorment sous notre sous-sol et pourraient faire du Royaume un acteur incontournable de l'économie technologique mondiale ? Dans un monde où le sable le plus pur peut valoir plusieurs dizaines de milliers d'euros la tonne, il serait peut-être temps d'élargir notre regard sur ce que signifie réellement le mot « richesse ».



« SANS FRANÇAIS » : LA PHRASE DE RAJOY QUI FRACTURE LE DÉBAT SUR LES BLEUS

es Bleus sont-ils moins français parce qu'ils sont issus de l'immigration ?

La sortie de Mariano Rajoy relance un vieux débat européen sur la nationalité, l'origine et les frontières invisibles de l'appartenance.

À quelques heures d'une demi-finale de Coupe du monde entre la France et l'Espagne, une pointe de chauvinisme aurait été de bonne guerre. Mariano Rajoy pouvait annoncer la victoire espagnole, moquer le jeu français ou rappeler le palmarès de la Roja. L'ancien chef du gouvernement espagnol a choisi un autre terrain. Dans une chronique publiée par El Debate, il a reconnu à la France un effectif de très haut niveau avant d'ajouter : « cela dit, sans Français ».

La formule est courte. Elle n'en est pas moins lourde. D'autant qu'il ne s'agit pas d'un dérapage oral, lâché dans la fièvre d'un stade. La phrase a été écrite, intégrée dans une tribune et publiée. Rajoy ne précise pourtant jamais ce qu'il entend par « Français ». Aucun joueur n'est nommé. Aucun critère n'est exposé. Il laisse simplement au lecteur le soin de regarder les visages, les patronymes ou les origines supposées et de comprendre.

C'est là que commence le problème.

On peut difficilement décréter qu'une personne est, dans toute son identité et pour toujours, « réellement raciste » à partir d'une seule phrase. Le journalisme n'est ni un tribunal des consciences ni une machine à distribuer des certificats moraux. En revanche, on peut qualifier un raisonnement. Et celui-ci retire symboliquement leur nationalité à des citoyens français parce qu'ils ne correspondent manifestement pas à l'image ethnique que l'auteur semble se faire de la France.

La provocation sportive n'efface pas ce contenu. Elle peut même en être le véhicule. Pour faire parler de lui avant France-Espagne, Rajoy a choisi une formule qui reprend l'une des thèses les plus anciennes des nationalismes identitaires : les papiers, la naissance, l'éducation et l'engagement ne suffiraient pas ;



Par : **La Rédaction**

il existerait derrière la citoyenneté officielle une nationalité plus authentique, reconnaissable à l'œil nu.

Pedro Sánchez a immédiatement dénoncé des déclarations xénophobes. Sa réponse mérite d'être retenue au-delà de la querelle entre la droite et la gauche espagnoles : certains, a-t-il expliqué, mesurent encore l'appartenance au nom de famille, au lieu de naissance ou à la couleur de peau ; d'autres la mesurent à l'enracinement et à la volonté de contribuer au pays.

Cette polémique ne tombe pas du ciel. Quelques jours auparavant, la sénatrice paraguayenne Celeste Amarilla avait pris Kylian Mbappé pour cible. Puis Hebe Casado, vice-gouverneure de la province argentine de Mendoza, avait parlé d'une « équipe africaine ». Trois pays, trois responsables politiques et, derrière des mots différents, la même opération : séparer la nationalité juridique de la nationalité considérée comme véritable.

Le football offre un décor idéal à cette bataille. Il concentre les drapeaux, les hymnes et les émotions collectives. Mais il révèle aussi le visage réel des sociétés contemporaines : des histoires familiales mêlées, des migrations anciennes ou récentes et des citoyens qui peuvent porter plusieurs héritages sans vivre leur identité comme une soustraction.

Le Maroc connaît parfaitement cette réalité. Les Lions de l'Atlas ont été renforcés par des joueurs nés ou formés en Europe et en Amérique du Nord, sans que leur attachement au Royaume soit nécessairement moins profond. Le public marocain refuse à juste titre que l'on dise de ces joueurs qu'ils ne seraient pas vraiment marocains en raison de leur lieu de naissance. Il doit, par cohérence, reconnaître aux autres nations le même droit à une citoyenneté qui ne se lit pas sur un visage.

Cela ne signifie pas que toutes les questions identitaires disparaissent derrière un passeport. L'intégration, les discriminations et le sentiment d'appartenance restent des sujets politiques légitimes. Mais on ne peut pas les résoudre en retirant verbalement leur nationalité à des millions de citoyens dès que leur nom ou leur couleur dérange une représentation figée du pays.

Rajoy voulait-il provoquer ? Très probablement. Sa phrase produit-elle un raisonnement xénophobe ? Difficile de le nier. L'un n'exclut pas l'autre.

Une nation n'est ni une couleur de peau, ni une photographie ancienne, ni une généalogie contrôlée à l'entrée du stade. Elle est une communauté politique, imparfaite mais vivante, formée par ceux qui en partagent les droits, les devoirs, les épreuves et parfois les victoires. Les joueurs français n'ont donc pas à prouver qu'ils sont français. Ceux qui leur refusent cette qualité doivent plutôt expliquer à quel titre ils prétendent décider à leur place.



LE PARLEMENT BAISSE LE RIDEAU : AVANT DE COMPTER LES SIÈGES, QUI COMPTERA LE TRAVAIL ACCOMPLI ?

Room

La XI^e législature achève sa dernière session ordinaire dans un rush législatif. Le 23 septembre, les Marocains éliront leurs députés. Mais avec quel bilan précis pour juger les sortants ?

Ce lundi 13 juillet, le Parlement marocain baisse le rideau sur sa session de printemps. À la Chambre des représentants, la journée a été organisée comme un dernier marathon : questions orales, séance législative, puis clôture officielle. Quelques heures pour terminer des dossiers, adopter des textes encore en attente et refermer la dernière session ordinaire de la législature 2021-2026.

La scène pourrait sembler purement institutionnelle. Elle est pourtant hautement politique.

Car, derrière les lois examinées en urgence, une autre horloge tourne déjà : celle des élections législatives fixées au mercredi 23 septembre. La campagne débutera le 10 septembre. Dans moins de deux mois, les députés ne chercheront plus seulement des majorités dans l'hémicycle, mais des voix dans les circonscriptions.

Le rythme s'était déjà accéléré le 6 juillet. La Chambre avait notamment adopté deux projets majeurs : l'un relatif au système statistique national, l'autre au Haut-Commissariat au Plan. Ces réformes sont loin d'être anecdotiques. Elles touchent à la manière dont le Maroc produit ses chiffres, évalue ses politiques publiques et éclaire ses décisions. Le futur dispositif doit notamment inclure un Conseil national de l'information statistique, tandis que le HCP verrait son autonomie et ses missions élargies.

La loi de règlement pour l'année budgétaire 2024 a également été adoptée à la majorité. Là encore, le sujet mérite davantage que quelques minutes de vote. Une loi de règlement ne devrait pas être une simple cérémonie comptable : elle doit permettre de comparer les crédits autorisés aux dépenses réellement engagées, les promesses aux résultats et les politiques annoncées à leur exécution.



Par : **La Rédaction**

Le problème n'est donc pas que le Parlement vote beaucoup. C'est même sa fonction. La question est de savoir pourquoi tant de textes se retrouvent concentrés dans les derniers jours, lorsque l'espace du débat rétrécit et que l'attention politique se déplace vers les investitures.

Il serait toutefois trop facile d'accuser uniquement les députés. L'embouteillage législatif dépend aussi du moment où le gouvernement dépose ses projets, du temps nécessaire aux consultations, du travail effectué dans les commissions et de la navette entre les deux Chambres. Un vote rapide en séance plénière ne signifie pas toujours que le texte n'a jamais été discuté. Mais l'accélération finale nourrit inévitablement le soupçon d'une législation produite sous la pression du calendrier.

Le vrai sujet de cette fin de mandat se trouve peut-être ailleurs : où est le bulletin de notes de la XI^e législature ?

Avant de retourner aux urnes, le citoyen devrait pouvoir connaître, dans un format clair, le nombre de textes adoptés, les propositions réellement venues des parlementaires, les amendements acceptés, les questions adressées au gouvernement, les missions d'évaluation menées, les dossiers abandonnés et la participation effective de chaque groupe. Non pour réduire la démocratie à un classement simpliste, mais pour donner un contenu concret à la reddition des comptes.

Les partis publieront certainement leurs bilans. La majorité mettra en avant les réformes votées. L'opposition soulignera les retards, les insuffisances et les engagements non tenus. Chacun construira son récit. Le rôle des institutions et des médias consiste précisément à permettre au public de distinguer les faits des éléments de campagne.

Les élections du 23 septembre renouvelleront les 395 sièges de la Chambre des représentants. Puis, conformément au calendrier constitutionnel, la première session de la XII^e législature commencera le vendredi 9 octobre. De nouveaux élus s'installeront, d'autres retrouveront leurs bancs et certains les quitteront.

Mais une nouvelle législature ne devrait jamais commencer par une amnésie.

Les lois inachevées, les rapports non suivis, les engagements en suspens et les politiques insuffisamment évaluées ne disparaissent pas avec la clôture d'une session. Ils constituent l'héritage institutionnel transmis à la Chambre suivante.

Ce lundi, le Parlement termine donc son travail dans l'urgence. Dès demain, la politique reprendra ses réflexes de campagne. On parlera de candidatures, d'alliances, de circonscriptions et de sièges gagnables.

Avant de compter les sièges, il resterait pourtant une dernière opération démocratique à accomplir : compter honnêtement le travail réalisé.



POURQUOI LE FOOTBALL ATTIRE-T-IL DE PLUS EN PLUS LES MAROCAINES ?

Il suffit désormais d'observer un café pendant un match des Lions de l'Atlas, une place publique équipée d'un écran géant ou les tribunes d'un stade marocain. Les femmes ne sont plus seulement présentes. Elles commentent, contestent les choix tactiques, connaissent les joueurs, filment les célébrations et défendent leurs analyses avec la même assurance que les hommes.

Le football est devenu une affaire nationale

La question n'est pourtant pas aussi simple qu'elle en a l'air. Les Marocaines se sont-elles soudainement découvert une passion pour le football ? Ou sont-elles devenues plus visibles dans un univers qu'elles fréquentaient déjà, mais où leur parole était rarement considérée comme légitime ?

Le premier accélérateur est évidemment sportif. Depuis l'épopée des Lions de l'Atlas au Qatar en 2022, le football marocain n'est plus seulement un championnat, une rivalité entre clubs ou un loisir du week-end. Il est devenu l'un des grands récits collectifs du pays.

Le parcours du Maroc jusqu'aux quarts de finale du Mondial 2026, conclu par une défaite contre la France le 9 juillet, a confirmé que cette mobilisation ne relevait pas d'un souvenir passager. Lorsqu'une sélection devient un symbole national, elle élargit naturellement son public. Le match entre alors dans les familles, les conversations professionnelles, les groupes de messagerie et les réunions entre amis.

Cette ferveur ne se transmet plus seulement de père en fils. Elle circule entre frères et sœurs, couples, collègues, mères et enfants. Le football est progressivement devenu une expérience familiale.

La transformation la plus profonde vient peut-être du football féminin lui-même.

Finalistes de la Coupe d'Afrique des nations en 2022, les Lionnes de l'Atlas ont ensuite été la première équipe arabe à disputer une Coupe du monde féminine. En 2023, elles ont atteint les huitièmes de finale dès leur première participation. En 2025, elles ont encore joué une finale continentale, perdue 3-2 face au Nigeria.

Ces performances ont modifié l'imaginaire sportif. Une adolescente marocaine ne regarde plus uniquement Achraf Hakimi ou Yassine Bounou. Elle peut également s'identifier à Ghizlane Chebbak, Khadija Er-Rmichi ou aux nouvelles générations de joueuses.

Room



Par **Adnane Benchakroun**

La finale africaine de 2022, disputée devant environ 50 000 personnes à Rabat, avait d'ailleurs démontré que le football féminin était capable de provoquer une véritable ferveur populaire. Ce soir-là, le public n'était pas venu assister à une curiosité sportive. Il était venu soutenir une équipe nationale.

L'autre révolution tient dans la main.

Autrefois, entrer dans la culture du football supposait souvent d'être entouré de passionnés, de regarder régulièrement les matchs ou de fréquenter les cafés et les stades. Aujourd'hui, quelques minutes sur TikTok, Instagram ou YouTube suffisent pour retrouver un résumé, comprendre une action, écouter une analyse ou suivre la vie d'une joueuse.

Cette accessibilité a affaibli le monopole des anciens gardiens du temple. Une femme n'a plus besoin d'un frère ou d'un ami pour lui expliquer les règles. Elle peut construire seule sa culture sportive, choisir ses sources et publier sa propre analyse.

Le numérique n'a donc pas seulement diffusé le football. Il a redistribué la parole.

Tout n'est pas gagné pour autant. Les supportrices racontent encore régulièrement qu'elles doivent prouver leurs connaissances. Une erreur commise par un homme sera considérée comme une mauvaise analyse ; la même erreur commise par une femme pourra être utilisée pour remettre en cause sa présence dans tout le débat.

À cela s'ajoutent les remarques sexistes en ligne, les problèmes de transport après les rencontres nocturnes, le confort variable des stades ou le sentiment d'insécurité dans certains environnements très masculins.

La visibilité augmente donc plus vite que l'égalité réelle. Et il ne faudrait pas réduire les femmes à un marché

Les marques et les clubs ont compris que les supportrices représentent un public stratégique. Produits dérivés, campagnes numériques et offres familiales se multiplient. Mais une erreur serait de considérer les femmes uniquement comme une nouvelle catégorie de consommatrices.



Le véritable enjeu est plus large : développer la pratique des filles, consolider les clubs féminins, former des entraîneuses, des arbitres et des journalistes, puis ouvrir davantage les instances de décision.

Avec la CAN féminine 2026 et les Coupes du monde féminines U17 organisées au Maroc jusqu'en 2029, le Royaume dispose d'une occasion rare. Il peut transformer une ferveur visible en héritage sportif durable.

Le football attire davantage les Marocaines parce qu'il est devenu plus accessible, plus national et mieux incarné. Mais aussi parce qu'elles ne demandent plus que leur passion soit validée par quelqu'un d'autre.

Le prochain progrès ne consistera donc pas simplement à voir davantage de femmes dans les tribunes. Il faudra aussi les retrouver sur les terrains, dans les rédactions, sur les bancs, dans les directions des clubs et autour des tables où se décide l'avenir du football marocain.

GÉNÉRATION Z DE L'ISTIQLAL : L'AUTONOMISATION COMME NOUVEAU MOT D'ORDRE

La Génération Z du Parti de l'Istiqlal ne veut plus être considérée comme une simple réserve de militants, mobilisée à l'approche des élections puis reléguée à l'arrière-plan une fois les urnes refermées. À travers la nouvelle feuille de route adoptée par la Jeunesse Istiqlalienne lors de son quatorzième Congrès national, elle revendique désormais une place pleine et entière dans la vie politique, économique et sociale du pays.

Le mot choisi pour résumer cette ambition n'est pas anodin : l'autonomisation.

Le slogan du Congrès, « L'autonomisation maintenant... pour un nouveau contrat social », marque une évolution importante. Il ne s'agit plus seulement de réclamer des droits pour les jeunes, mais de leur donner les compétences, les ressources, les responsabilités et les espaces de décision leur permettant d'agir réellement.

Cette orientation est le résultat d'un processus de consultations régionales, provinciales, numériques et de terrain, ayant notamment conduit à l'élaboration du Pacte du 11 janvier pour la jeunesse. Près de quinze mille jeunes auraient participé à cette démarche, appelée à devenir la plateforme politique et revendicative de l'organisation.

Une génération attachée aux fondamentaux historiques

La nouvelle génération istiqalienne ne revendique pas une rupture avec l'identité du parti. Elle tente plutôt d'en actualiser les fondamentaux.

Le premier de ces fondamentaux reste la souveraineté nationale. La défense de l'intégrité territoriale du Royaume et le soutien à l'initiative marocaine d'autonomie au Sahara occupent une place centrale dans la déclaration politique adoptée par le Congrès. Pour la Jeunesse Istiqlalienne, la cause nationale doit continuer à structurer l'engagement politique des nouvelles générations.

Le soutien à la cause palestinienne constitue un autre marqueur historique. L'organisation réaffirme son attachement à la création d'un État palestinien indépendant avec Al-Qods-Est comme capitale, tout en rappelant le rôle du Maroc et du Comité Al-Qods.



Par : **La rédaction**

Ces positions illustrent une continuité idéologique avec l'histoire du Parti de l'Istiqlal, marquée par le patriotisme, la défense de la souveraineté et la solidarité avec les peuples en lutte pour leurs droits.

La référence à Ssi Allal El Fassi demeure également présente. Mais elle est reformulée dans un langage adapté aux attentes contemporaines. La formation du citoyen ne signifie plus seulement l'éducation politique ou morale. Elle renvoie désormais à la capacité d'entreprendre, de trouver un emploi, d'accéder à la décision publique et de contribuer concrètement au développement du pays.

L'emploi, première urgence générationnelle

Derrière les références historiques et idéologiques, les priorités de la Génération Z istiqalienne sont d'abord sociales et économiques.

L'emploi apparaît comme le principal sujet de préoccupation. Les jeunes ne demandent plus uniquement des dispositifs temporaires ou des programmes ponctuels. Ils réclament une politique nationale intégrée faisant de la création d'emplois durables une priorité publique.

La Jeunesse Istiqlalienne propose notamment de conditionner les aides publiques accordées aux entreprises à des engagements mesurables en matière de recrutement et de formation. L'idée est claire : une entreprise bénéficiant d'argent public devrait contribuer directement à l'emploi et à la montée en compétences des jeunes.

L'organisation réclame également des stages rémunérés, des programmes destinés aux diplômés et aux chômeurs de longue durée, ainsi qu'un renforcement des dispositifs de deuxième chance. Elle insiste aussi sur l'emploi associatif et sur la protection des travailleurs des plateformes numériques.

Ce dernier point montre que la nouvelle génération veut intégrer les transformations du marché du travail. Livreurs, chauffeurs, indépendants et travailleurs des applications numériques ne peuvent plus rester dans une zone grise, sans droits sociaux clairs ni véritable protection juridique.

Une école publique qui mène réellement vers l'autonomie

L'éducation constitue le deuxième pilier de cette feuille de route. La Jeunesse Istiqlalienne défend une école publique gratuite, équitable et de qualité sur l'ensemble du territoire.

Mais son discours ne se limite pas à une défense générale de l'enseignement public. Il insiste sur l'adaptation de la formation aux réalités économiques, aux besoins des régions et aux métiers d'avenir.

La revalorisation de la formation professionnelle occupe ainsi une place importante. La Génération Z istiqalienne semble vouloir dépasser l'ancienne hiérarchie qui valorisait presque exclusivement les diplômes universitaires, au détriment des compétences techniques et professionnelles.

Cette approche traduit une demande de pragmatisme : une formation ne doit pas seulement conduire à un diplôme, mais à une véritable possibilité d'insertion, de mobilité sociale et d'indépendance économique.

Entreprendre, mais sans rente ni privilèges

L'entrepreneuriat est présenté comme un autre instrument d'autonomisation. Les jeunes doivent pouvoir accéder au financement, aux marchés publics et à l'accompagnement nécessaire pour pérenniser leurs projets.

Toutefois, la Jeunesse Istiqlalienne établit un lien direct entre entrepreneuriat et lutte contre la corruption. À ses yeux, il ne peut y avoir d'égalité des chances lorsque certains bénéficient de situations de rente, de monopoles, de conflits d'intérêts ou de privilèges injustifiés.

Cette exigence de probité se retrouve dans la question électorale. L'organisation appelle à des scrutins transparents, à la lutte contre l'argent illicite et à l'exclusion des personnes impliquées dans des affaires de corruption des fonctions représentatives.

Le message est particulièrement fort à l'approche des élections législatives : la jeunesse ne veut pas seulement participer davantage. Elle veut participer dans un système politique plus propre, plus ouvert et plus crédible.

Santé mentale, inclusion et justice territoriale

Autre évolution notable : la santé mentale entre officiellement dans les priorités politiques de la jeunesse istiqalienne. L'organisation demande le développement de mécanismes de soutien psychologique dans les écoles, les universités et les établissements de santé.

Longtemps marginalisée dans le débat public, cette question est devenue centrale pour une génération confrontée au chômage, à la précarité, à la pression sociale et à l'exposition permanente aux réseaux numériques.

La feuille de route insiste également sur l'inclusion des jeunes en situation de handicap, des femmes, des orphelins et des catégories vulnérables.

Elle réclame une accélération de la régionalisation avancée et une meilleure participation des jeunes à la définition des politiques territoriales.

Car la Génération Z marocaine n'est pas une réalité homogène. Les opportunités ne sont pas les mêmes à Rabat, Casablanca, Errachidia, Al Hoceïma ou dans les zones rurales. L'autonomisation passe donc nécessairement par davantage de justice territoriale.

Passer du discours politique au langage numérique

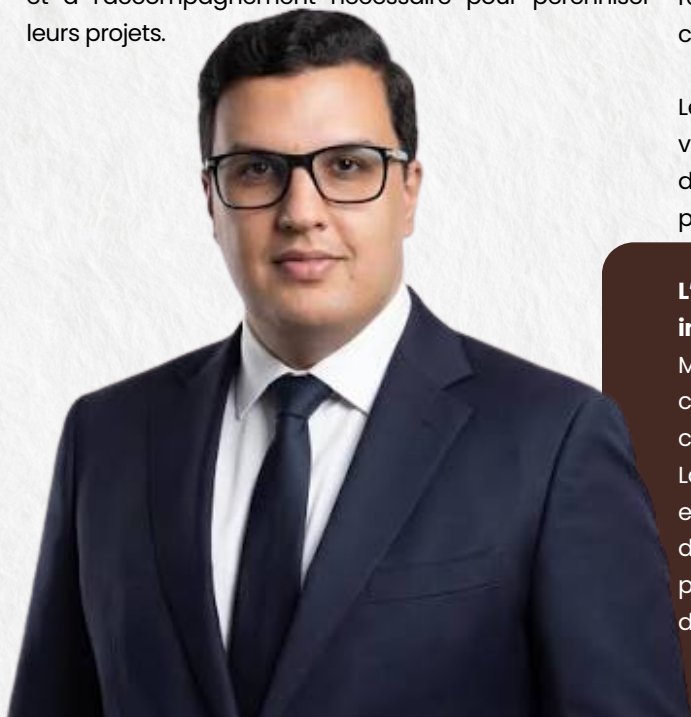
Enfin, la Jeunesse Istiqlalienne reconnaît que la bataille politique se joue désormais aussi sur les plateformes numériques. Elle appelle à un nouveau discours capable de concilier les références idéologiques du parti avec les modes de communication de la Génération Z.

Le défi ne consiste pas uniquement à publier davantage de vidéos courtes ou à occuper les réseaux sociaux. Il s'agit surtout de rendre la parole politique plus directe, plus lisible et plus proche des préoccupations quotidiennes.

L'élection de Mansour Lambarki à la tête de l'organisation incarne ce renouvellement.

Mais le rajeunissement des visages ne suffira pas. La crédibilité de cette nouvelle feuille de route dépendra de sa traduction concrète en objectifs, en échéances et en indicateurs vérifiables.

La Génération Z istiqalienne semble avoir formulé son message : elle reste attachée à l'histoire, aux valeurs nationales et à l'identité du parti, mais elle demande désormais des résultats. Elle ne veut plus seulement être l'avenir de l'Istiqlal. Elle veut pouvoir en devenir, dès aujourd'hui, l'un des principaux acteurs.



À QUOI POURRAIT RESSEMBLER LE FUTUR TRAITÉ D'AMITIÉ ENTRE LE MAROC ET LA FRANCE ?

Room

À ce stade, tout doit être formulé au conditionnel. Aucune source officielle marocaine ou française n'a confirmé publiquement la composition complète du comité, le contenu définitif de ses travaux ni même l'architecture arrêtée du futur traité d'amitié. Les éléments disponibles proviendraient d'investigations journalistiques, d'indiscrétions attribuées à plusieurs sources et de recoupements entre différentes publications. Ils permettent de dessiner les contours possibles du dispositif, mais pas encore d'en établir une version officielle et définitive.

Un partenariat qui dépasserait la diplomatie pour devenir une véritable alliance stratégique

Pendant des décennies, les relations entre Rabat et Paris ont souvent reposé sur une proximité historique, culturelle et économique, ponctuée de périodes de fortes convergences mais aussi de tensions parfois profondes. Le réchauffement diplomatique engagé depuis la reconnaissance par la France de la souveraineté du Maroc sur son Sahara semble désormais entrer dans une nouvelle phase : celle de l'institutionnalisation.

La réunion de haut niveau prévue le 16 juillet à Rabat laisse entrevoir l'architecture d'un futur Traité d'amitié Maroc-France dont l'ambition serait bien plus vaste qu'une simple déclaration politique. Derrière les huit grands chapitres évoqués par le quotidien *Le Monde* se dessine en réalité une tentative de redéfinir les relations bilatérales pour les vingt prochaines années.

Une logique comparable aux grands traités européens

La première leçon de ce futur traité est que le futur texte ne ressemblerait pas aux accords de coopération classiques. Il s'apparenterait davantage aux grands traités d'amitié conclus entre certains États européens, avec des mécanismes permanents de concertation, des projets industriels communs et une planification de long terme.

L'objectif affiché est d'ailleurs explicite : faire passer la relation du simple réchauffement diplomatique à un nouveau cadre politique durable et ambitieux.

Autrement dit, sortir définitivement de la gestion des crises pour entrer dans une logique de partenariat stratégique.



Par : La rédaction

L'énergie, probablement le premier pilier du traité est sans doute le plus révélateur ?

Il prévoit le lancement d'un câble électrique sous-marin reliant le Maroc à la France afin d'acheminer de l'électricité verte produite au Maroc vers Marseille, avec un départ envisagé dans la région de Nador. Si ce projet voit effectivement le jour, il dépasserait largement le cadre énergétique. Il ferait du Maroc un fournisseur européen d'énergie décarbonée, renforçant son positionnement comme plateforme énergétique entre l'Afrique et l'Europe.

Pour Paris, cela contribuerait à diversifier ses approvisionnements.

Pour Rabat, cela représenterait une montée en gamme stratégique de son industrie des énergies renouvelables.

Autre évolution majeure : la défense.

On évoque clairement le développement de la base industrielle et technologique de défense marocaine, des implantations industrielles communes et le travail d'un comité franco-marocain de l'armement. Le vocabulaire employé montre que la coopération ne porterait plus uniquement sur la formation ou les échanges militaires. Elle viserait désormais également la production industrielle.

Dans le contexte actuel de réarmement européen, cette orientation n'est pas anodine.

Le Maroc pourrait progressivement devenir une plateforme industrielle de défense tournée vers l'Afrique et certains marchés internationaux.

Futur traité semble vouloir également utiliser la Coupe du monde 2030 comme accélérateur.

La sécurité constitue un axe central :

le renforcement de la coopération entre la DGST marocaine et la DGSI française ;

la préparation commune du dispositif sécuritaire du Mondial ;
le partage de l'expérience acquise lors des Jeux olympiques de Paris 2024.

La Coupe du monde deviendrait ainsi un terrain d'expérimentation pour une coopération sécuritaire beaucoup plus large.

Au-delà des aspects régaliens, plusieurs chapitres concernent directement l'économie de la connaissance.

Le traité prévoit notamment :

une coopération universitaire renforcée ;

davantage de programmes communs entre grandes écoles ;

une mobilité accrue des étudiants et chercheurs ;

des projets conjoints de recherche et d'innovation.



Ces dispositions pourraient répondre aux besoins des deux économies.

La France cherche à conserver son influence académique.

Le Maroc poursuit son ambition de devenir un hub régional de recherche, d'innovation et de formation.

Le volet culturel apparaît également très développé.

Francophonie, audiovisuel, cinéma, industries créatives et même jeu vidéo figurent parmi les priorités. Ce choix mérite d'être souligné. Les industries culturelles représentent aujourd'hui un véritable levier de puissance. Le développement du jeu vidéo ou de la production audiovisuelle commune pourrait ouvrir de nouveaux marchés aux jeunes créateurs marocains tout en renforçant la présence culturelle française.

L'un des sujets de ce futur traité les plus inattendus concerne le nucléaire civil.

Ce futur Traité d'amitié Maroc-France évoquera (Cela reste à confirmer) :

l'étude d'une filière nucléaire marocaine ;

l'intérêt porté aux petits réacteurs modulaires (SMR) ;

la relance d'un dossier déjà évoqué dès 2007.

Même si aucune décision n'est encore prise, cette simple inscription dans l'agenda montre que Rabat réfléchit désormais à l'ensemble de son futur mix énergétique.

Pour un pays dont les besoins électriques devraient fortement augmenter avec l'industrialisation, les centres de données et l'intelligence artificielle, cette réflexion apparaît logique.

La véritable portée du futur traité

Pris séparément, chacun de ces sujets pourrait sembler classique.

Pris ensemble, ils racontent une toute autre histoire.

Énergie, défense, sécurité, enseignement supérieur, recherche, culture, innovation, nucléaire, Mondial 2030...

Le futur traité ne viserait plus seulement à entretenir une relation privilégiée. Il chercherait à construire une véritable interdépendance stratégique entre les deux pays.

Autrement dit, faire en sorte que leurs intérêts convergent durablement.

Reste évidemment une question essentielle.

Un traité n'est jamais une finalité. Sa réussite dépendra de sa traduction concrète. Les futurs annonces devront se transformer en investissements, les intentions en projets industriels, les déclarations politiques en réalisations mesurables.

Le Maroc abordera cette négociation dans une position sensiblement différente de celle d'il y a vingt ans. Sa diversification diplomatique, ses partenariats avec les États-Unis, le Royaume-Uni, plusieurs pays du Golfe, ainsi que son ouverture croissante vers l'Afrique, lui donnent aujourd'hui davantage de marge de manœuvre.

La France, de son côté, cherche à reconstruire une relation de confiance avec un partenaire devenu incontournable en Méditerranée et en Afrique.

Au fond, ce traité pourrait marquer la fin d'une relation héritée de l'histoire pour ouvrir celle d'un partenariat fondé sur les intérêts stratégiques communs. Si les engagements annoncés se concrétisent, le Maroc et la France ne seraient plus seulement deux pays liés par leur passé, mais deux acteurs décidés à bâtir ensemble une partie de leur avenir industriel, énergétique, scientifique et géopolitique. C'est sans doute cette évolution, davantage que le texte lui-même, qui fera la véritable portée du futur traité d'amitié.



**Adnan
Debbarh**



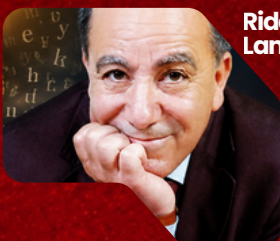
**Aziz
Boucetta**



**Aziz
Daouda**



**Mustapha
SEHIMI**



**Rida
Lamrini**



**Najib
Mikou**



**Bargach
Larbi**



**Mohammed
Yassir Mouline**



**Az-Eddine
Bennani**



**Omar Hasnaoui
Chaoui**



**Naïm
Kamal**



**Yasser
Derkouli**



**Ali
Bouallou**



**Anissa Mekouar
Senhadji**



Hassan
Bennani



Tarik
Amiar



Saïd
Temsamani



Fawzia Talout
Meknassi.



Abdelghani
el arrasse



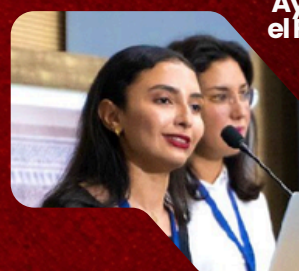
Abdelaziz
Koukas



فتحي
د. خالد



Abdeslam
Seddiki



Aya
el Faria



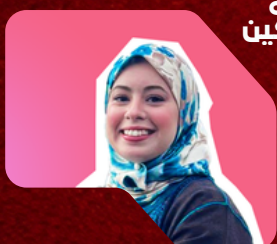
Adnane
Benchakroun



Mohamed
ait bellahcen



Saâd
FAOUZI



عائشة
بوسكين



Mamoune
acharki

الانتخابات الرئاسية الفرنسية 2027 : دوامة التطرف

قبل أقل من عام على الانتخابات الرئاسية الفرنسية، يبدو المشهد السياسي وكأنه مرآة مكسورة.

التيار الوسطي، الذي كان يهيمن على الحياة السياسية قبل سنوات قليلة، يبدو اليوم منهكًا. أما الأحزاب التقليدية، فتجد صعوبة في استعادة أنفاسها. وفي المقابل، تزدهر القوى الموجودة على طرفي المشهد السياسي فوق أرضية خصب من الغضب والشعور بالتراجع وفقدان الثقة.

وهذه الظاهرة ليست حكرًا على فرنسا. فمن الولايات المتحدة إلى ألمانيا، ومن إيطاليا إلى هولندا، أصبحت الاستقطابات الحادة القاعدة الجديدة في الديمقراطيات الغربية. وفرنسا ليست استثناءً، بل قد تتحول إلى أحد أكثر المختبرات السياسية مراقبة في العالم. فاستطلاعات الرأي تضع القوى الأكثر راديكالية عند مستويات غير مسبقة منذ قيام الجمهورية الخامسة، بينما تتكاثر الترشيحات استعدادًا للانتخابات 2027.

لكن، هل يجب على الناخبين الاختيار بين تطرفين؟ ربما هنا يكمن الفخ الحقيقي.

فالتاريخ يعلمنا درسًا أقل حزبية مما نتصور: ليست التيارات المتطرفة وحدها ما يضعف الدول، بل أيضًا اختفاء التوازنات والرقابة، والمبالغة في شخصنة السلطة، والافتقار بأن الخصم السياسي أصبح عدوًا يجب إقصاؤه بدل منافس يجب إقناعه.

في اليمين كما في اليسار، تتشابه أحيانًا أكثر الخطابات تطرفًا في إغراء واحد : تقديم حلول بسيطة لمشكلات أصبحت شديدة التعقيد. الهجرة، الدين العمومي، القدرة الشرائية، الأمن، التحول البيئي، السيادة الصناعية... كلها ملفات تتطلب توازنات مؤلمة. لكن الحملات الانتخابية غالبًا ما تختزل هذه التوازنات في شعارات.

اليمين المتطرف يعد بمزيد من السلطة، ومزيد من الحدود، ومزيد من الحماية الوطنية، أما اليسار المتطرف، فيعد بمزيد من إعادة توزيع الثروة، ومزيد من تدخل الدولة، وقطيعة مع القواعد الاقتصادية الحالية. كلاهما يقترح القطيعة، وكلاهما يجذب جزءًا متزايدًا من الفرنسيين، وكلاهما يزدهر فوق الإحساس نفسه: أن النظام الحالي لم يعد يستجيب لتطلعات الناس.

لكن الحكم مسألة مختلفة تمامًا.

فالاقتصاد العالمي لا يخضع للوعود الانتخابية، والأسواق المالية لا تصوت، والمستثمرون لا يقرؤون البرامج الانتخابية، والشركاء الأوروبيون لا يهتمون في اليوم التالي للانتخابات، والحقائق المالية لا تمحى بخطاب انتخابي.

لذلك، فالسؤال ليس ما إذا كانت الفكرة يمينية أم يسارية. السؤال الحقيقي هو :

بقلم :
عدنان بنشقرون

هل هذه الفكرة قابلة للتطبيق؟ هل يمكن تمويلها؟ هل تنسجم مع المؤسسات الديمقراطية؟ وهل ستعزز التماسك الوطني بشكل مستدام؟

ويُظهر التاريخ الحديث أن المجتمعات الأكثر انقسامًا تحتاج غالبًا إلى سنوات طويلة لاستعادة مناخ الثقة. فالاستقطاب يترك جروحًا عميقة، حتى عندما تسمح التداولات الديمقراطية لاحقًا بتصحيح التجاوزات. فالجراح السياسية تلتئم ببطء أكبر بكثير من الحملات الانتخابية.

ومع ذلك، تمتلك فرنسا ميزة كبيرة: مؤسسات قوية، وإدارة ذات خبرة، ومجلسًا دستوريًا مستقلًا، وصحافة تعددية، ومجتمعًا مدنيًا نشطًا. هذه الضمانات تمثل على الأرجح أفضل حماية ضد أي انحراف، مهما كانت الأغلبية التي ستفرزها صناديق الاقتراع.

لذلك، فإن انتخابات 2027 لن تكون مجرد اختيار بين مرشحين. بل ستكون اختبارًا للنضج الديمقراطي.

هل سينجذب الناخبون إلى الإغراءات الراديكالية، أم سيفضلون النفس الطويل للإصلاحات؟ هل سيصوتون للغضب أم للمشروع؟ هل سيبحثون عن الانتقام أم عن إعادة البناء؟

فالديمقراطيات نادرًا ما تموت بسبب انتخابات واحدة. إنها تضعف أكثر عندما يتوقف النقاش العمومي عن كونه تبادلًا للأفكار، ويتحول إلى حرب بين معسكرات.

فرنسا تستحق أفضل من هذا الصراع الدائم بين خوفين: خوف التراجع الاجتماعي، وخوف التآخر.

لأن الأمم لا تتعافى بسهولة من انقساماتها.

والتيارات المتطرفة، مهما كان نوعها، غالبًا ما تتقن كشف الجروح... لكنها أقل قدرة بكثير على مداواتها

كوكاس: الأثر بوصفه ذاكرة للمادة

بقلم: عبد العزيز
كوكاس

ليس التشكيل، في جوهره، محاكاةً للعالم ولا استنساخاً لمرئياته، بقدر ما هو محاولة للإنصات إلى ما يتراجع خلف الصورة حين تظن العين أنها أمسكت بها. فالصورة، في العمل الفني الكبير، لا تكشف الحقيقة كما هي، إنها تترك منها أثراً، شذرةً أو بقايا حضورٍ لا يكتمل إلا داخل المادة. ومن هنا تتجاوز اللوحة السطح الذي يعيد ترتيب المرئي، وتتحوّل إلى مكان تنبعث فيه الأشياء من صمتها، كما لو أن الوجود يولد مرةً في العالم، ثم يولد ثانيةً في اللون، وفي الملمس، وفي كثافة الأثر.

في هذا الأفق تتحرك تجربة التشكيلي يوسف سعدون، تجربة تنقّب في هشاشة الصورة، وتضع سلطة المرئي موضع مساءلة. بحيث تصبح المادة التشكيلية كياناً حيّاً يحمل ذاكرته الخاصة. اللون ليس كساءً للسطح، إنه طبقةٌ من الزمن، والملمس ليس حيلةً بصرية، وإنما سجلٌ خفيّ لعبور التجربة الإنسانية، وكل تراكمٍ لوني هو، في جوهره، تراكمٌ للوجود نفسه.

لا يبدو الانتقال في تجربة الفنان المغربي يوسف سعدون من زرقة التأمل إلى حضور الجسد انتقالاً بين مرحلتين تشكيليتين، ولكنه انتقال من أفق بصري إلى أفق وجودي أكثر عمقاً.. لقد تغيرت العتبة البصرية، لكن الهاجس ظل واحداً.

لقد عرف يوسف سعدون، في مرحلة سابقة، كيف يجعل الأزرق فضاءً للتأمل الروحي، حيث كانت اللوحة تنزع إلى الإنصات لصمت الكون واتساعه. كان الأزرق زمناً داخلياً تتوارى فيه الأشياء داخل ضوءٍ هادئ، وكانت اللوحة أشبه بنافذة مفتوحة على الذاكرة والروح. أما في هذه التشكيلة من اللوحات، فإن هذا الصمت نفسه يجد مأواه في الإنسان، باعتباره الكائن الأكثر قابليةً لحمل آثار الزمن. ولهذا فإن حضور الجسد أو الوجه في أعماله يُقرأ بوصفه انتقالاً من تأمل الفضاء إلى تأمل المصير. وإن لم يخف الأزرق وظل امتدادا لتجربته التشكيلية التي ازدادت عمقا وأصالة.

إن البني- الطيني، الإنسان نفسه، يغدو مركز هذا التأمل، يُقدّم لنا الجسد ليكشف المبدع ما تخفيه الذاكرة في طبقاتها الأكثر صمناً. لا يعود الجسد، في هذا الأفق، جسداً بالمعنى التشريحي، كما لا يعود الوجه هويةً أو ملامح قابلةً للتعيين. إنهما يفقدان صفتهم الوصفية ليغدوا أثراً خالصاً، يدل على الزمن الذي عبّر الكائن، وعلى التجارب التي ترسبت فيه، وعلى ذلك التاريخ الصامت الذي تكتبه الندوب الخفية للوجود.

إن ما نراه في هذه الأعمال هو طبقاتٍ من الحضور والغياب تتنازعها الذاكرة والنسيان، وكأن الفنان يعيد الإنسان إلى حالته الأولى.. يغدو الكائن أثراً أكثر منه صورة، ويصبح الزمن الرسام الخفي الذي يواصل عمله فوق سطح اللوحة. لا يرسم يوسف سعدون ما يظهر للعين، بل ما يظل عالماً بعد انمحاء الصورة. كأن اللوحة تنتمي إلى تلك المسافة الغامضة التي يبدأ فيها البصر بالتحوّل إلى ذاكرة، والذاكرة إلى سؤال.

إن المادة التشكيلية في أعماله هنا هي الصورة نفسها. فكل تراكم لوني هو زمن متجسد، وكل خشونة في السطح هي مقاومة للنسيان، وكل طبقة من الصبغة تحمل في داخلها طبقة أخرى من الحياة، كما لو أن اللوحة تُنجز بضربات فرشاة تحمل داخلها ترسب العمر نفسه. لهذا تبدو اللوحات كما لو أنها خارجة من حفريات الذاكرة أكثر مما هي خارجة من محترف الرسم. تستدعي آثار عبور الأشخاص، وما يبقى فيها من ارتجاج حضورهم الذي يشبه رائحة المطر بعد انحباس الغيث. ولعل هذا ما يجعل الصمت هو العنصر الأكثر حضوراً في هذه التجربة. صمت الامتلاء الذي يسبق اللغة ويتجاوزها، حيث تصبح المادة التشكيلية شكلاً آخر من التفكير، وبغدو اللون طريقة لرؤية العالم وشكلا للإقامة داخله.

في هذه التجربة، يعود الملمس اختياراً تقنياً واعياً، فكل تراكم لوني هو طبقة من الزمن، وكل خدش في سطح اللوحة يشبه جرحاً صغيراً في الذاكرة، وكل كثافة في المادة هي محاولة لإنقاذ ما يتآكل في الإنسان تحت وطأة الأيام. إن اللوحة تُبنى فوق الزمن ذاته قبل القماش.. زمن يترسب، يتشقق ويترك آثاره كما يترك البحر ملحه على الصخور.

ولذلك تتأرجح هذه اللوحات بين التجريد والإيحاء، بين ما يُرى وما يُستشعر، تمنح العين ارتياباً جميلاً، لأن الفن، في جوهره، ليس إعادة إنتاج للعالم، بقدر ما هو إعادة اكتشاف غموضه.

لهذا تنتمي لوحات يوسف سعدون إلى شعرية الأثر. تستقبلنا الوجوه في هذه الأعمال وتدعونا إلى الإنصات إليها. وجوه خرجت من عبور الزمن، تحمل على سطوحها ندوب الحياة، وترسيات الحزن والفرح وأصداء الغياب، كما لو أن اللون نفسه قد صار ذاكرة، وأن المادة التشكيلية احتفظت بما نسيته الكلمات. يشتغل يوسف سعدون على الجسد باعتباره أرشيفاً خفياً للألم والأمل، وللأسئلة التي لا تجد جواباً إلا في الفن. وهكذا تغدو اللوحة مكاناً يلتقي فيه الشعر بالفلسفة.. الشعر لأنه يمنح الصمت لغة، والفلسفة لأنها تجعل من الأثر سؤالاً عن الكينونة نفسها. وما يواجهه المتلقي في نهاية المطاف ليس صورة لإنسان، بل مرآة لذاته، حيث يصبح كل وجه احتمالاً لوجهه، وكل أثر امتداداً لأثره، وكل صمت صدى لذلك الصمت العميق الذي يسكن الإنسان منذ ولادته، ويظل يبحث عنه، دون أن يدرك أنه كان، منذ البدء، يقيم في داخله.

لماذا لا تزال إفريقيا أصغر زبون لنفسها

تحدث إفريقيا كثيراً عن الاندماج والتكامل. وتعتقد من أجله القمم، وتصدر البيانات، وتضع خطط العمل، وتنشر البلاغات الختامية. لكن على أرض الواقع، لا تزال تتبادل التجارة فيما بينها بنسبة ضعيفة جداً. وهنا تكمن إحدى أكبر مفارقات القارة: أربعة وخمسون بلداً، وسكان يغلب عليهم الشباب، وموارد هائلة، واحتياجات ضخمة، ومع ذلك تبقى المبادلات التجارية الداخلية محدودة.

فقد ظل حجم التجارة البينية الإفريقية مستقرًا في حدود 14 في المائة خلال سنة 2025. وبمعنى آخر، ما تزال إفريقيا تباع لبقية العالم أكثر مما تباع لجيرانها. فلا تزال القارة في كثير من الأحيان مورداً للمواد الأولية إلى الخارج، ومستورداً للمنتجات المصنعة القادمة من أماكن أخرى.

وكان من المفترض أن تعالج منطقة التجارة الحرة القارية الإفريقية هذا الخلل التاريخي. فعلى الورق، تبدو الفكرة قوية وطموحة: إنشاء سوق إفريقية موحدة، وتقليص الحواجز الجمركية، وتسهيل تنقل السلع، وتطوير سلاسل القيمة الإقليمية، ومنح الشركات الإفريقية فضاءً طبيعياً للنمو.

لكن بين الطموح والواقع تقف الطرق، والموانئ، والجمارك، والمعايير، والتأشيرات، والعملات، والإجراءات، وأحياناً حتى حالات انعدام الثقة السياسية. ففي كثير من الأحيان، يكون من الأسهل بالنسبة إلى شركة إفريقية أن تستورد من أوروبا أو آسيا، بدلاً من الاستيراد من بلد إفريقي مجاور. إنه أمر غير منطقي، لكنه لا يزال حقيقة قائمة.

لذلك، فالمشكلة ليست تجارية فقط، بل هي أيضاً لوجستية، ومالية، وإدارية، وثقافية. فعندما تصبح الحدود عائقاً أكثر منها وسيلة للربط، يبقى التكامل مجرد شعار. وعندما تكون المدفوعات العابرة للحدود معقدة، تتراجع المقاولات الصغرى والمتوسطة عن مشاريعها. وعندما تختلف المعايير من بلد إلى آخر، يتردد المصدرون. وعندما تغيب البنى التحتية، ترتفع التكاليف بشكل كبير.

ويمتلك المغرب في هذا السياق فرصة حقيقية للقيام بدور مؤثر. فحضوره البنكي، والصناعي، واللوجستي، والدبلوماسي في إفريقيا يمنحه موقعاً مميزاً. ويمكن للمملكة أن تساهم في بناء جسور اقتصادية أكثر واقعية، من خلال تطوير المنصات اللوجستية، والممرات التجارية، وتمويل المقاولات الصغرى والمتوسطة، والتكوين، والتصنيع المحلي، والتعاون في المجالين المينائي والرقمي.

لكن ينبغي أيضاً تجنب الخطاب السهل. فلن تتحول إفريقيا إلى سوق متكاملة بمجرد توفر الإرادة السياسية. فالأمر يحتاج إلى الوقت، والثقة، وقبل كل شيء إلى نتائج ملموسة بالنسبة للمقاولات. فالمقولة الصغرى أو المتوسطة

بقلم : عدنان بنشقرن

لا تتاجر اعتماداً على البيانات الرسمية، بل تحتاج إلى نقل موثوق، ومدفوعات آمنة، ونظام ضريبي واضح، وآجال يمكن التنبؤ بها.

لذلك، فإن التحدي الحقيقي يكمن في الانتقال من التكامل المؤسساتي إلى التكامل العملي. كلمات كبيرة أقل، وشبائك موحدة أكثر. احتفالات أقل، وشهادات منشأ تُسلم بسرعة أكبر. وعود أقل، وطرق أكثر، ومناطق صناعية، ومنصات رقمية، وضمانات بنكية فعالة.

كما يتعين على إفريقيا أن تتعلم تحويل جزء أكبر من إنتاجها محلياً. فما دامت تصدر المواد الخام وتعيد استيراد المنتجات النهائية، فإنها ستظل رهينة للتبعية. ويمكن للتجارة البينية الإفريقية أن تتحول إلى رافعة للتصنيع، شريطة بناء سلاسل قيمة إقليمية في مجالات مثل الصناعات الغذائية، والنسيج، والأدوية، ومواد البناء، ومكونات السيارات، والخدمات الرقمية.

وهنا تحديداً يمكن لمنطقة التجارة الحرة القارية أن تصبح أكثر من مجرد معاهدة، وأن تتحول إلى أداة لتحقيق السيادة الاقتصادية. ففي عالم يتزايد فيه التشرذم بسبب التوترات التجارية، والحروب، والتنافس التكنولوجي، لم يعد بإمكان إفريقيا أن تكتفي بكونها سوقاً تتنافس القوى الأخرى على استقطابه، بل يجب أن تصبح سوقاً منظماً.

وبالنسبة للمغرب، فإن الرهان استراتيجي. فالاندماج الإفريقي ليس خياراً رومانسياً، بل ضرورة اقتصادية. فالمملكة تبحث عن محركات جديدة للنمو، وشركائها ترغب في أسواق جديدة، ومصارفها حاضرة بالفعل في عدد من الدول الإفريقية، كما يمكن لموانئها أن تؤدي دور مراكز لوجستية إقليمية. غير أن هذه الطموحات لن تكون ذات مصداقية إلا إذا عادت بالفائدة أيضاً على الشركاء الأفارقة، في إطار منطق التنمية المشتركة، وليس مجرد التوسع التجاري.

لذلك، ينبغي قراءة نسبة 14 في المائة باعتبارها جرس إنذار. فهي لا تعني أن إفريقيا فشلت، بل تعني قبل كل شيء أنها لم تنجح بعد في تحويل إمكاناتها إلى منظومة متكاملة. فهي تمتلك الموارد، والمستهلكين، ورواد الأعمال، والشباب، لكنها لا تزال تفتقر إلى الروابط التي تجمع كل ذلك.

ويوم تصبح إفريقيا أخيراً زبوناً لنفسها، فإنها لن تغير فقط أرقام تجارتها، بل ستغير أيضاً علاقتها بالعالم.

تمت الاستعانة بالذكاء الاصطناعي للمساعدة في الترجمة الأولية، فيما خضع النص لمراجعة وتدقيق وتصحيح وتحرير من طرفي لضمان الدقة وسلامة الأسلوب

ولعل أكثر ما يستحق التوقف عنده ليس ما حدث أثناء المباراة، بل أيضا ما أعقبه، فالاحتجاجات والمشادات بعد صافرة النهاية لا تعكس الصورة التي يبحث عنها أي منتخب يريد أن يثبت حضوره بين الكبار. الخسارة مؤلمة، والغضب طبيعي، لكن المنتخبات العظيمة تُعرف أيضا بطريقة تعاملها مع الهزيمة كما تُعرف بطريقة احتفالها بالانتصار.

كرة القدم علمتنا أن الأبطال لا يصنعهم الحظ وحده، ولا تسقطهم الأخطاء التحكيمية وحدها. فكم من منتخبات كبرى خرجت من بطولات بسبب تفاصيل صغيرة وقرارات أثارت الجدل، لكنها عادت في النسخ التالية لأنها امتلكت القدرة على النقد والتصحيح.

المشكلة ليست في انتقاد الحكم، بل في تحويل الحكم إلى القضية الوحيدة. فالمنتخب الذي يريد بناء مستقبل قوي عليه أن يملك الجرأة ليسأل نفسه : لماذا لم يحافظ على تقدمه؟ لماذا نجح المنافس في العودة؟ وكيف يمكن إدارة اللحظات الحاسمة بشكل أفضل؟

الاعتراف بالأخطاء لا ينتقص من قيمة المنتخب المصري، بل يعكس نضجا ورغبة في التطور. فالمجد الكروي لا يبنى على البحث عن الأعذار، بل على مواجهة الحقيقة مهما كانت مؤلمة.

في النهاية، لا تحتاج كرة القدم إلى روايات جاهزة تبرر كل تعثر، بل إلى شجاعة مواجهة الحقيقة. فالمنتخبات التي تصنع التاريخ ليست تلك التي تبحث دائما عن من تلقى عليه مسؤولية الخسارة، بل تلك التي تمتلك الجرأة على مراجعة نفسها والاعتراف بنقاط ضعفها. الانتقاد الذاتي ليس اعترافا بالفشل، بل دليل على النضج والرغبة في التطور. كرة قدم

المنتخب المصري يملك من التاريخ والإمكانات ما يجعله قادرا على المنافسة، لكنه لن يتقدم إذا اختار في كل مرة موقع الضحية، وجعل من الأخطاء التحكيمية التفسير الوحيد للهزيمة. فالبطل الحقيقي لا ينتظر تعاطف الآخرين، بل يبحث عن الأخطاء التي منعتته من الفوز، ويحولها إلى قوة في المستقبل.



البكا مور الميت خسارة.. مصر تحتاج إلى مراجعة أخطائها بدل صناعة رواية المظلومية



بقلم :
عائشة بوسكين

وكان قريبا من تحقيق واحدة من أكبر مفاجآت البطولة. لكن المباريات الكبرى لا تكافئ من يتقدم فقط، بل تكافئ من يعرف كيف يحافظ على تقدمه عندما تبدأ الضغوط.

وهنا ظهر معدن المنتخب الأرجنتيني، لم تدخل الأرجنتين مرحلة الانهيار بعد تأخرها، ولم تبحث عن مبررات، بل واصلت اللعب بعقلية فريق يعرف أن المباراة لا تنتهي قبل صافرة النهاية. وبقيادة ليونيل ميسي، اللاعب الذي اعتاد أن يكون حاضرا عندما تشتد اللحظات، حافظ المنتخب الأرجنتيني على هدوئه، واستمر في البحث عن الحلول، مؤمنا بأن العودة ممكنة مهما كانت الظروف.

ميسي لم يكن فقط اسما كبيرا على أرض الملعب، بل كان رمزا لشخصية منتخب كامل. شخصية تعرف أن المباريات الحاسمة لا تُربح بالموهبة وحدها، بل بالصبر، والثقة، والقدرة على التعامل مع الضغط. وحين شعر المنتخب الأرجنتيني بأن منافسه بدأ يفقد توازنه، رفع إيقاعه واستعاد السيطرة، ليحول مسار اللقاء من لحظة صعبة إلى انتصار جديد في طريقه نحو المنافسة.

في المقابل، دفع المنتخب المصري ثمن بعض التفاصيل التي تصنع الفارق بين المنتخبات الكبيرة والمنتخبات التي تقترب من القمة دون أن تصل إليها. فقد تراجع تركيزه في لحظات حساسة، وتأثر بالجانب النفسي للمباراة، وأصبح الجدل حول القرارات التحكيمية يأخذ مساحة أكبر من التركيز على كيفية استعادة المبادرة داخل الملعب. كرة قدم

في كرة القدم، هناك هزائم تُحسم داخل المستطيل الأخضر، وهناك هزائم تبدأ بعد صافرة النهاية، عندما يبحث الجميع عن تفسير يخفف من قسوة النتيجة. وأسهل هذه التفسيرات هو تحميل الحكم كل المسؤولية، لأن ذلك يمنع اللاعبين والمدربين وال جماهير راحة مؤقتة من مواجهة الأسئلة الأصعب.

لكن كرة القدم، بكل قسوتها وجمالها، لا تعترف بالروايات السهلة. فالحكم قد يخطئ، والقرار التحكيمي قد يثير الجدل، لكن التاريخ لا يحتفظ في النهاية إلا بالنتيجة، وبالمنتخب الذي عرف كيف يدير تفاصيل المباراة حتى آخر لحظة. هذا ما حدث بعد خروج المنتخب المصري أمام الأرجنتين في ربع نهائي كأس العالم. فبعد نهاية المواجهة، تحول جزء كبير من النقاش من تحليل الأداء إلى الحديث عن التحكيم وتقنية VAR، خرج حسام حسن غاضبا، وانتقد القرارات التحكيمية بشدة، كما تقدم الاتحاد المصري لكرة القدم باحتجاج رسمي، في خطوة تعكس شعور الجانب المصري بالظلم.

ليس المنتخب المصري وحده من عاش لحظات شعر فيها بالظلم التحكيمي، فحتى المنتخب المغربي سبق أن واجه قرارات أثارت الكثير من الجدل خلال مشاركاته الكبرى، واعتبر كثيرون أنها أثرت على مسار بعض المباريات. لكن كرة القدم بطبيعتها لعبة تحتل الخطأ والجدل، والحكم جزء من هذا الواقع مهما تطورت التقنيات. الفرق بين المنتخبات التي تتقدم وتلك التي تبقى أسيرة الإحباط هو قدرتها على تجاوز لحظة الغضب، وتحويل التجربة إلى درس بدل تحويلها إلى رواية دائمة عن الظلم. كرة قدم

من حق أي منتخب أن يدافع عن حقوقه، وأن يطلب توضيحات عندما يرى أن بعض القرارات أثرت على مسار المباراة. فالتحكيم ليس مقدسا، والأخطاء جزء من اللعبة. لكن السؤال الأكثر أهمية ليس : هل أخطأ الحكم؟ بل : هل كان الحكم وحده من صنع الفارق؟ الإجابة تحتاج إلى شجاعة الاعتراف بأن المباراة كانت أكبر من صافرة.

فالمنتخب المصري لم يكن ضحية فقط، بل كان أيضا طرفا في قصة كان بإمكانه أن يكتب نهايتها بطريقة مختلفة. فقد نجح في التقدم، وقدم لحظات قوية أمام منتخب يملك تاريخا وثقلا كبيرا،

حتى ليونيل ميسي ورواندو كريستيانو ، وحتى بوعدى الصاعد وأشرف حكيمي ولامين جمال وغيرهم من النجوم، لم يكونوا معجزات نزلت من السماء، بل كانوا ثمرة مدارس تكوين، ومؤسسات رياضية، ورؤية بعيدة المدى تعرف كيف تكتشف الموهبة وتصلحها وتضعها داخل مشروع جماعي.

ولعل هذا هو سر ما يثير الإعجاب في التجربة المغربية. فالأمر لم يكن ضربة حظ ولا لحظة إلهام عابرة، بل ثمرة سنوات من الاستثمار في التكوين والبنيات التحتية والاحتراف.

لذلك، حين يلمع اسم المغرب اليوم في ملاعب العالم، فليس لأن جيلاً موهوباً ظهر بالمصادفة، بل لأن وراء ذلك جيلاً من العمل الصامت الذي سبق لحظة التصفيق.

وهنا بدا لي أن ما عشناه في عمّان لم يكن مجرد سهرة كروية ناجحة أو مباراة فاز فيها منتخب على آخر. لقد كان درساً آخر في معنى النجاح نفسه. فالانتصارات الكبرى لا تُصنع في المدرجات، ولا تولد فجأة ليلة المباراة، بل تبدأ قبل ذلك بسنوات طويلة في مراكز التكوين، وفي المدارس، وفي حسن التدبير، وفي وضوح الرؤية.

هكذا اكتشفت أن الرحلات لا تُقاس بعدد الكيلومترات التي نقطعها، بل بعدد المعاني التي نعثر عليها في الطريق.

وكانت رحلتي القصيرة إلى عمّان رحلة إلى مدينة كريمة، وإلى إخوة يفرحون لفرحنا، وإلى يقين جديد بأن أجمل الانتصارات هي تلك التي لا تبقى ملكاً لأصحابها، بل تتحول إلى فرح مشترك يتقاسمه الجميع. كتبت هذه الخاتمة ليلة الأحد ،وخلدت الى النوم بعد ان ودعت الاصدقاء ،فانا مقلع نحو المغرب صباح يوم الاثنين عبر القاهرة ،نمت وفي قلبي شيء من عدم امكانية متابعتي للمباراة التي ستجريها مصر ضد نيوزلندا فجر الاثنين .التوقيت غير ملائم بالمرّة ،اعتقد ان تنظيم كأس العالم بامريكا يعذب بقية العالم .ولكنها الساحرة تفعل بنا ماتشاء .نمت وكلبي امل في انتصار مصر ،فانا اريد لكل بلد عربي او افريقي ان يتأهل . انتمائي و وجيناتي لاتترك اي خيارا غير هذا الموقف.

استسلمت اذن للنوم بعد يوم طويل من الكتابة و النقاشات والوداعات والاستعداد للسفر إلى القاهرة صباح الاثنين، لكنه نوم متقلب ،كنت لا أعفو ال لأفيق بين الفينة والاخرى لافتح شاشة الهاتف بحثا عن نتيجة مصر .ثم اني اريد من اعماق قلبي ان يفرح زملائي من مصر في البورد العربي وتفرح كل مصر .واريد فوق ذلك ان ادخلها في ضحى يوم الاثنين وهي منتصرة غير مكلومة . اعتقدت أنني سأستيقظ على خبر يبعث شيئاً من الطمأنينة في المزاج الكروي العربي بعد سلسلة الصدمات التي بدأت بقطر و تونس ثم السعودية . مصر منتخب يحمل تاريخاً ثقيلاً وذاكرة قارية استثنائية.

وترتيبها العالمي افضل من نيو زيلاندة .لكني كنت أعرف أن مواجهة هذه الاخيرة لن تكون مجرد نزهة عابرة، بل امتحانا جديدا لحسام حسن، هذا المدرب الذي لا احبه ولا اكرهه .ولجيل يقوده العبقري محمد صلاح، الاسم الذي أصبح رمزاً لكرة القدم المصرية في العالم.



لم تكن صورة حركة عفوية للعب بعد لحظة انفعال، بل صورة تختزل اشياء كثيرة : شاب ولد بعيدا عن ارض تجداده، وبلغ اعلى مستويات كرة القدم العالمية، لكنه رغم امتناعه عن الالتحاق بالمنتخب المغربي لم ينس ما يحمله في وجدانه العميق من قيم وهوية في زمن اصبحت فيه كرة القدم صناعة عالمية ضخمة. قلت في نفسي ان مثل هذه اللحظات الانسانية تذكرنا بأن وراء القمصان والأرقام والنجومية قلوبا تخفق، وذكريات عائلية، وثقافات تنتقل من جيل لآخر. ولربما لعذا السبب بالذات، لا يكتفي الناس بالإعجاب باللاعب الكبير، بل يحبون الانسان الذي يظفر وراء اللاعب. اعتقد انها سجدة تعبر عن الشكر والايمان والارتباط بجذور ثقافية ودينية. لربما قرأها البعض من زوايا اخرى. غير ان اللافت ان سجدة لثوان ستثير كل هذا الحديث. مثل هذه الصور هي التي تمنح كرة القدم روحها وتحولها ايضا الى نوع من الادب يمكن ان نطلق عليه اسم الادب الرياضي . لكن أكثر ما كان يثير التأمل في هذه الأيام الاربعة التي قضيتها بعمان ، لم يكن فقط اختلاف النتائج بين منتخب عربي وآخر، بل اختلاف المسارات والرؤى. فقد عشنا في أيام قليلة مشهداً كروياً عربياً متناقضاً: منتخبات عريقة تعثرت، بعضها خسر بخماسية ورباعية، وبعضها سقط في اختبار كان ينتظر منه الكثير، بينما كان المغرب يشق طريقه بثبات وثقة في أعلى مستويات كرة القدم العالمية. ليس الأمر شماتة في أحد، فكل هزيمة عربية تؤلمنا جميعاً، انها لحظة صراحة ضرورية مع أنفسنا.

لقد أظهر المغرب أن الوصول إلى القمة لم يعد حلماً مستحيلاً لشعوبنا، لكنه أيضاً ليس هدية تأتي من السماء. فبين انتظار المعجزة وبناء المشروع مسافة شاسعة. لا يمكن لكرة القدم الحديثة أن تُدار بالعواطف وحدها، ولا أن تُعالج أزماتها بالتمني، فقد قال الشاعر وغنت ام كلثوم : ومانيل المطالب بالتمني ولكن تؤخذ الدنيا غلابا. وهي ايضا ليست بتغيير مدرب أو استدعاء نجم في آخر لحظة. هناك عمل طويل يبدأ من الطفل الذي يركل الكرة في مدرسة صغيرة، ويمر عبر مراكز التكوين، والعلم، والإدارة، والاحتراف، إلى أن يصل اللاعب إلى أكبر ملاعب العالم. وربما كان هذا هو أعظم انتصار حققه المغرب قبل أي كأس محتملة: أنه غيّر سقف أحلام العرب والأفارقة. لم يعد السؤال: هل يمكن لمنتخب عربي أو إفريقي أن ينافس الكبار؟ بل أصبح السؤال: كيف نبني النموذج الذي يجعل ذلك ممكناً؟ لقد جعل المغرب اسمه يتردد في العالم لا كضيف شرف في حفلة الكبار، بل كواحد من المدعويين إلى الطاولة نفسها، يفرض احترامه بأدائه، وتنظيمه، وثقته في نفسه. إن الفرق واضح لنا الآن بين منتخبات تبني نفسها داخل منظومات كروية راسخة، وبين من يحاول أن يختصر الطريق في لحظة استعجال وارتجال. كرة القدم الحديثة لا تعترف بعصا موسى. لا يمكن أن نستدعي مدرباً كبيراً في آخر لحظة، أو نعتمد على ظهور موهبة خارقة، ثم ننتظر أن تتحول الهزائم إلى انتصارات بين عشية وضحاها.

وكان كرة القدم أرادت أن تقدم درساً قاسياً للتونسيين : لا أسماء المدربين الكبيرة تكفي وحدها، ولا القرارات المتسارعة قادرة على تغيير واقع تشكل عبر سنوات. أسفنا لخسارة تونس لكننا سؤالاً ممضاً تردد بيننا : ترى ماذا تراها ستفعل تونس أمام هولندا؟. لاشك ان التونسيون لن ينتظروا انجازا من هذا المنتخب. لاشك انهم غاضبون. وان مسؤولي الكرة سيقدمون الحساب في ربيع رياضي قادم اليهم من أمريكا

تونس هذه نكأت جرح قطر، التي عشنا معها بدورها ليلة من أصعب ليالي تاريخها الكروي. ليلة وصولي الى عمان ، الثامن عشر من يونيو 2026، في فانكوفر الكندية، سقط المنتخب القطري أمام أصحاب الأرض بسداسية ، في مباراة لم تكن مجرد خسارة ثقيلة، بل انهياراً كاملاً لفريق وجد نفسه عاجزاً أمام إيقاع كندي سريع وحماس جماهير تحتفل بأول انتصار في تاريخ كندا في كأس العالم. تألق جوناثان ديفيد بثلاثية، وسجل ساييل لارين وناثان ساليبا، بينما اكتملت المأساة بهدف عكسي، وانتهت قطر بتسعة لاعبين بعد طرد زادا المشهد قتامة.

ندمت اني سعيت في الصباح لمشاهدة ملخص المباراة على اليوتيوب. كان استيائي كبيراً لأن قطر ليست منتخباً عادياً في القارة الآسيوية، فهي بطل آسيا مرتين ومتوجة بإمكانات وبنيات تحتية استثنائية، وقد استثمرت لعقود لتصبح رقماً في كرة القدم العالمية. لكن تلك الليلة في فانكوفر أعادت تذكير الجميع بالحقبة نفسها التي سوف نستخلصها فيما بعد من هزائم تونس والسعودية: المال وحده لا يصنع منتخباً، والأسماء الكبيرة لا تختصر الزمن، والمنشآت مهما بلغت عظمتها لا تعوض تراكم الثقافة الكروية والتكوين اليومي وصناعة الأجيال.

ولذلك، كلما ازدادت تأملاً في ما يفعله المغرب اليوم، ازدادت اقتناعاً بأن الفرق الحقيقي ليس في مباراة تُربح هنا أو تُخسر هناك، بل في طريق طويل من العمل الصامت، يبدأ من مراكز التكوين، ومن اكتشاف الطفل الموهوب، ومن الإيمان بأن المعجزة الوحيدة في كرة القدم هي سنوات من الجهد لا يراها أحد.

في مساء الأحد ، جاءت صدمة أخرى مع مقابلة السعودية أمام إسبانيا، علمنا بالخبر من نادل المطعم على مائدة العشاء لتكتمل صورة يوم كروي عربي حزين، بعد ليلة بهيجة كنا نعيش فيها نشوة الانتصار المغربي. كنا نتناول طعامنا ، وننتشي بحلوى لذيذة جدا اسمها زلابية لم اذق مثلها في حياتي جلبها معه من الضفة الغربية زميل من الضفة الغربية بفلسطين واهدانا لنا على العشاء .

استغرقنا في ذكر شمائل هذه الحلوى. كنا جمعا من خمسة انفار هم من لازالوا بالفندق نتوزع على اربع دول المغرب واليمن وليبيا وفلسطين، كأنها انتقدتنا من تلك الخيبة المريرة. و كأننا لانريد ان نرى او نحلل تلك المتوالية من الهزائم العربية وكل ذلك الاخفاق الكروي العربي. ثم لم نلبث ان انتبهنا على شاشة الهاتف لسجدة يامين جمال . كانت صورة خاطفة، لكنني قلت لأصدقائي انها ستثير جدلا بأسبانيا واوروبا كاملة.



هل نرى المدرب وهبي يعتلي منصة التتويج حاملاً كأساً عالمية جديدة تضاف إلى سجل كرة القدم المغربية، ويعود اللاعبون الذين سهرت معهم من عمّان إلى أقصى بقاع العالم، ليجدوا شعباً كاملاً في انتظارهم؟ لا أحد يملك جواباً. فالساحرة المستديرة لا تعترف بالوعود، وقد تمنحك في يوم ما تبخل به في يوم آخر. لكن ما أنا متأكد منه أن هذا الجيل قد ربح شيئاً لا تستطيع أي كأس أن تمنحه أو تنزعه: لقد ربح محبة شعبه، واحترام العالم، وجعل اسم المغرب يتردد في الملاعب والبيوت من الشرق إلى الغرب. وإذا كان كأساً حلاًماً ننتظره، فإن الحلم نفسه أصبح ممكناً، وذلك ربما أعظم انتصار حققه هذا الجيل.

في تلك الليلة العمانية التي ستبقى محفورة في ذاكرتي و في اليوين الذين سيعقبانها ، تبينت كيف أن أثر هذا المنتخب يتجاوز الملعب: صورة بلد تُشاهد، وتُحترم، وتُعاد قراءتها من جديد، و معنى أن ما يحدث على المستطيل الأخضر ينعكس بهدوء على شيء أكبر: قوة ناعمة تتشكل، وسردية بلد يربح تعاطف الآخرين قبل نتائج المباريات. قد لا يسمح فارق التوقيت بين المدن، من بوسطن إلى عمّان، بأن تتحول هذه المباريات دائماً إلى احتفالات في الشوارع والساحات، لكن ما لمستته في الأردن كان أبغ من كل مظاهر الاحتفال.

وجدته في كلمات الأطباء العرب، وفي دعاء عامل محطة الوقود، وفي حماس زميلة بحرينية ارتدت القميص الأحمر في قطر، وفي شوق زميلة عُمانية إلى العودة إلى المغرب ما استطاعت إليه سبيلاً .

في تلك الليلة، لم أكن وحيداً في «أهوة فضة». كان معي شيء من الرباط، وشيء من فاس ومراكش، وشيء من قلوب عربية كثيرة رأت في هذا المنتخب صورتها الممكنة وحلمها المؤجل.

يوميات عمّانية (4/4)

لكن و في صباح يوم الأحد، وبينما كانت أصداء ليلة المغرب واسكتلندا ما تزال تتردد في آذاننا جميعاً، استبقنا على وقع صدمة جديدة. غالباً ما نتاجذب الحديث في طريقنا للمستشفى عن أخبار المنتخبات العربية .

تونس، ذلك المنتخب العربي العريق، الذي كان يطمح إلى تدارك بدايته الكارثية بعد الهزيمة الثقيلة أمام السويد بخمسة أهداف مقابل هدف واحد، لم ينجح امام اليابان، رغم الاستعانة بالمدرّب الفرنسي الكبير هيرفي رونار ، الداهية الذي لربما قد صار عربياً من كثرة اشرافه على منتخبات وفرق عربية و الذي جيء به على عجل لإنقاذ الموقف، بل تلقى هزيمة أخرى قاسية بأربعة أهداف مقابل هدف واحد.



تفاصيل صغيرة ألفت الأوردينين يلاحظونها بالضبط كما يلاحظها المغاربة. هذا المنتخب لم يعد مجرد أسماء فوق العشب، بل صورة كاملة لهوية كروية بدأت تُقرأ عالمياً.

ومع كل هجمة، كان اسم المغرب يسطع أكثر، لا كفريق فحسب، بل كقصة تُروى وكسردية ..

خرجت من أهوة فضة مع انتهاء المباراة قافلاً الى الفندق ، كانت الثالثة صباحا والجو بارد ،ولكنني لم اكن أشعر بالطريق. .هي نفسها تلك التي قطعتها قبل ساعات بغير قليل من القلق واللهفة. المسافة ذاتها، لكن قدمي هذه المرة لم تكونا تمسان الأرض إلا قليلاً. كنت أمشي سريعاً كأن للنصر جناحين يحملاني، وكأن شوارع عمّان التي عبرتها وحيداً في طريق الذهاب قررت أن تطوي نفسها طياً وترافقني في طريق العودة.

السنا الابطال .والابطال تتدلل امامهم العقبات

كانت الساعة تمضي نحو عمق الليل، و كانت المدينة تزداد هدوءاً، والسيارات أقل عدداً، والأضواء أكثر حميمية. كنت وحيداً في الشارع، لكنني لم أشعر بالوحدة أبداً. كان معي اصوات رواد المقهى وهم ينادون: ياسين، أشرف، إسماعيل، نائل، وكان معي ذلك التصفيق العربي الصادق الذي سمعته من الأوردينين قبل المغاربة. كنت أعود مزهواً لا بانتصار في مباراة فحسب، بل بإحساس عميق بأن بلداً كاملاً قد لمع اسمه في تلك الليلة على شاشات العالم، وأن راية المغرب ارتفعت عاليا في سماء القلوب قبل أن ترتفع في جداول النتائج.

مررت بالأماكن نفسها: دوار الواحة، شارع المدينة المنورة، واجهات المحلات التي بدأت تغفو شيئاً فشيئاً، لكن كل شيء كان يبدو مختلفاً. في الذهاب كنت أبحث عن المقهى، أما في العودة فقد كنت أبحث عن لحظة أحفظها في ذاكرتي. لحظة مشيت فيها وحيداً في شوارع عمّان، لكن خلفي كان وطن كامل يحتفل. وفي تلك اللحظات، وأنا أخطو وحيداً ومعني خيالاتي في شوارع عمّان الهادئة، كان جزء مني قد غادر الأردن وطار إلى المغرب. تمنيت لو أن لي قدرة على اختصار المسافات، وأن أجد نفسي فجأة في قلب الرباط، عند محطة القطر، وسط أمواج الجماهير المغربية وهي تغني وتهتف وتلوح بالأعلام الحمراء التي ولاشك انها قد غطت الساحات والشوارع.

تمنيت لو أكون هناك بين الوجوه المضيئة بالفرح، أردت معهم الأهازيج التي لا تحتاج إلى معرفة سابقة ولا إلى تقديم. ففي مثل هذه الليالي يسقط الحاجز بين الناس، ويتمثل المغربي كيف أنه أخ لكل مغربي، وتصبح المدن المغربية كلها بيتاً واحداً.

لكنني سرعان ما أدركت أن للفرح أشكالاً أخرى. فقد كنت في عمّان، بين إخوة لن يكونوا أقل سعادة مني. المسافة بين الرباط وعمّان لم تعد تقاس لدي بالكيلومترات، بل بمقدار المحبة التي تستطيع كرقة القدم أن تزرعها بين القلوب.

وبهذا المعيار أصبحت اتمثل عمان كما لو أنها الرباط .

وهكذا قبل أن أصل إلى باب الفندق، شعرت أنني عشت احتفالين في ليلة واحدة: احتفالاً لم أراه في شوارع الرباط، واحتفالاً عشته فعلاً في قلب عمّان في مقهى من مقاهيها ..

فجأة لم أستطع أن أمنع نفسي من سؤال راودني بالحاج: ترى هل يعيد التاريخ نفسه؟ هل نعيش بعد أيام أو أسابيع تلك اللحظة الاستثنائية ذاتها، فنخرج إلى شوارع الرباط وسائر مدن المغرب لنستقبل أبناءنا الأبطال استقبال الفاتحين، كما فعلنا من قبل مع منتخب الشباب الذي أعاد إلينا نشوة التتويج وجمال الحلم؟

فانفجرت أساريره، وأكد لي أنني في الطريق الصحيح، ثم لم يلبث أن تمنى للمنتخب المغربي الفوز.

كان ذلك المشهد البسيط كافياً لأدرك مرة أخرى أن كُرِقَ القدم، حين تلامس الوجدان، تستطيع أن تصنع جسوراً بين الشعوب لا تصنعها الخطب الطويلة.

الأردنيون يحبون المغرب حباً. ولا أحد يشك في ذلك، وشائجنا قوية جداً، وأمجعتنا تشابه، وكلانا مملكتان، والأسرتان الحاكمتان كلتاهما من آل البيت. والآن تزداد الأواصر رسوخاً بفضل نبوغ وجهاد المدربين المغاربة في الأردن. من قبل كان الحسين عموتة، والآن جمال السلامي هو من يشرف على المنتخب الأردني. قلوب المغاربة ستكون معهم. نحن نحبهم ايضاً. وأنا اعرفهم جيداً. انهم الأشقاء العرب الوحيدون الذين يتمنون لو كانت لهم حدود معنا.

واصلت طريقي وأنا أعقد هذه المقارنات الجميلة، فإذا بي أستعيد احاديث الأردنيين التي كنت طرفاً فيها عن مبارياتهم المنتظرة أمام الجزائر في هذا النزر اليسير من الوقت الذي قضيته بين ظهرائهم. لم يكونوا ابداء مستأثنين ولا حتى منشغلين كثيراً بالنتيجة السابقة ضد النمسا، بل راضين ومبتهجين، لأنهم، كما يصرون بكل فخر، رأوا في منتخبهم شخصية وهوية كروية جديدة. وذاك هو الأهم في عيونهم.

كانوا معترزين جداً به، متمسكين بالأمل، يرددون أغاني المنتخب الرسمية في المونديال: حيوا حيوا النشامى. الاردن وفى بكلامه. شعب يحقق احلامه، النشامي حيوا. احنا احنا النشامى. همتنا مابتلين. اهل عز وشهامة. اولادك يا ابو حسين وراك يامنتخبنا وين ماتمشي رايعين. ان شاء الله النصر لنا غاية..خلي العالم يغني انا اردني...اليوم نلعب بالقمة. واشهد ياتاريخ...الخ. الاغنية حماسية جداً ومعبرة لبغاية تدل على رقي شعب وعلى ان النهضة حين تتحقق تنسحب على الرياضة والفن والثقافة وكل المجالات الاخرى. حين تستسمع اليها تسري فيك قشعريرة حمية ومشاعر تفيض بقيمة الوفاء والتضحية. انظروا معي كم هي الكرة بدورها مدرسة للوطنية.

وسط أطباء جاؤوا من العراق وسوريا واليمن وفلسطين وليبيا والبحرين وسلطنة عمان، شعرت أن كرة القدم فعلت ما لا تفعله المؤتمرات ولا الخطابات: لقد صنعت لغة عربية مشتركة، ولو لليلة واحدة.

كان كل واحد يرى في هذا المنتخب شيئاً من بلده، أو شيئاً مما يتمنى أن يراه في منتخب بلاده. وكأن المغرب، دون أن يقصد ويقيني انه يقصد أصبح مرآة مفتوحة لأحلام الآخرين أيضاً: في التنظيم، وفي الجراءة، وفي الثقة، وفي القدرة على تحويل الموهبة إلى مشروع. لم يعد الأمر مجرد تشجيع، بل نوعاً من التماهي الجماعي مع فكرة النجاح نفسها.

يوميات عمّانية (2/4)

عند الغروب، سألت إن كانت القنوات التي ستنقل مباراة المغرب واسكتلندا ستكون متاحة في الواحدة ليلاً، فعلمت أن المقهى الموجود في الطابق الثالث من الفندق الذي تبث فيه المقابلات سيغلق أبوابه عند منتصف الليل. بدأت أبحث في محيط الفندق عن مقهى يواصل السهر إلى ساعة متأخرة، كأن العثور عليه أصبح جزءاً من طقوس انتظار المباراة سواء كنت في المغرب أو خارجه. فعلت ذلك حتى لا أترك شيئاً للصدفة. كنت أريد أن أؤمن مقعدي أمام التلفاز.

دلوني على مقهى «أهوة فضة». وما إن دلفت إليه حتى استبشرت به. كان مقهى بهيا، تعمره الأضواء والألوان، ويقصده جمهور يرتدي أجمل الحلل، وكأنه يستعد هو الآخر لاحتفال خاص.

يقع هذا المقهى في الطابق الأول من مركب تجاري، ويصل إليه الزائر عبر درج ليس كغيره. على كل درجة عبارة، وكل عبارة جزء من رسالة طويلة تنبض بالتفاؤل:

«انتظر، لا تستعجل، هناك شيء يستحق الصعود. كل لحظة تقربك أكثر من إحساس مختلف. لا يشبه المعتاد. لا يشبه أي مكان. واصل الصعود نحو التميز. فالقادم أجمل مما توقعت، أهدأ مما عرفت، أفخم مما اعتدت. اللقاء ينتظرك عندنا. هذا مكانك. أهلاً بك في أهوة فضة».

توقفت عند كلمة «اللقاء». قلت في نفسي: هل تراهم يعلمون بما في نفسي. ليكن كذلك. سأعتبر هذا اللقاء هو لقاء المغرب واسكتلندا.

وتوقفت عند «التميز» و«القادم أجمل مما توقعت»، فرأيت فيهما بشارة شخصية لا تقبل إلا تأويلًا واحداً: الفوز. إذ كيف يمكن لكل هذه العلامات، ولكل هذه البشارات، أن تجتمع ثم أعود من هذا المكان بخفي حنين؟

هكذا وجدتهني أؤمن بالنصر القادم قبل أن تبدأ المباراة.

عدت الى الفندق ثم خرجت منه قبل صافرة البداية بنصف ساعة. تركت النزلاء غارقين في نومهم، والأبواب موصدة، والممرات صامتة. وجدت عمّان خارجه قد بدأت تستسلم لهدوء الليل، وإن ظلت شوارعها تنبض بحركة السيارات.

انعطفت يمين الفندق، ثم دخلت شارع المدينة المنورة. كانت المحلات لا تزال مفتوحة، والناس لازالوا يمضون في بعض شؤونهم، لكنني كنت غائياً عن كل ذلك. كنت أسير بجسدي في عمّان، بينما خيالي يسبقني إلى ملعب المباراة، وإلى الرباط والدار البيضاء وفاس ومراكش، حيث كانت القلوب المغربية تستعد للموعد نفسه.

مررت بفندق ألف ليلة وليلة، ثم بمدارس عمر المختار، حتى بلغت دوار الواحة حيث انعطفت شمالاً. وهنا انتهت إلى مفردة أردنية جميلة: «الدوار». كلمة بسيطة تختصر المكان والحركة معاً، وكأن اللغة نفسها تتشكل على مقاس المدينة. الدوار يعني في عمّان، كما في كل بلاد المشرق، مفترق الطرق. إنه لفظ مختزل، وأراه الأنسب.

كنت وحيداً في الطريق، وبدا لي المسير أطول مما هو عليه من شدة اللهفة. سألت عاملاً في محطة للوقود إن كنت أسير في الاتجاه الصحيح. نظر إليّ متفحصاً ثم سألني:

– هل أنت جزائري؟

أجبتة مبتسماً:

– لا، أنا مغربي.



يوميات عمانية لفرح مغربي



كانت الساعة الواحدة بعد منتصف الليل في عمّان، وفي الرباط، على ضفة الأطلسي، لم تكن عقارب الساعة قد تجاوزت الحادية عشرة ليلاً. هنا يبدأ السبت، وهناك، في بلدي، لا تزال الجمعة تنتشيث بساعاتها الأخيرة، لكن الحدث كان واحداً ويجري في كل العالم في اللحظة نفسها: مباراة المغرب واسكتلندا.

فارق زمني صغير على ساعة العالم، لكنه كان كافياً لأن يجعلني أعيش حالة لم أجربها من قبل: أن أكون في عمّان بجسدي، وفي المغرب بوجداني وكامل شعوري .
دعوني أبداً لكم من البداية:

بقلم :
د. خالد فتحي

قد يظن البعض أنه يمزح أو أنه وجد طريقة مهبذة للاعتذار، لكنني لم أشك لحظة في صدقه، فالرجل لا يخفي عشقه للمغرب، ولم يكن ليصارحني بذلك إلا لأنه يخشى على منتخب أصبح يعتبره جزءاً من فرحه الشخصي.
بعد انتهاء أعمال اللجنة في اليوم الأول، قررنا تخليد هذه الفعالية الأكاديمية الودودية بصورة جماعية. كنت ما أزال داخل قاعة الامتحان حين ناداني الزملاء، هرولت نحوهم، وما إن وصلت حتى علت الابتسامات والتعليقات:

«أنتم المغاربة أصبحتم جميعاً رياضيين!».

ضحكنا جميعاً، لكن العبارة جعلتني أتوقف قليلاً. لقد أصبحت صورة المغرب في مخيلة كثير من العرب مرتبطة بالنجاح والتألق والقدرة على تحقيق المعجزات . صورة مشرقة، نعم، لكنها تحملنا مسؤولية أكبر: أن نحافظ على هذا الألق، وأن نثبت أن النجاح ليس لحظة عابرة، بل ثقافة يمكن أن تمتد إلى العلم والليقتصاد والفكر والتنمية.

وأنا أتهيأ لالتقاط الصورة، اقترب مني زميل مصري وهمس ضاحكاً:

«سنغفك من الحضور غداً، فلا بد أنك ستسهر إلى الرابعة صباحاً!».

ابتسمت، فقد نسي صديقي أن الانتصارات الحقيقية لا تستنزف الطاقة، بل تمنحها وتجدها . النجاح يولد نجاحاً آخر، والفرح الحقيقي المستحق يتحول إلى قوة تدفع الإنسان إلى مزيد من العمل.

زميلة من البحرين حدثتني عن أيام كأس العالم في قطر، حين كانت في المدرجات ترتدي القميص الأحمر وتشجع المنتخب المغربي لأنها شعرت، في تلك اللحظة، أنه يمثلها أيضاً.

أما زميلة أخرى من مسقط فقد حدثتني بشغف عن مراكش وفاس، وأرتني صوراً التقطتها في أزفتها العتيقة، مدن ربما زارت بعض تفاصيلها أكثر مما فعلت أنا الذي عشت في فاس وما زلت أعود إلى مراكش بين الحين والآخر. قالت إنها شعرت برغبة عارمة في زيارة المغرب، وأن مصدر هذه الرغبة لم يكن السياحة وحدها، بل ذلك الشعور الذي صنعه المنتخب، والذي جعل المغرب أقرب إلى قلوب كثير من العرب.

لم يكن الأمر مجرد إعجاب بمنتخب يحقق النتائج، بل كان شيئاً أعمق من ذلك بكثير.

في كل هاته الايام التي قضيتها ، في عمّان وبعدها بالقاهرة ،

كنت قد قدمت إلى عمّان قبل المباراة بيوم واحد للإشراف، ضمن لجنة عربية من الأطباء، على امتحانات البورد العربي في أمراض النساء والتوليد. وكانت اللجنة موسعة هذه المرة، كانت عالماً عربياً مصغراً. إذ كنا نجري امتحانات لعدد كبير من الأطباء القادمين من الأردن والعراق وسوريا واليمن وفلسطين وبلدان عربية أخرى، بعد أن أدت ظروف المنطقة وما رافق الحرب بين إيران والولايات المتحدة من اضطراب في حركة السفر إلى تأخير بعض المواعيد.

لكن، وعلى هامش الامتحانات وما يرافقها من تركيز وجدية، كان للمنتخب المغربي حضور آخر في كل حواراتنا الودية. لم يكن زملائي الأطباء العرب يرونني هذه المرة إلا محاطاً بأسماء بونو، وحكيمي، والعيناوي، ووهبي، ومزراوي. حتى إنني شعرت كأن المنتخب قد سافر معي، بل وإنني صرت أنقاسمه معهم. كلهم يعتبرون أنه لم يعد ملكاً للمغاربة وحدهم، بل أصبح حلاًماً عربياً مشتركاً.

الجميع تقريباً يرى هذا المنتخب أيقونة الأمل العربي الأولى في هذه الكأس، إلى جانب المنتخب المصري الذي بدأ بداية واعدة. وبعضهم كان يذهب بعيداً في التفاؤل حتى إنه كان يجزم لي بأن المغرب قادر تكرار تجربته بقطر وأنه المؤهل لاعتلاء عرش العالم. حقيقةً، بعد الأداء الكبير أمام البرازيل، بلغت توقعات أشقائنا بالمنتخب عنان السماء، الكل يردد هنا ان المستحيل ليس مغربياً .

قال لي أحد الزملاء:

«إن هذا المنتخب لم يحيي فينا فقط معاني البطولة والثقة بالنفس والكرامة، بل أعاد إلينا الإيمان بأننا قادرون على النجاح، وأننا نستطيع تجاوز حالة العجز المزمنة التي ابتلينا بها ، و بالتالي النجاح في كل المجالات بالضبط كما نجح منتخبكم بفضل الرؤية السديدة والتخطيط وحب الوطن».

عندها أدركت أن الأمر تجاوز **دُرة القدم**، لم يعد الحديث عن أهداف وانتصارات فقط، بل عن حاجة أمة إلى نموذج يذكرها بأنها ما تزال قادرة على الحلم وتحقيق أمانيتها في الرفعة والنماء.

على مائدة الغداء، اقترب مني صديقي الليبي الدكتور إسماعيل وقال إنه يتوق إلى مرافقتي في مشاهدة المباراة، لكنه يملك قناعة طريفة: كل منتخب يشجعه تكون النتيجة في غير صالحه.

عندما يغيب الأداء... يصبح الإقصاء منصفًا



ليست كل هزيمة بحاجة إلى تفسير معقد، وليست كل خسارة تستحق أن نبحث لها عن مبررات. أحيانًا تكون الحقيقة بسيطة وقاسية في الوقت نفسه : لم نكن جيدين بما يكفي، وهذا ما حدث مع فرنسا

بعيدًا عن أي تبريرات، علينا أن نعترف بأن المنتخب المغربي لم يقدم المباراة التي انتظرها منه ملايين المغاربة. المنتخب الذي أبهر العالم بانضباطه التكتيكي، وشخصيته القوية، وشراسته في افتكاك الكرات، اختفى في ربع النهائي. لم نرَ الضغط العالي الذي أربك المنافسين في المباريات السابقة، ولم نشاهد السرعة في التحول الهجومي، ولا الجرأة في صناعة الفرص. بل بدا المنتخب مترددًا، بطيئًا، وعاجزًا عن فرض أسلوبه على منافس عرف منذ البداية كيف يدير المباراة.

لسنا أمام منتخب سقط واقفًا بعد أن قدم كل ما لديه، بل أمام فريق ظهر بوجه مختلف تمامًا عن ذلك الذي أقنع العالم في المباريات السابقة. أين ذلك المنتخب الذي لعب بثقة أمام كندا؟ وأين الشخصية التي صنعت الفارق في الأدوار الماضية؟ أمام فرنسا، غابت الجرأة، وغابت الفاعلية، وغاب الإيقاع الذي جعل الجميع يراهن على أسود الأطلس.

الأرقام نفسها تعكس هذا الواقع. المغرب اكتفى بتهديد هجومي محدود جدًّا، بينما فرض المنتخب الفرنسي سيطرته وصنع فرصًا أكثر، ولم يحتج إلى تقديم أفضل مباراة له من أجل حسم بطاقة التأهل. حتى نماذج تحليل الأداء أظهرت أن الخطورة الهجومية للمغرب كانت من الأضعف له في البطولة، وهو ما يعكس الفارق الذي ظهر على أرضية الملعب.

مراجع جغرافية

بقلم : عائشة بوسكين

وسط هذا الأداء الباهت، برز اسم واحد فقط : ياسين بونو.

مرة أخرى، أثبت بونو أنه أحد أفضل حراس العالم. تصدى ببراعة لركلة الجزاء التي نفذها كيليان مبابي، ثم واصل إنقاذ مرماه في أكثر من مناسبة، مؤجلًا حسم المباراة، ومؤكدًا أن قيمة الحارس الكبير تظهر في أصعب اللحظات. ولولا حضوره وتركيزه، لكان المنتخب قد غادر بنتيجة أثقل بكثير.

أما فرنسا، فلم تسرق التأهل، لقد لعبت بثقة، وفرضت إيقاعها، واستغلت تراجع المنتخب المغربي، واستحقت التأهل لأنها كانت ببساطة الطرف الأفضل في تلك الليلة. حتى المدرب ديديه ديشان أكد بعد اللقاء أن فريقه حافظ على انضباطه وثقته، وهو ما تُرجم إلى تأهل جدير للدور نصف النهائي.

النقد اليوم ليس جلدًا للذات، بل احترامًا لما قدمه هذا المنتخب في المباريات السابقة. لأن من شاهد المغرب في هذا المونديال يعرف أن ما قدمه أمام فرنسا لا يعكس مستواه الحقيقي، وهذا بالضبط ما يجعل الإقصاء مؤلمًا : ليس لأن فرنسا كانت أقوى فقط، بل لأن المغرب لم يكن هو المغرب الذي عرفناه.

المنتخبات الكبيرة لا تتطور بالتصفيق بعد كل مباراة، بل بالقدرة على الاعتراف عندما يكون الأداء ضعيف المستوى، وهذه المباراة تستحق أن تُقرأ بهذه الشجاعة.

مراجع جغرافية

لا، المغرب لم يخسر أمام فرنسا... بل خسر أمام نفسه



على امتداد تسعين دقيقة، قدم أسود الأطلس أداءً أثار الكثير من علامات الاستفهام، فقد بدا المنتخب وكأنه منشغل أكثر بتجنب استقبال هدف، بدل السعي إلى هز الشباك. وبعد الخروج من ربع النهائي بالخسارة بهدفين دون رد، لم يكن الإحباط ناتجاً عن النتيجة وحدها، بل عن شعور تقاسمه كثيرون : المغرب لم يقدم كرة القدم التي عرف بها طوال البطولة، إنه استنتاج قاسٍ، لكن يصعب إنكاره.

فرض المنتخب الفرنسي سيطرته على مجريات اللقاء بفضل خط وسط نجح في عزل صناع اللعب المغاربة، وهجوم يتمتع بفعالية كبيرة. فرض "الديوك" إيقاعهم منذ البداية، بينما ظل المنتخب المغربي مترجعاً لفترات طويلة، عاجزاً عن بناء هجمات منظمة أو تقديم الأداء الهجومي الذي أمتع الجماهير في المباريات السابقة.

ولعل أكثر ما أثار الانتباه هو الفارق الكبير بين هذه المباراة وما قدمه المغرب أمام البرازيل وهولندا وكندا، حيث ظهر آنذاك بشجاعة وشخصية قوية وضغط عالٍ على المنافس. أما أمام فرنسا، فقد اختفت تلك الهوية تقريباً. وتؤكد الأرقام ذلك، إذ لم يصنع المنتخب سوى فرص قليلة جداً، ولم يسدد سوى كُرّة واحدة مؤطرة في الدقائق الأخيرة، بينما بدا حضوره الهجومي شبه غائب. أدلة سفر وقصص الرحلات

وإذا كان هناك لاعب مغربي واحد ارتقى إلى مستوى الحدث، فهو دون شك ياسين بونو. فبدونه، كان بإمكان فرنسا أن تحقق فوزاً أكبر بكثير. فقد تصدى ببراعة لركلة الجزاء التي نفذها كيليان مبابي في الشوط الأول، وأبقى المغرب في أجواء المباراة، كما أنقذ مرماه في أكثر من مناسبة بتدخلات حاسمة. حتى وسائل الإعلام العالمية وعدد من المحللين أجمعوا على أن بونو كان أحد أفضل لاعبي اللقاء رغم الهزيمة.

ومن هنا جاءت العبارة التي لخصت شعور عدد كبير من الجماهير: لم تكن فرنسا تواجه المغرب، بل كانت تواجه بونو.

بقلم: عدنان بنشقر

ففي الوقت الذي توالى فيه الفرص الفرنسية، لم ينجح الخط الأمامي المغربي في اختبار الحارس مايك مينيان إلا نادراً. وعندما يتراجع الدفاع باستمرار أمام منتخب يمتلك الجودة التي تملكها فرنسا، فإن استقبال الأهداف يصبح مسألة وقت.

فهل يعني ذلك أن كل شيء يجب أن يتغير؟ بالتأكيد لا.

فالمنتخب الفرنسي يعد من أكثر المنتخبات تكاملاً في هذه النسخة من كأس العالم، إذ يملك ترسانة من اللاعبين المميزين، وقوة هجومية كبيرة، وانسجاماً جماعياً يجعله أحد أبرز المرشحين لإحراز اللقب. والخسارة أمام منتخب بهذه القوة ليست عيباً. لكن ما يثير الحسرة هو أن المغرب لم يحاول أن يكون نفسه، ولم يلعب بالشخصية التي جعلت منه أحد أكثر المنتخبات إقناعاً وإمتاعاً في البطولة.

مراجعة جغرافية

لذلك، لا ينبغي النظر إلى هذا الإقصاء باعتباره فشلاً نهائياً، بل كدرس يجب الاستفادة منه. فالمنتخبات الكبرى لا تتطور بانتصاراتها فقط، وإنما أيضاً من خلال فهم أسباب إخفاقها، ولماذا تفقد في بعض المباريات نقاط قوتها الحقيقية.

ليلة أمس، كانت فرنسا الأفضل واستحقت التأهل. لكن المنتخب المغربي لم يمنح، ولو للحظة، الانطباع بأنه الفريق الذي أبهر الجميع منذ انطلاق المونديال. وربما يكون هذا هو الندم الأكبر.

فالمغرب لا يحتاج إلى شباب سياسي منشغل طوال الوقت بتبرير وجوده. إنه يحتاج إلى شباب قادر على العمل بجدية وتواضع وشجاعة.

ولذلك، فإن أفضل جواب على الشكوك لن يكون بلاغاً إضافياً، بل ممارسة مختلفة: أكثر انفتاحاً، أكثر شفافية، وأكثر قرباً من الميدان.

يمكن قراءة الجدل الحالي كاستهداف. لكن يمكن أيضاً تحويله إلى فرصة. فرصة للتذكير بأن التجديد لا يُعلن فقط بالأرقام، حتى حين تكون هذه الأرقام دالة ومهمة. التجديد يُبنى مع الوقت، عبر المناهج، والتكوين، وتوسيع قاعدة المشاركة، والقدرة على إبراز كفاءات جديدة.

وبمكتب تم تجديده بنسبة 86%، تتوفر الشبيبة الاستقلالية على حجة قوية. غير أن اختبارها الحقيقي يبدأ الآن.

فإذا استطاع هذا الجيل الجديد تحويل تنوعه إلى فعل جماعي، وتجاوز محاكمات الأسماء، وفرض قوة الأفكار والعمل الميداني، فإن النقاش سينتقل تلقائياً إلى مستوى آخر.

في النهاية، لا تُقاس قيمة الشبيبة السياسية بأسماء عائلاتها، ولا بالشكوك التي تلاحقها عادة كل مؤتمر. بل تُقاس بقدرتها على الخدمة، والاقتراح، والإنصات



**بقلم : مامون
أشرفي**

الشبيبة الاستقلالية : التجديد بنسبة 86% لا يُقاس بالأسماء العائلية



بعد الإعلان عن المكتب التنفيذي الجديد للشبيبة الاستقلالية، انصبت بعض التعليقات على عدد من الأسماء العائلية المرتبطة بعائلات سياسية معروفة. غير أن اختزال هيئة تم تجديدها بنسبة 86% في قراءة عائلية أو نسبية، هو في الواقع تجاوز لما هو أعمق : الدينامية النضالية، الامتداد المجالي، تنوع البروفائلات، وضرورة الحكم على جيل سياسي من خلال أفعاله لا من خلال أصوله.

أثارت تركيبة المكتب التنفيذي الجديد للشبيبة الاستقلالية، المعلن عنها عقب المؤتمر الوطني الرابع عشر، نقاشاً كان متوقعاً. ففي مشهد سياسي أصبحت فيه الريبة شبه تلقائية، رأى البعض في حضور بعض الأسماء العائلية المعروفة دليلاً على إعادة إنتاج النخب بشكل آلي.

هذه الملاحظة تستحق أن تُسمع، لأنها تعبّر عن مطلب مشروع: تجديد حقيقي، منفتح، قائم على الاستحقاق والتمثيلية. لكن النقد، وإن كان مشروعاً في منطلقه، قد يصبح مجحفاً في منهجيته.

فاختزال مكتب تنفيذي كامل في بضعة أسماء عائلية، يعني المجازفة بالخلط بين اليقظة الديمقراطية ومحاكمة النوايا. كما يعني، قبل ذلك، تجاهل معطى أساسي : هذه الهيئة الجديدة تم تجديدها بنسبة 86%، وهو رقم كافٍ لفرض قدر كبير من التريث في إطلاق أحكام من قبيل الانغلاق أو الاستمرارية العائلية البسيطة.

في الأحزاب التاريخية، تحمل الأسماء أحياناً ذاكرة. فهي تحيل على التزامات قديمة، ومجالات ترابية، وعائلات مناضلة، وتضحيات في بعض الأحيان، كما قد تحيل أيضاً على مواقع نفوذ. وحزب الاستقلال، بحكم تاريخه وامتداده، لا يشذ عن هذه القاعدة.

سيكون من السذاجة الادعاء بأن الامتدادات العائلية غير موجودة. لكن سيكون من الظلم، في المقابل، تحويلها إلى إدانة تلقائية.

فإن يكون الشاب أو الشابة ابناً أو بنتاً لشخصية سياسية، لا ينبغي أن يكون امتيازاً مضموناً، ولا خطيئة أصلية. السؤال الجدي الوحيد هو سؤال المسار : هل ناضل هؤلاء الشباب؟ هل اشتغلوا في الميدان؟ هل مثلوا جهاتهم؟ هل شاركوا في التأطير والنقاش والتنظيم والتعبئة؟

على هذه المعايير ينبغي أن يُحكم على جيل سياسي، لا من خلال قراءة مبسطة للحالة المدنية.

إن الديمقراطية الداخلية لا تعني إقصاء من يحمل اسماً معروفاً، بل تعني ضمان ألا يحل هذا الاسم محل الاستحقاق. وهنا، بالضبط، يوجد النقاش الحقيقي.

إن تشكيل هيئة وطنية للشباب ليس تمريناً حسابياً بسيطاً. فهو يأخذ بعين الاعتبار مجموعة من التوازنات: الجهات، الحساسيات، التجربة، الحضور النسائي، القدرة على التعبئة، الانخراط المحلي، والاستمرارية التنظيمية.

ولهذا، فإن قراءة القيادة الجديدة فقط من خلال بعض الأسماء المعروفة إعلامياً تؤدي إلى حجب غالبية البروفائلات التي لا تنتمي إلى عائلات سياسية بارزة، لكنها راكمت حضورها داخل التنظيم من خلال العمل اليومي والصامت.

صحيح أن أي تجديد ليس كاملاً. ولا يوجد مؤتمر قادر على تبديد كل الإحباطات أو إرضاء كل الطموحات. ففي كل تنظيم سياسي هناك انتظارات لم تتحقق، وطموحات لم تجد موقعها، وقراءات متباينة لما جرى.

لكن وجود الجدل لا يكفي لإثبات وجود منظومة مغلقة. بل يكشف أيضاً عن ارتفاع سقف انتظارات الشباب من تنظيماتهم، وهذه في حد ذاتها علامة صحية داخل الحياة الحزبية.

إن المكتب التنفيذي الجديد للشبيبة الاستقلالية لا يجد نفسه فقط أمام ضرورة الرد على جدل عابر. بل يجد نفسه، قبل كل شيء، أمام مسؤولية سياسية وتنظيمية حقيقية: أن يثبت، بالعمل، أن التجديد المعلن ليس رقماً فقط، بل ممارسة وروحاً ومنهجاً.

عليه أن يمنح الكلمة للشباب المناضلين في الجهات، وللطلبة، وللشابات، ولشباب العالم القروي، وللكفاءات الصاعدة، ولكل من لا يملك رأسماً سوى التزامه.

هنا سيُجسم النقاش. ليس في الدفاع المتشنج عن الأشخاص، ولا في الإدانة السهلة، بل في قدرة هذه الهيئة على إنتاج الأفكار، وتكوين المناضلين، والدفاع عن القضايا الوطنية، والمساهمة في النقاش العمومي، وإعادة وصل الشباب بالفعل السياسي.

التزاماتنا الدائمة، نحترم دائماً :

أخلاقيات الصحافة؛ والتعددية؛ والقوانين المعمول بها؛ والحياة الخاصة؛ ورفض الإهانات والتشهير.

ما ترفضه L'ODJ Média :

لن تكون مضاميننا أبداً : طائفية؛ أو عرقية؛ أو عنصرية؛ أو شعبية؛ أو معادية للنساء.

دعوة إلى قارئتنا وقرائنا

إذا لاحظتم، عند قراءة أحد مقالاتنا، أو أعمدتنا، أو افتتاحياتنا، أو مقابلاتنا، أو حلقات البودكاست، أو محتوياتنا المصورة، أي انحراف محتمل عن ميثاقنا التحريري، فإننا ندعوكم إلى إبلاغنا بذلك.

فالخطأ وارد، بما في ذلك في الممارسة الصحفية، وسندرس كل ملاحظة بكل جدية، وشفافية، وحسن نية.

وإذا ثبت وجود خلل، فسننخذ دون تأخير الإجراءات اللازمة : تصحيح، أو تحديث، أو توضيح، أو نشر حق الرد، أو سحب المحتوى المعني، بحسب طبيعة الخطأ وخطورته.

إن يقطعتكم مساعدتنا على التقدم، وتعزيز جودة عملنا، والبقاء أوفياء للمبادئ التي ندافع عنها.

إن ثقة قارئتنا وقرائنا تُكتسب كل يوم. وهي تقوم أيضاً على قدرتنا على الاعتراف بأخطائنا، وتصحيحها، واستخلاص الدروس منها.



عدنان بنشقرون

الرئيس التنفيذي لـ L'ODJ Média

البريد الإلكتروني: adnane.benchakroun@gmail.com

الهاتف/واتساب: 0660102113

شكراً لكم مسبقاً على تعاونكم.

ركائز الميثاق التحريري

L'ODJ MEDIA

دعوة إلى قارئنا وقرائنا، وشكرًا لكم مقدمًا على يقظتكم وتعاونكم

عزيزاتي القارئات، أعزائي القراء،

إليكم كيف نحاول، كل يوم، أن نجسد عمليًا الميثاق التحريري ل'ODJ Média.

ففي كل مقال، أو عمود، أو افتتاحية، أو مقابلة، أو بودكاست، أو نص لفيديو ننشره، نحرص على أن يكون المحتوى موثقًا توثيقًا متينًا، صارمًا في عرض الوقائع، ووفيًا للثوابت الوطنية المغربية. خدماتنا وطباعة

ونسعى أيضًا إلى تجاوز مجرد نقل المعلومة الخام. فطموحنا هو تقديم التحليل، والسياق، ومفاتيح الفهم. نريد أن نفتح آفاقًا للتفكير، ونطرح الأسئلة الصحيحة، ونغذي نقاشًا مسؤولًا، دون الانزلق إلى الجدل المجاني.

وعندما تكون هناك حلول، فإننا نختار تسليط الضوء عليها. ونولي أهمية خاصة للابتكار، والمبادرة، والإبداع، وريادة الأعمال، وكل المقاربات القادرة على دفع المجتمع إلى الأمام.

ونظل متمسكين بالقواعد الأخلاقية لمهنة الصحافة، واحترام الأشخاص، وتعددية الآراء، وحرية التعبير التي تُمارس بمسؤولية.

وبعني ذلك أيضًا أننا نرفض المقاربات العدمية، أو المثيرة للجدل، أو تلك التي تبعث على القلق دون داعٍ. فالإخبار لا يعني إنكار الصعوبات، بل تقديمها بدقة، وتُعد نظر، ونزاهة.

ويطمح خطنا التحريري إلى أن يكون حرًا، ومتطلبًا، وبناءً. ويمكننا أن ننتقد سياسة عمومية، أو قرارًا، أو مؤسسة، أو فاعلًا. لكن هذا النقد يجب أن يكون دائمًا قائمًا على الحجة، ومدعومًا بالوقائع، ومتوازنًا، وموجهًا نحو خدمة المصلحة العامة.

وهذا هو مستوى الالتزام الذي نحاول تطبيقه يوميًا، بقناعاتنا ورؤيتنا، ولكن أيضًا بإرادة دائمة لاحترام ذكاء قارئنا وقرائنا

يجب أن يحترم كل منشور كل ما يندرج ضمن الثوابت الوطنية :



يجب أن يحترم كل منشور كل ما يندرج ضمن الثوابت الوطنية : الملكية، ووحدة الأمة، والإسلام المتسامح، والديمقراطية الليبرالية والاجتماعية.

النهج الإيجابي :

تعتمد L'ODJ Média صحافة تُبني أكثر مما تُغذي المخاوف.

القيم التي نحرس على تعزيزها :

الأمل، والرفاه، والتسامح، والتنوع، والتضامن، والاستدامة، والمساواة بين الجنسين، وتكافؤ الفرص، والحقوق الاجتماعية والاقتصادية، والحق في فرصة ثانية، والإنصاف، والشفافية.

فالهدف ليس إخفاء الصعوبات، بل تحليلها بوضوح، مع البحث عن الحلول، والمبادرات، وآفاق المستقبل.

من أجل الجيل الجديد :

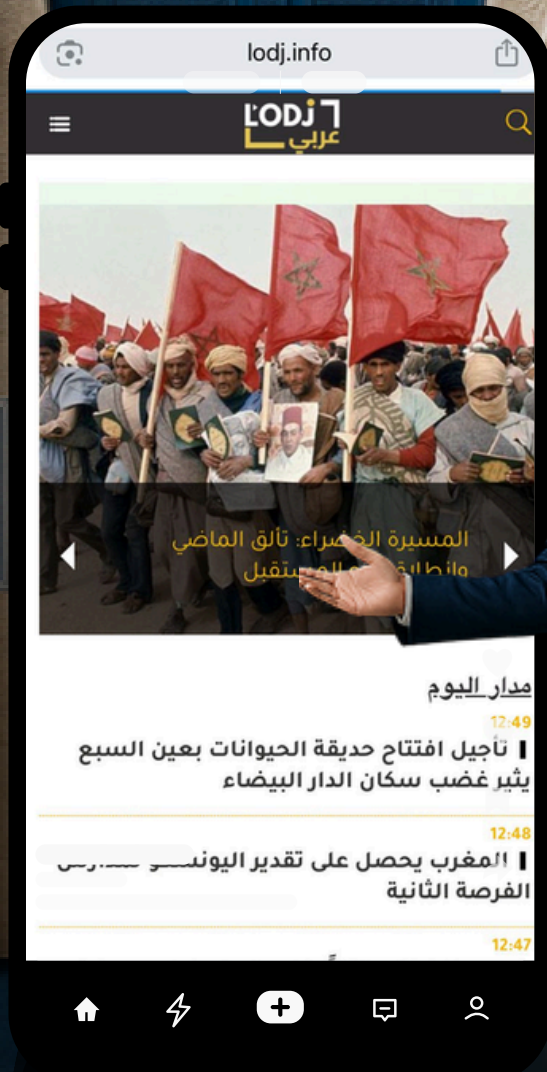
يجب أن يشجع كل محتوى على : الانفتاح الفكري ، وحرية التعبير، والمسؤولية، وروح المواطنة، وروح المبادرة، والابتكار، والإبداع، والإنتاج، وريادة الأعمال، يجب أن تدفع المعلومة إلى الرغبة في الفعل، والفهم، والبناء. القانون والدستوري والحقوق المدنية

By Lodj

بوابة

نحو آخر
الأخبار

PRESSPLUS



www.lodj.info

الشبيبة الاستقلالية : التجديد بنسبة 86%
لا يُقاس بالأسماء العائلية

99

97 لا، المغرب لم يخسر أمام فرنسا بل خسر أمام نفسه

96 عندما يغيب الأداء يصبح الإقصاء منصفًا

95 يوميات عُمانية لفرح مغربي

90 البكاء مُر المبيت: خسارة مصر تحتاج إلى مراجعة أخطائها بدل صناعة الأعذار

88 لماذا لا تزال إفريقيا أصغر زبون لنفسها؟

87 كوكاس: الأثر بوصفه ذاكرة للمادة

86 الانتخابات الرئاسية الفرنسية 2027: دوامة التطرف

By Lodi

فريق النشر :

سارة البوفي - عائشة بوسكين - ياسين أيت حدو

تصميم ومونتاج :

عماد بن بورجيم

إدارة فنية وتقنية :

محمد أيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :

www.pressplus.ma



Imprimerie Arrissala

كتاب الرأي



كناك المراسم

By Lodi

لوديجي بالعربية

بلاطفورم الشباب



الشبيبة الاستقلالية: التجديد بنسبة 86% لا يُقاس بالأسماء العائلية

عندما يغيث الأداء...
يصبح الإقصاء
منصفا

لا، المغرب لم يخسر
أمام فرنسا... بل خسر
أمام نفسه

ركائز الميثاق التحريري
L'ODJ Média